

# COMPTES PUBLICS 2023-2024

VOLUME 2

Renseignements financiers  
sur le Fonds consolidé du  
revenu : Fonds général  
et fonds spéciaux



# COMPTES PUBLICS 2023-2024

**VOLUME 2**

Renseignements financiers  
sur le Fonds consolidé du  
revenu : Fonds général  
et fonds spéciaux

Année financière terminée le 31 mars 2024

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86  
de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)

Comptes publics 2023-2024 – Volume 2

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
Octobre 2024

ISSN 1925-1815 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2024

## Table des matières

Avant-propos.....	i
-------------------	---

### Section A : Fonds général

#### 1. Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits

Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits.....	5
État de l'emploi des crédits .....	7

#### 2. Informations sommaires sur les revenus et dépenses

Revenus et dépenses des portefeuilles .....	15
Revenus des portefeuilles par catégories.....	16
Dépenses des portefeuilles par supercatégories.....	18
Dépenses de transfert des portefeuilles par bénéficiaires et par catégories.....	20
Dépenses d'affectation à un fonds spécial des portefeuilles par catégories.....	22
Dépenses et investissements des portefeuilles relatifs à la rémunération.....	23

#### 3. Revenus, crédits, dépenses et autres coûts par portefeuilles

Assemblée nationale .....	27
Personnes désignées par l'Assemblée nationale .....	39
Affaires municipales et Habitation.....	53
Agriculture, Pêcheries et Alimentation .....	67
Conseil du trésor et Administration gouvernementale .....	79
Conseil exécutif .....	97
Culture et Communications .....	113
Cybersécurité et Numérique.....	125
Économie, Innovation et Énergie .....	137
Éducation.....	153
Emploi et Solidarité sociale .....	169
Enseignement supérieur .....	181
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs.....	195
Famille .....	207
Finances .....	221

Immigration, Francisation et Intégration.....	237
Justice.....	249
Langue française .....	263
Relations internationales et Francophonie.....	273
Ressources naturelles et Forêts.....	285
Santé et Services sociaux.....	297
Sécurité publique.....	315
Tourisme.....	329
Transports et Mobilité durable.....	341
Travail.....	353

#### **4. Comptes à fin déterminée**

Revenus et dépenses des comptes à fin déterminée.....	364
---	-----

### **Section B : Fonds spéciaux**

#### **1. Rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées**

Rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées .....	371
--	-----

#### **2. Sommaire de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées**

Sommaire de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées .....	374
---	-----

#### **3. Renseignements sur les revenus, les dépenses et les investissements de chacun des fonds spéciaux**

Affaires municipales et Habitation	
Fonds régions et ruralité.....	381
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	
Fonds de la région de la Capitale-Nationale.....	382
Culture et Communications	
Fonds Avenir Mécénat Culture.....	383
Fonds du patrimoine culturel québécois .....	384
Cybersécurité et Numérique	
Fonds de la cybersécurité et du numérique.....	385

Économie, Innovation et Énergie	
Capital ressources naturelles et énergie.....	386
Fonds des ressources naturelles .....	387
Fonds du développement économique.....	388
Fonds pour la croissance des entreprises québécoises.....	389
Éducation	
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique.....	390
Emploi et Solidarité sociale	
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome .....	391
Fonds de développement du marché du travail.....	392
Fonds des biens et des services.....	393
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale .....	394
Fonds québécois d'initiatives sociales .....	395
Enseignement supérieur	
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires.....	396
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	
Fonds bleu .....	397
Fonds d'électrification et de changements climatiques .....	398
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État.....	400
Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques .....	402
Fonds des ressources naturelles .....	403
Famille	
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance.....	404
Finances	
Fonds de financement.....	405
Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux .....	406
Fonds de lutte contre les dépendances .....	407
Fonds des générations.....	408
Fonds du centre financier de Montréal.....	409
Fonds du Plan Nord.....	410
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers .....	411
Fonds relatif à l'administration fiscale .....	412

Justice	
Fonds Accès Justice.....	413
Fonds affecté à l'aide des personnes victimes d'infractions criminelles.....	414
Fonds des registres du ministère de la Justice.....	415
Fonds du Tribunal administratif du Québec.....	416
Fonds relatif aux contrats publics.....	417
Ressources naturelles et Forêts	
Fonds des ressources naturelles.....	418
Fonds d'information sur le territoire.....	420
Santé et Services sociaux	
Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis.....	421
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux.....	422
Sécurité publique	
Fonds des services de police.....	423
Tourisme	
Fonds de partenariat touristique.....	424
Transports et Mobilité durable	
Fonds aérien.....	425
Fonds de gestion de l'équipement roulant.....	426
Fonds de la sécurité routière.....	427
Fonds des réseaux de transport terrestre.....	428
Travail	
Fonds du Tribunal administratif du travail.....	430
<b>4. Sommaire des états financiers des fonds spéciaux</b>	
Sommaire des états financiers des fonds spéciaux.....	432
<b>Descriptions des programmes.....</b>	<b>439</b>
<b>Glossaire.....</b>	<b>459</b>

## Avant-propos

Le volume 2 des comptes publics est préparé par le Contrôleur des finances pour le ministre des Finances selon les dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Il présente des renseignements financiers portant sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Son objectif principal est de faire état de l'emploi des crédits des ministères et organismes budgétaires et des autorisations de dépenses et d'investissements des fonds spéciaux conformément aux sommes autorisées par le Parlement qui sont consignées dans le budget de dépenses.

Ce volume se divise en deux sections.

- La section A présente les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts imputés à ces crédits ainsi que les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent.
- La section B présente les revenus des fonds spéciaux ainsi que leurs dépenses et leurs investissements approuvés et réalisés.

Le fonds général et les fonds spéciaux rendent compte de leurs opérations financières selon les méthodes comptables (aussi appelées conventions comptables) adoptées par le Conseil du trésor. Celles-ci sont décrites dans les notes complémentaires des états financiers consolidés du gouvernement que présente le volume 1 et dans la Directive sur les conventions comptables du gouvernement adoptée par le Conseil du trésor.

### **Section A : Fonds général**

Cette section rend compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds général ou au Fonds des services de santé et de celles dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement du Québec, soit :

- l'Assemblée nationale;
- les personnes désignées par l'Assemblée nationale;
- les ministères et les organismes budgétaires.

La section A rend également compte des revenus du fonds général liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu. Ces revenus sont administrés par l'Agence du revenu du Québec et présentés dans le portefeuille Finances, puisque le ministre des Finances exerce les fonctions de ministre du Revenu.

Pour les besoins de la présente section :

- les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec sont réduits des créances douteuses afférentes, conformément à l'article 69 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (RLRQ, chapitre A-7.003);

## Avant-propos (suite)

- les revenus de l'impôt sur le revenu et les biens sont réduits des crédits d'impôt remboursables prévus dans la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), ces crédits étant des transferts financés par le régime fiscal, soit des avantages financiers autres que la réduction de l'impôt ou des taxes qu'un contribuable aurait dû autrement verser au gouvernement;
- les gains ou les pertes pouvant résulter d'opérations de restructuration entre deux entités du fonds général sont comptabilisés au solde d'ouverture des déficits cumulés. Lorsque de telles restructurations ont lieu en cours d'année financière, elles ne sont pas reflétées immédiatement dans le volume 2, car la reddition de comptes s'effectue selon la structure budgétaire en vigueur au moment de l'approbation parlementaire des crédits.

La section A se divise en quatre parties.

- La première partie présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts des ministères et des organismes budgétaires sur les crédits autorisés par le Parlement.
- La deuxième partie présente des informations sommaires sur les revenus et les dépenses des portefeuilles<sup>1</sup>.
- La troisième partie présente le détail des revenus, des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par portefeuilles<sup>1</sup>.

On y trouve plus particulièrement, pour chaque portefeuille :

- les revenus, présentés par catégories;
  - les crédits, les dépenses et les investissements, présentés par programmes;
  - les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts, présentés par programmes, éléments et supercatégories;
  - l'évolution des crédits initiaux, présentés par programmes;
  - les dépenses de transfert, présentées par programmes, ainsi qu'une ventilation par bénéficiaires;
  - les dépenses de transfert et les dépenses d'affectation à un fonds spécial, présentées par catégories de dépenses.
- La quatrième partie présente les revenus et dépenses des comptes à fin déterminée administrés par l'Assemblée nationale, les ministères et les organismes budgétaires.

Certaines données de 2022-2023 ont été reclassées afin qu'elles soient conformes à la structure des portefeuilles et des programmes du Budget de dépenses 2023-2024.

---

<sup>1</sup> Les revenus et les dépenses excluent les opérations liées aux comptes à fin déterminée, ces dernières étant présentées dans la quatrième partie.

## Avant-propos (suite)

### Section B : Fonds spéciaux

Cette section rend compte des opérations des fonds spéciaux par portefeuilles. Elle se divise en quatre parties.

- La première partie présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées par le Parlement.
- La deuxième partie présente le sommaire de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées par le Parlement.
- La troisième partie présente les revenus, les dépenses et les investissements ainsi que leurs prévisions pour chacun des fonds spéciaux. Elle inclut également un suivi de l'évolution du surplus ou du déficit cumulé liés aux activités du fonds.
- La quatrième partie présente un sommaire des états financiers des fonds spéciaux.

### Approbatons

Les dépenses et les investissements effectués par le fonds général et les fonds spéciaux doivent être comparés aux sommes approuvées par le Parlement pour déterminer s'il y a un excédent qui doit faire l'objet d'une autorisation. Toutefois, certaines dépenses et certains investissements effectués par le fonds général et les fonds spéciaux n'ont pas à être comparés aux sommes approuvées par le Parlement, soit parce qu'ils n'ont pas à être soumis à son approbation, soit parce qu'ils ont déjà été approuvés par des lois particulières autres que celles sur les crédits.

De plus, les dépenses négatives découlant du renversement des crédateurs et frais à payer, c'est à dire l'écart entre le montant estimé et le réel connu dans une année financière subséquente, ne doit pas créer de disponibilité budgétaire.

### Modification comptable – Paiements de transfert

Le gouvernement a modifié l'application de la norme comptable sur les paiements de transfert dans ses comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 2021. Cette modification comptable a consisté à comptabiliser les dépenses de transfert pour des infrastructures publiques selon la période de réalisation des travaux admissibles des bénéficiaires de ces transferts plutôt qu'au rythme des autorisations du Parlement.

L'intégration de cette modification comptable au processus d'autorisation parlementaire habituel a débuté en 2022-2023 et se poursuivra jusqu'en 2025-2026. D'ici la fin du processus de migration, pour les ministères qui n'auront pas migré, des crédits sont prévus au fonds de suppléance et les dépenses en lien avec cette modification comptable sont présentées dans leur programme de gestion administrative plutôt que dans le programme à partir duquel les dépenses de transfert sont accordées.

Par ailleurs, dans le cadre de la modification d'application de cette norme, les révisions de dépenses et d'investissements encourues au plus tard le 31 mars 2022 sont déjà approuvées en vertu des articles 141 et 142 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier (L.Q. 2021, c. 34).

## Avant-propos (suite)

### Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Le 1<sup>er</sup> avril 2022, le gouvernement a appliqué la norme comptable du chapitre SP 3280, OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS, du *Manuel de CPA Canada pour le secteur public*. Conformément à cette norme, un passif doit désormais être comptabilisé dès que le gouvernement acquiert ou construit une immobilisation pour laquelle il a une obligation juridique d'engager des coûts afin de la mettre hors service de façon permanente. Au moment de la comptabilisation initiale du passif, un actif équivalent est comptabilisé. Cet actif est ensuite amorti sur la durée de vie utile de l'immobilisation concernée par l'obligation de mise hors service. Auparavant, ces coûts étaient constatés dans l'exercice au cours duquel ces immobilisations étaient mises hors service.

Pour 2023-2024, les dépenses et les investissements des ministères et organismes budgétaires liés à la mise hors service d'immobilisations ayant pris naissance avant le 1<sup>er</sup> avril 2022 sont couverts par des crédits permanents octroyés en vertu des dispositions de la Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 22 mars 2022 et à certaines autres mesures (L.Q. 2023, c. 2).

Les approbations nécessaires pour l'excédent des dépenses et des investissements résultant de révisions des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations ayant pris naissance avant le 1<sup>er</sup> avril 2022 ainsi que pour les dépenses de désactualisation et d'indexation ont été octroyées en vertu des dispositions de cette même loi.

### Autres éléments

Pour les fonds spéciaux, d'autres dépenses et investissements ne nécessitent pas d'approbation annuelle :

- les dépenses liées aux quotes-parts des participations dans des partenariats du fonds Capital ressources naturelles et énergie et du Fonds du développement économique;
- les investissements du Fonds des générations (article 8 de la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations [RLRQ, chapitre R-2.2.0.1]) et ceux réalisés conformément à l'article 15 de la Loi sur l'administration financière;
- le service de la dette et les investissements sous forme de prêts, placements, avances et autres coûts du Fonds de financement (article 34 de la Loi sur le ministère des Finances [RLRQ, chapitre M-24.01]);
- les dépenses financées par la contribution des automobilistes au transport en commun du Fonds des réseaux de transport terrestre (article 88.5 de la Loi sur les transports [RLRQ, chapitre T-12]).

### Structure des portefeuilles

L'information présentée dans le volume 2 correspond aux portefeuilles et aux responsabilités établis dans le Budget de dépenses 2023-2024.

### Arrondissement

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars près. En raison de cet arrondissement, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

Section

A

# FONDS GÉNÉRAL



# **1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS**



## Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits

Année financière terminée le 31 mars 2024

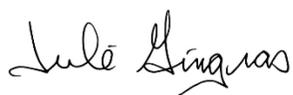
---

Par l'adoption de crédits annuels et de crédits permanents, le Parlement autorise le gouvernement à effectuer, à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements ainsi que des avances et à assumer d'autres coûts. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, des crédits peuvent être constitués par l'autorisation de mandats spéciaux en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits annuels, de crédits permanents ou des deux. L'autorisation d'effectuer des dépenses et d'assumer d'autres coûts sur des crédits permanents n'est pas limitée à la somme prévue dans le budget de dépenses. Les soldes inutilisés des crédits annuels à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf si leur report est autorisé par le gouvernement en vertu de l'article 45 de la Loi sur l'administration publique. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits alloués doit être porté aux comptes de l'année et assumé à même les crédits de l'année financière suivante conformément à l'article 25 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière.

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2024 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits de cette année financière n'a été constaté. Les crédits étaient suffisants pour l'inscription des dépenses et des autres coûts réalisés.

La sous-ministre des Finances,



Julie Gingras

La contrôleur des finances,



Lucie Pageau, CPA

Québec, le 30 septembre 2024



## ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS (tableau 1) -	CRÉDITS UTILISÉS (tableau 2) -	AUTRES DÉCISIONS LIÉES À L'ENGAGEMENT DES CRÉDITS			= EXCÉDENTS
			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés	
Assemblée nationale	192 229	190 256			1 973	
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	149 199	139 393			9 806	
Affaires municipales et Habitation	4 294 467	4 294 235			232	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 237 379	1 237 379				
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 587 485	1 398 951			188 535	
Conseil exécutif	927 471	925 794			1 677	
Culture et Communications	1 115 890	1 115 890				
Cybersécurité et Numérique	162 769	162 769				
Économie, Innovation et Énergie	1 777 355	1 755 203	15 000		7 152	
Éducation	21 777 063	21 777 063				
Emploi et Solidarité sociale	5 238 121	5 238 121				
Enseignement supérieur	9 798 542	9 697 108	67 356		34 079	
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	672 185	598 700	54 605		18 880	
Famille	4 304 143	4 304 143				
Finances	7 018 238	7 017 077			1 161	
Immigration, Francisation et Intégration	598 414	598 414				
Justice	1 738 027	1 738 027				
Langue française	64 405	64 405				
Relations internationales et Francophonie	190 848	190 848				
Ressources naturelles et Forêts	737 429	737 429				
Santé et Services sociaux	57 628 290	57 611 171	2 045		15 075	
Sécurité publique	2 377 693	2 377 103			590	
Tourisme	468 960	468 960				
Transports et Mobilité durable	2 932 232	2 932 232				
Travail	47 707	47 707				
	<b>127 036 544</b>	<b>126 618 378</b>	<b>139 006</b>	<b>-</b>	<b>279 159</b>	<b>-</b>
Annuels	98 473 796	98 063 337	139 006		271 453	
Permanents	28 562 748	28 555 041			7 706	
	<b>127 036 544</b>	<b>126 618 378</b>	<b>139 006</b>	<b>-</b>	<b>279 159</b>	<b>-</b>
Dépenses	125 915 168	125 740 511	139 006		35 651	
Investissements :						
Prêts, placements, avances et autres coûts	693 044	471 896			221 148	
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	309 298	292 941			16 357	
Immobilisations en ressources informationnelles	119 032	113 030			6 002	
	<b>127 036 544</b>	<b>126 618 378</b>	<b>139 006</b>	<b>-</b>	<b>279 159</b>	<b>-</b>

**TABLEAU 1 : CRÉDITS AUTORISÉS**

 Année financière terminée le 31 mars 2024  
 (en milliers de dollars)

	CRÉDITS INITIAUX (tableau 1.1)	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES (tableau 1.2)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	TOTAL
Assemblée nationale	185 983	6 246			192 229
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	145 178	102	3 913	6	149 199
Affaires municipales et Habitation	3 102 935	5 048	1 014 092	172 393	4 294 467
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 192 899	12 703	31 719	58	1 237 379
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	12 575 568		(10 745 556)	(242 527)	1 587 485
Conseil exécutif	824 922		101 388	1 161	927 471
Culture et Communications	1 079 031		33 231	3 628	1 115 890
Cybersécurité et Numérique	178 481		(15 711)		162 769
Économie, Innovation et Énergie	1 570 454		205 583	1 318	1 777 355
Éducation	18 313 829		3 518 319	(55 085)	21 777 063
Emploi et Solidarité sociale	4 722 167	7 250	471 454	37 251	5 238 121
Enseignement supérieur	9 290 216		451 645	56 680	9 798 542
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	657 947	14 183	155	(100)	672 185
Famille	3 627 147	25 900	651 131	(34)	4 304 143
Finances	6 601 460		(40 176)	456 954	7 018 238
Immigration, Francisation et Intégration	729 904	63 478	(194 968)		598 414
Justice	1 326 725	6 028	241 722	163 552	1 738 027
Langue française	61 778		2 627		64 405
Relations internationales et Francophonie	175 491		15 067	290	190 848
Ressources naturelles et Forêts	461 184		117 671	158 574	737 429
Santé et Services sociaux	54 156 398		2 867 364	604 528	57 628 290
Sécurité publique	1 978 950	4 349	320 659	73 735	2 377 693
Tourisme	282 766		183 876	2 319	468 960
Transports et Mobilité durable	2 179 029	2 258	750 966	(21)	2 932 232
Travail	33 877		13 829	2	47 707
	<b>125 454 317</b>	<b>147 544</b>	<b>-</b>	<b>1 434 683</b>	<b>127 036 544</b>
Annuels	98 360 754	113 041			98 473 796
Permanents	27 093 563	34 502		1 434 683	28 562 748
	<b>125 454 317</b>	<b>147 544</b>	<b>-</b>	<b>1 434 683</b>	<b>127 036 544</b>
Dépenses	121 662 651	148 598	2 950 154	1 153 766	125 915 168
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	3 342 440		(2 930 312)	280 917	693 044
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	306 647	(455)	3 106		309 298
Immobilisations en ressources informationnelles	142 579	(599)	(22 948)		119 032
	<b>125 454 317</b>	<b>147 544</b>	<b>-</b>	<b>1 434 683</b>	<b>127 036 544</b>

**TABLEAU 1.1 : CRÉDITS INITIAUX**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	ANNUELS	PERMANENTS	VOTÉS AU COURS D'ANNÉES		TOTAL
			ANTÉRIEURES		
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Assemblée nationale		185 983			185 983
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	77 337	67 841			145 178
Affaires municipales et Habitation	3 102 915	19			3 102 935
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 192 889	10			1 192 899
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	11 815 462	760 106			12 575 568
Conseil exécutif	823 009	1 914			824 922
Culture et Communications	1 079 022	10			1 079 031
Cybersécurité et Numérique	178 471	10			178 481
Économie, Innovation et Énergie	1 570 435	19			1 570 454
Éducation	17 029 955	1 283 874			18 313 829
Emploi et Solidarité sociale	4 716 647	5 519			4 722 167
Enseignement supérieur	9 078 452	211 765			9 290 216
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	657 838	110			657 947
Famille	3 363 737	210		263 200	3 627 147
Finances	178 435	6 423 025			6 601 460
Immigration, Francisation et Intégration	729 894	10			729 904
Justice	954 891	371 834			1 326 725
Langue française	61 778				61 778
Relations internationales et Francophonie	175 381	110			175 491
Ressources naturelles et Forêts	436 154	25 030			461 184
Santé et Services sociaux	36 423 269	17 733 129 <sup>(1)</sup>			54 156 398
Sécurité publique	1 955 966	22 983			1 978 950
Tourisme	282 756	10			282 766
Transports et Mobilité durable	2 178 994	35			2 179 029
Travail	33 866	10			33 877
	<b>98 097 554 <sup>(2)</sup></b>	<b>27 093 563</b>	<b>-</b>	<b>263 200</b>	<b>125 454 317</b>
Dépenses	94 326 310	27 073 141		263 200	121 662 651
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	3 342 330	110			3 342 440
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	295 950	10 698			306 647
Immobilisations en ressources informationnelles	132 965	9 614			142 579
	<b>98 097 554</b>	<b>27 093 563</b>	<b>-</b>	<b>263 200</b>	<b>125 454 317</b>

(1) Cette somme inclut des crédits évalués à 9 799 000 milliers de dollars sur la base des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé.

(2) Les crédits annuels ont été autorisés en vertu des lois suivantes :

	En milliers de dollars
Loi n° 1 sur les crédits, 2023-2024 (L.Q. 2023, c. 4)	27 380 298
Loi n° 2 sur les crédits, 2023-2024 (L.Q. 2023, c. 9)	70 717 256
	<b>98 097 554</b>

**TABLEAU 1.2 : CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES**

 Année financière terminée le 31 mars 2024  
 (en milliers de dollars)

	<u>ASSOCIÉS À DES CRÉDITS AU NET</u>	<u>ASSOCIÉS À DES PRODUITS D'ALIÉNATION</u>	<u>ALLOUÉS PAR DÉCISIONS</u>	<u>TOTAL</u>
Assemblée nationale			6 246	6 246
Personnes désignées par l'Assemblée nationale			102	102
Affaires municipales et Habitation	5 048			5 048
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	12 703			12 703
Conseil du trésor et Administration gouvernementale				
Conseil exécutif				
Culture et Communications				
Cybersécurité et Numérique				
Économie, Innovation et Énergie				
Éducation				
Emploi et Solidarité sociale	7 250			7 250
Enseignement supérieur				
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	14 183			14 183
Famille			25 900	25 900
Finances				
Immigration, Francisation et Intégration	63 478			63 478
Justice	6 028			6 028
Langue française				
Relations internationales et Francophonie				
Ressources naturelles et Forêts				
Santé et Services sociaux				
Sécurité publique	2 094		2 255	4 349
Tourisme				
Transports et Mobilité durable	2 258			2 258
Travail				
	<u>113 041</u>	<u>-</u>	<u>34 502</u>	<u>147 544</u>
Annuels	113 041			113 041
Permanents			34 502	34 502
	<u>113 041</u>	<u>-</u>	<u>34 502</u>	<u>147 544</u>
Dépenses	113 041		35 556	148 598
Investissements :				
Prêts, placements, avances et autres coûts				
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			(455)	(455)
Immobilisations en ressources informationnelles			(599)	(599)
	<u>113 041</u>	<u>-</u>	<u>34 502</u>	<u>147 544</u>

**TABLEAU 2 : CRÉDITS UTILISÉS**

 Année financière terminée le 31 mars 2024  
 (en milliers de dollars)

	INVESTISSEMENTS			DÉPENSES NÉCESSITANT DES CRÉDITS	TOTAL
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles		
Assemblée nationale	23	8 382	6 012	175 838	<b>190 256</b>
Personnes désignées par l'Assemblée nationale		2 871	2 527	133 995	<b>139 393</b>
Affaires municipales et Habitation	137 044	151	1 097	4 155 943	<b>4 294 235</b>
Agriculture, Pêcheries et Alimentation		8 098	4 091	1 225 190	<b>1 237 379</b>
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		637	1 256	1 397 058	<b>1 398 951</b>
Conseil exécutif	16	57	2 013	923 708	<b>925 794</b>
Culture et Communications	2 570	36	1 847	1 111 437	<b>1 115 890</b>
Cybersécurité et Numérique		34	728	162 007	<b>162 769</b>
Économie, Innovation et Énergie	10 574	19 759	1 177	1 723 694	<b>1 755 203</b>
Éducation			5 600	21 771 464	<b>21 777 063</b>
Emploi et Solidarité sociale	1			5 238 121	<b>5 238 121</b>
Enseignement supérieur	96 449		2 103	9 598 555	<b>9 697 108</b>
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	4	41 674	8 971	548 051	<b>598 700</b>
Famille		880	13 238	4 290 025	<b>4 304 143</b>
Finances		6	1 359	7 015 712	<b>7 017 077</b>
Immigration, Francisation et Intégration		299	9 168	588 947	<b>598 414</b>
Justice		582	20 955	1 716 490	<b>1 738 027</b>
Langue française		120	556	63 729	<b>64 405</b>
Relations internationales et Francophonie	720	14 328	586	175 214	<b>190 848</b>
Ressources naturelles et Forêts	9	8 254	2 708	726 458	<b>737 429</b>
Santé et Services sociaux	209 980	23	1 149	57 400 018	<b>57 611 171</b>
Sécurité publique	1	16 567	19 362	2 341 172	<b>2 377 103</b>
Tourisme				468 960	<b>468 960</b>
Transports et Mobilité durable	14 506	169 822	5 948	2 741 956	<b>2 932 232</b>
Travail		360	579	46 769	<b>47 707</b>
	<b>471 896</b>	<b>292 941</b>	<b>113 030</b>	<b>125 740 511</b>	<b>126 618 378</b>
Annuels	190 956	284 460	105 236	97 482 685	<b>98 063 337</b>
Permanents	280 940	8 481	7 794	28 257 827	<b>28 555 041</b>
	<b>471 896</b>	<b>292 941</b>	<b>113 030</b>	<b>125 740 511</b>	<b>126 618 378</b>



## **2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES**



## REVENUS ET DÉPENSES DES PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>REVENUS</u>	<u>DÉPENSES</u>
Assemblée nationale	590	182 441
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	1 224	139 014
Affaires municipales et Habitation	17 882	4 160 081
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	26 212	1 233 549
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	44 032	648 338
Conseil exécutif	29 544	924 397
Culture et Communications	68 055	1 115 554
Cybersécurité et Numérique	175	162 444
Économie, Innovation et Énergie	17 081	1 724 556
Éducation	255 991	21 667 950
Emploi et Solidarité sociale	943 527	5 238 375
Enseignement supérieur	47 172	9 600 176
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	45 817	574 357
Famille	30 472	4 301 065
Finances	40 604 150	6 959 342
<i>Revenus confiés au ministre du Revenu <sup>(1)</sup></i>	<i>67 344 237</i>	
Immigration, Francisation et Intégration	868 782	595 709
Justice	264 001	1 736 860
Langue française	192	64 818
Relations internationales et Francophonie	2 242	178 491
Ressources naturelles et Forêts	62 084	737 866
Santé et Services sociaux	806 729	57 322 438
Sécurité publique	62 401	2 361 486
Tourisme		468 960
Transports et Mobilité durable	69 126	2 767 742
Travail	364	46 889
	<u>111 612 081</u>	<u>124 912 900</u>
Dépenses – Crédits annuels		97 482 685
Dépenses – Crédits permanents		28 257 827
Dépenses ne nécessitant pas de crédits		(827 611)
		<u>124 912 900</u>

(1) Le ministre des Finances exerce également les fonctions de ministre du Revenu.

## REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>IMPÔT SUR LE REVENU ET LES BIENS</u>	<u>TAXES À LA CONSOMMATION</u>	<u>DROITS, PERMIS ET REDEVANCES</u>
1			
2			
3			7 648
4			18 178
5			
6			
7			973
8			
9			1 822
10			1
11			37 431
12			
13			40 722
14			27 280
15	10 338 168		15
	<i>Revenus confiés au ministre du Revenu <sup>(1)</sup></i>	26 985 013	432 094
16			86 957
17			5 604
18			
19			
20			51 297
21			2 065
22			27 274
23			
24			54 835
25			
	<u>48 876 181</u>	<u>26 985 013</u>	<u>794 194</u>

(1) Le ministre des Finances exerce également les fonctions de ministre du Revenu.

<b>REVENUS DIVERS</b>	<b>REVENUS PROVENANT DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT</b>	<b>REVENUS AUTONOMES</b>	<b>TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>	
590		<b>590</b>		<b>590</b>	242	1
1 224		<b>1 224</b>		<b>1 224</b>	2 262	2
10 234		<b>17 882</b>		<b>17 882</b>	22 232	3
8 033		<b>26 212</b>		<b>26 212</b>	23 216	4
44 032		<b>44 032</b>		<b>44 032</b>	948	5
14 355		<b>14 355</b>	15 189	<b>29 544</b>	43 705	6
67 082		<b>68 055</b>		<b>68 055</b>	4 155	7
175		<b>175</b>		<b>175</b>	27	8
15 260		<b>17 081</b>		<b>17 081</b>	30 597	9
10 567		<b>10 568</b>	245 423	<b>255 991</b>	221 111	10
148 336		<b>185 767</b>	757 761	<b>943 527</b>	937 637	11
47 172		<b>47 172</b>		<b>47 172</b>	26 123	12
5 095		<b>45 817</b>		<b>45 817</b>	98 819	13
3 192		<b>30 472</b>		<b>30 472</b>	26 207	14
387 255	4 224 759	<b>14 950 196</b>	25 653 955	<b>40 604 150</b>	39 177 955	15
1 389 117		<b>67 344 237</b>		<b>67 344 237</b>	66 057 172	
6 761		<b>93 718</b>	775 064	<b>868 782</b>	867 205	16
206 968		<b>212 572</b>	51 429	<b>264 001</b>	240 697	17
192		<b>192</b>		<b>192</b>	17	18
2 242		<b>2 242</b>		<b>2 242</b>	530	19
10 787		<b>62 084</b>		<b>62 084</b>	220 766	20
576 966		<b>579 031</b>	227 698	<b>806 729</b>	1 082 808	21
35 127		<b>62 401</b>		<b>62 401</b>	47 758	22
					1 794	23
14 109		<b>68 945</b>	181	<b>69 126</b>	69 515	24
364		<b>364</b>		<b>364</b>		25
<b>3 005 235</b>	<b>4 224 759</b>	<b>83 885 382</b>	<b>27 726 699</b>	<b>111 612 081</b>	<b>109 203 495</b>	

## DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>RÉMUNÉRATION</u>	<u>FONCTIONNEMENT</u>	<u>CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS</u>
1	Assemblée nationale	132 567	49 845
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	95 866	30 143
3	Affaires municipales et Habitation	96 255	33 915
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	141 071	76 905
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	49 003	328 798
6	Conseil exécutif	142 992	33 714
7	Culture et Communications	42 827	31 820
8	Cybersécurité et Numérique	46 061	19 189
9	Économie, Innovation et Énergie	62 531	28 998
10	Éducation	114 329	239 958
11	Emploi et Solidarité sociale	176 893	69 500
12	Enseignement supérieur	57 615	51 452
13	Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	253 383	129 236
14	Famille	136 249	113 134
15	Finances	62 442	41 742
16	Immigration, Francisation et Intégration	177 176	123 103
17	Justice	641 811	474 298
18	Langue française	40 753	12 885
19	Relations internationales et Francophonie	88 228	31 622
20	Ressources naturelles et Forêts	101 861	215 561
21	Santé et Services sociaux	134 360	874 154
22	Sécurité publique	1 045 801	543 087
23	Tourisme		
24	Transports et Mobilité durable	149 016	540 573
25	Travail	10 038	5 861
	<b>3 999 125</b>	<b>4 099 490</b>	<b>351 311</b>
	Dépenses – Crédits annuels	3 964 148	2 991 058
	Dépenses – Crédits permanents	786 086	291 101
	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	(751 109)	817 332
	<b>3 999 125</b>	<b>4 099 490</b>	<b>351 311</b>

<b>TRANSFERT</b>	<b>AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</b>	<b>SERVICE DE LA DETTE</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>	
29			<b>182 441</b>	167 398	1
13 006			<b>139 014</b>	230 040	2
3 762 411	267 500		<b>4 160 081</b>	4 272 077	3
990 835			<b>1 233 549</b>	1 171 427	4
198 698	71 838		<b>648 338</b>	2 788 700	5
747 670			<b>924 397</b>	785 154	6
1 037 216		3 692	<b>1 115 554</b>	1 072 097	7
168	97 027		<b>162 444</b>	118 308	8
963 591	435 999		<b>1 724 556</b>	1 706 446	9
21 257 391	56 273		<b>21 667 950</b>	22 311 388	10
3 553 315	1 395 960		<b>5 238 375</b>	4 987 824	11
9 433 110	25 000		<b>9 600 176</b>	8 987 648	12
134 083	57 655		<b>574 357</b>	529 572	13
104 185	3 947 333		<b>4 301 065</b>	3 505 976	14
44 712	600	6 809 846	<b>6 959 342</b>	7 418 170	15
295 430			<b>595 709</b>	492 282	16
560 082	45 853		<b>1 736 860</b>	1 364 166	17
11 181			<b>64 818</b>	53 925	18
55 068	3 573		<b>178 491</b>	167 631	19
7 562	410 602		<b>737 866</b>	525 557	20
55 831 343	474 749	7 834	<b>57 322 438</b>	56 872 104	21
362 313	410 143		<b>2 361 486</b>	2 034 557	22
235 285	233 676		<b>468 960</b>	363 574	23
531 339	1 546 812		<b>2 767 742</b>	3 084 561	24
25 189	5 801		<b>46 889</b>	43 593	25
<b>100 155 211</b>	<b>9 486 391</b>	<b>6 821 372</b>	<b>124 912 900</b>	<b>125 054 173</b>	
80 781 043	9 472 674	11 526	<b>97 482 685</b>	96 179 867	
20 209 275	13 717	6 866 977	<b>28 257 827</b>	28 577 010	
(835 108)		(57 131)	<b>(827 611)</b>	297 295	
<b>100 155 211</b>	<b>9 486 391</b>	<b>6 821 372</b>	<b>124 912 900</b>	<b>125 054 173</b>	

## DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<u>BÉNÉFICIAIRES</u>	<u>RÉMUNÉRATION</u>	<u>FONCTIONNEMENT</u>
Entreprises du secteur privé		
Établissements de santé et de services sociaux	24 786 343	10 257 361
Institutions d'enseignement	17 173 544	2 781 953
Municipalités		
Organismes à but non lucratif		
Organismes et entreprises du gouvernement	9 831 474	1 018 803
Personnes		
Bénéficiaires non ventilés <sup>(1)</sup>		
	<b>51 791 361</b>	<b>14 058 117</b>

### RÉPARTITION :

1	Assemblée nationale		
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3	Affaires municipales et Habitation	23 792	42 163
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	89 028	24 085
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	24 618	46 605
6	Conseil exécutif		2 685
7	Culture et Communications	92 216	179 408
8	Cybersécurité et Numérique		
9	Économie, Innovation et Énergie	7 766	2 954
10	Éducation	13 632 591	2 174 681
11	Emploi et Solidarité sociale	2 170	
12	Enseignement supérieur	3 539 344	613 157
13	Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs		
14	Famille		
15	Finances	18 346	6 067
16	Immigration, Francisation et Intégration		
17	Justice	93 993	20 051
18	Langue française		
19	Relations internationales et Francophonie		
20	Ressources naturelles et Forêts		
21	Santé et Services sociaux	34 188 455	10 753 529
22	Sécurité publique		10 547
23	Tourisme	17 477	61 718
24	Transports et Mobilité durable	58 766	120 468
25	Travail	2 800	
		<b>51 791 361</b>	<b>14 058 117</b>

(1) Les bénéficiaires non ventilés se rapportent à l'ajustement des dépenses découlant de la modification de l'application de la norme comptable sur les paiements de transfert.

<b>CAPITAL</b>	<b>INTÉRÊT</b>	<b>SUPPORT</b>	<b>2024</b>	<b>2023</b>
385 430	1 686	1 766 236	<b>2 153 353</b>	2 420 375
4 069 049	654 597	1 679 968	<b>41 447 319</b>	41 396 977
4 533 779	736 524	4 045 115	<b>29 270 915</b>	27 161 772
954 233	122 724	2 548 487	<b>3 625 444</b>	2 816 958
522 079	24 888	3 077 859	<b>3 624 826</b>	3 193 951
288 979	37 987	333 371	<b>11 510 614</b>	10 804 875
1 525	146	8 007 537	<b>8 009 208</b>	7 102 961
513 533			<b>513 533</b>	3 661 877
<b>11 268 607</b>	<b>1 578 552</b>	<b>21 458 573</b>	<b>100 155 211</b>	<b>98 559 745</b>

		29	<b>29</b>	32	1
		13 006	<b>13 006</b>	30 679	2
1 513 714	114 759	2 067 983	<b>3 762 411</b>	3 889 403	3
96 614	20	781 088	<b>990 835</b>	970 474	4
		127 475	<b>198 698</b>	197 522	5
146 537	2 377	596 071	<b>747 670</b>	605 201	6
196 512	44 328	524 752	<b>1 037 216</b>	995 899	7
		168	<b>168</b>	120	8
141 402	1 563	809 907	<b>963 591</b>	1 063 099	9
3 804 149	503 959	1 142 011	<b>21 257 391</b>	21 926 690	10
80		3 551 065	<b>3 553 315</b>	3 325 728	11
1 001 890	232 090	4 046 630	<b>9 433 110</b>	8 899 431	12
222	729	133 132	<b>134 083</b>	109 162	13
		104 185	<b>104 185</b>	93 231	14
		20 299	<b>44 712</b>	52 992	15
		295 430	<b>295 430</b>	234 960	16
		446 039	<b>560 082</b>	466 431	17
	1	11 180	<b>11 181</b>	17 675	18
		55 068	<b>55 068</b>	50 689	19
5 485	416	1 661	<b>7 562</b>	24 463	20
4 087 841	654 597	6 146 920	<b>55 831 343</b>	54 735 423	21
5 863		345 902	<b>362 313</b>	229 105	22
145 185	10 905		<b>235 285</b>	121 908	23
123 113	12 809	216 184	<b>531 339</b>	497 370	24
		22 389	<b>25 189</b>	22 057	25
<b>11 268 607</b>	<b>1 578 552</b>	<b>21 458 573</b>	<b>100 155 211</b>	<b>98 559 745</b>	

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>RÉMUNÉ- RATION</u>	<u>FONCTION- NEMENT</u>	<u>CAPITAL</u>	<u>INTÉRÊT</u>	<u>SUPPORT</u>	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Affaires municipales et Habitation					267 500	<b>267 500</b>	267 500
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		44 338			27 500	<b>71 838</b>	42 806
Culture et Communications							2 600
Cybersécurité et Numérique	4 091	92 935				<b>97 027</b>	63 543
Économie, Innovation et Énergie	2 104	230 825			203 070	<b>435 999</b>	424 180
Éducation			56 273			<b>56 273</b>	72 862
Emploi et Solidarité sociale	195 588	117 612	2 777	779	1 079 205	<b>1 395 960</b>	1 419 387
Enseignement supérieur					25 000	<b>25 000</b>	25 000
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	264	39			57 352	<b>57 655</b>	56 155
Famille			182 751	14 837	3 749 745	<b>3 947 333</b>	3 194 182
Finances					600	<b>600</b>	600
Justice	14 980	7 527	176		23 170	<b>45 853</b>	39 551
Relations internationales et Francophonie	113	7			3 453	<b>3 573</b>	3 538
Ressources naturelles et Forêts	59 006	147 141			204 454	<b>410 602</b>	323 703
Santé et Services sociaux	26 573	325 121	3 336	2 216	117 504	<b>474 749</b>	417 661
Sécurité publique	323 610	79 144	7 251	137		<b>410 143</b>	342 775
Tourisme	11 230	9 158	46 272	3 706	163 310	<b>233 676</b>	241 666
Transports et Mobilité durable		270 962	400 022	138 719	737 108	<b>1 546 812</b>	1 888 712
Travail	4 768	1 033				<b>5 801</b>	5 531
	<b><u>642 326</u></b>	<b><u>1 325 845</u></b>	<b><u>698 857</u></b>	<b><u>160 394</u></b>	<b><u>6 658 969</u></b>	<b><u>9 486 391</u></b>	<b><u>8 831 955</u></b>

## DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS DES PORTEFEUILLES RELATIFS À LA RÉMUNÉRATION

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	DÉPENSES			CAPITALISÉE AUX IMMOBILISATIONS		TOTAL
	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Autres qu'en ressources informationnelles	Ressources informationnelles	
Assemblée nationale	132 567				668	133 234
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	95 866			223	663	96 751
Affaires municipales et Habitation	96 255	23 792			416	120 463
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	141 071	89 028		125	522	230 746
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	49 003	24 618		121	303	74 046
Conseil exécutif	142 992				380	143 372
Culture et Communications	42 827	92 216			133	135 176
Cybersécurité et Numérique	46 061		4 091			50 152
Économie, Innovation et Énergie	62 531	7 766	2 104		149	72 550
Éducation	114 329	13 632 591			1 136	13 748 057
Emploi et Solidarité sociale	176 893	2 170	195 588			374 650
Enseignement supérieur	57 615	3 539 344			839	3 597 797
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	253 383		264	2 705	418	256 769
Famille	136 249				2 340	138 589
Finances	62 442	18 346			97	80 886
Immigration, Francisation et Intégration	177 176				428	177 604
Justice	641 811	93 993	14 980		3 024	753 807
Langue française	40 753					40 753
Relations internationales et Francophonie	88 228		113	359		88 700
Ressources naturelles et Forêts	101 861		59 006		538	161 405
Santé et Services sociaux	134 360	34 188 455	26 573			34 349 388
Sécurité publique	1 045 801		323 610		4 195	1 373 606
Tourisme		17 477	11 230			28 707
Transports et Mobilité durable	149 016	58 766		1 044	1 070	209 896
Travail	10 038	2 800	4 768			17 606
	<b>3 999 125</b>	<b>51 791 361</b>	<b>642 326</b>	<b>4 577</b>	<b>17 319</b>	<b>56 454 709</b>



### **3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES**



**ASSEMBLÉE NATIONALE**  
**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances		
Revenus divers	590	242
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>590</u>	<u>242</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Total</b>	<u><u>590</u></u>	<u><u>242</u></u>



ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
<b>PROGRAMME 1</b>					
Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires					
Annuels					
Permanents	13 945	13 892	15	38	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>13 945</u>	<u>13 892</u>	<u>15</u>	<u>38</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires institutionnelles et Bibliothèque de l'Assemblée nationale					
Annuels					
Permanents	88 661	72 453	14 388	1 819	
Ne nécessitant pas de crédits		6 603			
	<u>88 661</u>	<u>79 056</u>	<u>14 388</u>	<u>1 819</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Services statutaires aux parlementaires					
Annuels					
Permanents	89 623	89 493	14	116	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>89 623</u>	<u>89 493</u>	<u>14</u>	<u>116</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>192 229</u></b>	<b><u>182 441</u></b>	<b><u>14 418</u></b>	<b><u>1 973</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels					
Permanents	192 229	175 838	14 418	1 973	
Ne nécessitant pas de crédits		6 603			
	<u>192 229</u>	<u>182 441</u>	<u>14 418</u>	<u>1 973</u>	<u>-</u>
Dépenses					
175 926		182 441		88	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	109		23	86	
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	10 003		8 382	1 621	
Immobilisations en ressources informationnelles	6 190		6 012	178	
	<u>192 229</u>	<u>182 441</u>	<u>14 418</u>	<u>1 973</u>	<u>-</u>

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 1</b>							
<b>Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires</b>							
1. Secrétariat général et affaires juridiques							
Permanents (1)	3 705					3 018	676
2. Affaires parlementaires							
Permanents (1)	10 241	8	7			8 013	2 185
	<b>13 945</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>-</b>		<b>11 031</b>	<b>2 861</b>

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

<b>PROGRAMME 2</b>							
<b>Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires institutionnelles et Bibliothèque de l'Assemblée nationale</b>							
1. Affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale							
Permanents (1)	23 194	1	336			18 707	4 076
2. Affaires administratives et sécurité							
Permanents (1)	65 467		8 039	6 012		34 871	14 800
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
	<b>88 661</b>	<b>1</b>	<b>8 375</b>	<b>6 012</b>		<b>53 578</b>	<b>18 875</b>

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
						10	
						28	
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>38</u>	<u>-</u>
						75	
						1 744	6 603
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 819</u>	<u>6 603</u>

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération
<b>PROGRAMME 3 Services statutaires aux parlementaires</b>						
1. Indemnités et allocations aux parlementaires						
Permanents (1)	17 055	14			1 822	15 123
Permanents (2)	22 375				22 375	
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés						
Permanents (1)	36 713				30 940	5 734
3. Services de recherche des partis politiques						
Permanents (1)	2 775				2 116	648
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale						
Permanents (2)	10 704				10 704	
	<b>89 623</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>67 958</b>	<b>21 506</b>

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

(2) Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1).

**TOTAL DU PORTEFEUILLE**

Annuels						
Permanents	192 229	23	8 382	6 012	132 567	43 242
Dépenses ne nécessitant pas de crédits						
Amortissement des immobilisations						
	<b>192 229</b>	<b>23</b>	<b>8 382</b>	<b>6 012</b>	<b>132 567</b>	<b>43 242</b>

VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	132 567		132 567
Fonctionnement	43 242	6 603	49 845
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	29		29
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	<b>175 838</b>	<b>6 603</b>	<b>182 441</b>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
						96	
	29					10	
						10	
<u>-</u>	<u>29</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>116</u>	<u>-</u>
	29					1 973	
<u>-</u>	<u>29</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 973</u>	<u>6 603</u>
							<u>6 603</u>

ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires</b>			
Annuels			
Permanents	14 155		
	<u>14 155</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 2 – Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires institutionnelles et Bibliothèque de l'Assemblée nationale</b>			
Annuels			
Permanents	87 853		
	<u>87 853</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 3 – Services statutaires aux parlementaires</b>			
Annuels			
Permanents	83 975		
	<u>83 975</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels			
Permanents	185 983		
	<u>185 983</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
		(215)	5		13 945
-	-	(215)	5	-	13 945
		813	(5)		88 661
-	-	813	(5)	-	88 661
		5 648			89 623
-	-	5 648	-	-	89 623
		6 246			192 229
-	-	6 246	-	-	192 229

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 3 – Services statutaires aux parlementaires</b>			
Autres		29	32
	<u>29</u>	<u>29</u>	<u>32</u>

VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES

---

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Organismes à but non lucratif		29	32
	<u>29</u>	<u>29</u>	<u>32</u>





**PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances		
Revenus divers	1 224	2 262
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>1 224</u>	<u>2 262</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Total</b>	<u><u>1 224</u></u>	<u><u>2 262</u></u>

**PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>PROGRAMME 1</b>					
Le Protecteur du citoyen					
Annuels	24 766	23 662	433	670	
Permanents	446	436		10	
Ne nécessitant pas de crédits		291			
	<u>25 212</u>	<u>24 389</u>	<u>433</u>	<u>680</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Le Vérificateur général					
Annuels	47 729	43 009	2 978	1 743	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		775			
	<u>47 729</u>	<u>43 783</u>	<u>2 978</u>	<u>1 743</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Administration du système électoral					
Annuels					
Permanents	65 228	57 898	1 867	5 462	
Ne nécessitant pas de crédits		3 423			
	<u>65 228</u>	<u>61 321</u>	<u>1 867</u>	<u>5 462</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 4</b>					
Le Commissaire au lobbyisme					
Annuels	6 426	5 678	107	641	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		458			
	<u>6 426</u>	<u>6 136</u>	<u>107</u>	<u>641</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 5</b>					
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Annuels					
Permanents	2 275	2 001	14	261	
Ne nécessitant pas de crédits		74			
	<u>2 275</u>	<u>2 075</u>	<u>14</u>	<u>261</u>	<u>-</u>

**PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 6					
Le Commissaire à la langue française					
Annuels	2 330	1 311		1 019	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>2 330</u>	<u>1 311</u>	<u>-</u>	<u>1 019</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>149 199</u></b>	<b><u>139 014</u></b>	<b><u>5 399</u></b>	<b><u>9 806</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	81 250	73 660	3 518	4 073	
Permanents	67 949	60 335	1 881	5 733	
Ne nécessitant pas de crédits		5 020			
	<u>149 199</u>	<u>139 014</u>	<u>5 399</u>	<u>9 806</u>	<u>-</u>
Dépenses	141 366	139 014		7 371	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	3 830		2 871	959	
Immobilisations en ressources informationnelles	4 004		2 527	1 476	
	<u>149 199</u>	<u>139 014</u>	<u>5 399</u>	<u>9 806</u>	<u>-</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 1 Le Protecteur du citoyen</b>							
1. Le Protecteur du citoyen	24 766			333	100	19 786	3 877
Permanents (1)	446					436	
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
	<b>25 212</b>	<b>-</b>	<b>333</b>	<b>100</b>	<b>20 221</b>	<b>3 877</b>	
(1) Loi sur le Protecteur du citoyen (RLRQ, chapitre P-32).							
<b>PROGRAMME 2 Le Vérificateur général</b>							
1. Le Vérificateur général	47 729			2 429	549	36 223	6 785
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
	<b>47 729</b>	<b>-</b>	<b>2 429</b>	<b>549</b>	<b>36 223</b>	<b>6 785</b>	

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
						670	
						10	
							291
<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>680</b>	<b>291</b>
<hr/>							
<hr/>							
						1 743	
							775
<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 743</b>	<b>775</b>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 3 Administration du système électoral</b>							
1. Gestion interne et soutien							
Permanents (1)	47 283			95	439	30 568	11 080
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
2. Commission de la représentation électorale							
Permanents (1)	591					65	523
3. Activités électorales							
Permanents (1)	17 353				1 333	1 824	833
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
	<b>65 228</b>	<b>-</b>	<b>95</b>	<b>1 772</b>	<b>32 457</b>	<b>12 436</b>	
(1) Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3).							
<b>PROGRAMME 4 Le Commissaire au lobbyisme</b>							
1. Le Commissaire au lobbyisme	6 426			10	97	4 182	1 496
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
	<b>6 426</b>	<b>-</b>	<b>10</b>	<b>97</b>	<b>4 182</b>	<b>1 496</b>	

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
						5 101	1 388
						4	
	13 006					358	2 035
<b>-</b>	<b>13 006</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5 462</b>	<b>3 423</b>
						641	458
<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>641</b>	<b>458</b>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 5 Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie</b>							
1. Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie							
Permanents (1)	2 275		5		9	1 715	286
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
	<u>2 275</u>	<u>-</u>	<u>5</u>		<u>9</u>	<u>1 715</u>	<u>286</u>
(1) Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-23.1).							
<b>PROGRAMME 6 Le Commissaire à la langue française</b>							
1. Le Commissaire à la langue française	2 330					1 068	243
	<u>2 330</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>-</u>	<u>1 068</u>	<u>243</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>							
Annuels	81 250		2 772		746	61 259	12 401
Permanents	67 949		99		1 781	34 607	12 722
Dépenses ne nécessitant pas de crédits							
Amortissement des immobilisations							
Amortissement d'un avantage incitatif							
	<u>149 199</u>	<u>-</u>	<u>2 871</u>		<u>2 527</u>	<u>95 866</u>	<u>25 124</u>

VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	95 866		95 866
Fonctionnement	25 124	5 020	30 143
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	13 006		13 006
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	<u>133 995</u>	<u>5 020</u>	<u>139 014</u>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
						261	
							74
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>261</u>	<u>74</u>
						1 019	
							-
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 019</u>	<u>-</u>
						4 073	
	13 006					5 733	
							5 105 (86)
<u>-</u>	<u>13 006</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>9 806</u>	<u>5 020</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Le Protecteur du citoyen</b>			
Annuels	21 865		
Permanents	446		
	<u>22 311</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 2 – Le Vérificateur général</b>			
Annuels	47 287		
Permanents			
	<u>47 287</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 3 – Administration du système électoral</b>			
Annuels			
Permanents	65 222		
	<u>65 222</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 4 – Le Commissaire au lobbyisme</b>			
Annuels	5 856		
Permanents			
	<u>5 856</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 5 – Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie</b>			
Annuels			
Permanents	2 174		
	<u>2 174</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 6 – Le Commissaire à la langue française</b>			
Annuels	2 330		
Permanents			
	<u>2 330</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	77 337		
Permanents	67 841		
	<u>145 178</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			2 900		24 766
					446
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>2 900</u>	<u>-</u>	<u>25 212</u>
			443		47 729
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>443</u>	<u>-</u>	<u>47 729</u>
				6	65 228
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>6</u>	<u>65 228</u>
			570		6 426
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>570</u>	<u>-</u>	<u>6 426</u>
		102			2 275
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>102</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>2 275</u>
					2 330
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>2 330</u>
			3 913		81 250
		102		6	67 949
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>102</u>	<u>3 913</u>	<u>6</u>	<u>149 199</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 3 – Administration du système électoral</b>			
Financement des partis politiques		12 866	19 031
Remboursement des dépenses électorales		140	11 648
	<u>13 320</u>	<u>13 006</u>	<u>30 679</u>

VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Organismes à but non lucratif		13 006	30 679
	<u>13 320</u>	<u>13 006</u>	<u>30 679</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Support		13 006	30 679
	<u>13 320</u>	<u>13 006</u>	<u>30 679</u>



**AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION**

**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	7 648	6 068
Revenus divers	10 234	16 164
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u><b>17 882</b></u>	<u><b>22 232</b></u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Total</b>	<u><b>17 882</b></u>	<u><b>22 232</b></u>

**AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION**

**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>PROGRAMME 1</b>					
Soutien aux activités ministérielles					
Annuels	80 195	79 350	844		
Permanents	19	19			
Ne nécessitant pas de crédits		3 725			
	<u>80 214</u>	<u>83 094</u>	<u>844</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Modernisation des infrastructures municipales					
Annuels	987 302	987 302			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>987 302</u>	<u>987 302</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités					
Annuels	1 231 802	1 231 802			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 231 802</u>	<u>1 231 802</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 4</b>					
Développement des régions et des territoires					
Annuels	267 517	267 517			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>267 517</u>	<u>267 517</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 5</b>					
Promotion et développement de la région métropolitaine					
Annuels	142 507	142 507			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>142 507</u>	<u>142 507</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 6</b>					
Commission municipale du Québec					
Annuels	11 992	11 757	3	232	
Permanents		57			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>11 992</u>	<u>11 814</u>	<u>3</u>	<u>232</u>	<u>-</u>

**AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION**

**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 7					
Habitation					
Annuels	1 400 740	1 400 340	400		
Permanents	172 393	35 349	137 044		
Ne nécessitant pas de crédits		356			
	<u>1 573 133</u>	<u>1 436 045</u>	<u>137 444</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>4 294 467</u></b>	<b><u>4 160 081</u></b>	<b><u>138 292</u></b>	<b><u>232</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	4 122 055	4 120 575	1 248	232	
Permanents	172 412	35 368	137 044		
Ne nécessitant pas de crédits		4 138			
	<u>4 294 467</u>	<u>4 160 081</u>	<u>138 292</u>	<u>232</u>	<u>-</u>
Dépenses	4 156 153	4 160 081		210	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	137 044		137 044		
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	166		151	15	
Immobilisations en ressources informationnelles	1 103		1 097	7	
	<u>4 294 467</u>	<u>4 160 081</u>	<u>138 292</u>	<u>232</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 1 Soutien aux activités ministérielles</b>						
1. Direction et administration	37 488		3	841	18 384	17 590
Permanents (1)	19					19
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
2. Politiques et programmes	42 707				39 873	2 833
	<b>80 214</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>841</b>	<b>58 258</b>	<b>20 443</b>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

<b>PROGRAMME 2 Modernisation des infrastructures municipales</b>						
1. Programmes en lien avec le Plan québécois des infrastructures	938 341				99	34
2. Autres programmes d'infrastructures municipales	48 960					
	<b>987 302</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>99</b>	<b>34</b>

<b>PROGRAMME 3 Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités</b>						
1. Compensations tenant lieu de taxes	610 246					
2. Aide financière aux municipalités	45 963					
3. Mesures financières du partenariat fiscal	575 592					
	<b>1 231 802</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
	669						3 725
<u>-</u>	<u>669</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>3 725</u>
	938 207						
	48 960						
<u>-</u>	<u>987 168</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	610 246						
	45 963						
	575 592						
<u>-</u>	<u>1 231 802</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 4 Développement des régions et des territoires</b>						
1. Soutien au développement des régions et à la ruralité	267 500					
2. Autres programmes d'aide financière aux territoires	17					
	<b>267 517</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>PROGRAMME 5 Promotion et développement de la région métropolitaine</b>						
1. Soutien à la région métropolitaine	142 507					
	<b>142 507</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>PROGRAMME 6 Commission municipale du Québec</b>						
1. Commission municipale du Québec	11 992			3	9 893	1 864
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
	<b>11 992</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>9 893</b>	<b>1 864</b>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				=	<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>					<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>					
		267 500						
	17							
<u>-</u>	<u>17</u>	<u>267 500</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	142 507							
<u>-</u>	<u>142 507</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
							232	
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>232</u>		<u>57</u>

**AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION**

**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements			Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles		
PROGRAMME 7		<b>Habitation</b>				
1. Société d'habitation du Québec Permanents (1)	1 154 950 172 393	137 044				
2. Tribunal administratif du logement Dépenses ne nécessitant pas de crédit	35 840		148	252	28 004	7 436
3. Soutien à l'habitation	209 950					
	<b>1 573 133</b>	<b>137 044</b>	<b>148</b>	<b>252</b>	<b>28 004</b>	<b>7 436</b>

(1) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations – Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 22 mars 2022 et à certaines autres mesures (L.Q. 2023, c. 2).

**TOTAL DU PORTEFEUILLE**

Annuels	4 122 055		151	1 097	96 255	29 758
Permanents	172 412	137 044				19
Dépenses ne nécessitant pas de crédits Amortissement des immobilisations						
	<b>4 294 467</b>	<b>137 044</b>	<b>151</b>	<b>1 097</b>	<b>96 255</b>	<b>29 777</b>

VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	96 255		96 255
Fonctionnement	29 777	4 138	33 915
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	3 762 411		3 762 411
Affectation à un fonds spécial	267 500		267 500
Service de la dette			
	<b>4 155 943</b>	<b>4 138</b>	<b>4 160 081</b>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
	1 154 950						
	35 349						356
	209 950						
<b>-</b>	<b>1 400 249</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>356</b>

	3 727 062	267 500				232	
	35 349						4 138
<b>-</b>	<b>3 762 411</b>	<b>267 500</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>232</b>	<b>4 138</b>

**AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION**

**ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Soutien aux activités ministérielles</b>			
Annuels	83 762		
Permanents	19		
	<u>83 782</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 2 – Modernisation des infrastructures municipales</b>			
Annuels	503 813		
Permanents			
	<u>503 813</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 3 – Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités</b>			
Annuels	1 214 702		
Permanents			
	<u>1 214 702</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 4 – Développement des régions et des territoires</b>			
Annuels	270 267		
Permanents			
	<u>270 267</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 5 – Promotion et développement de la région métropolitaine</b>			
Annuels	139 507		
Permanents			
	<u>139 507</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 6 – Commission municipale du Québec</b>			
Annuels	13 325		
Permanents			
	<u>13 325</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 7 – Habitation</b>			
Annuels	877 540		
Permanents			
	<u>877 540</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	3 102 915		
Permanents	19		
	<u>3 102 935</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			(3 568)		80 195
					19
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(3 568)</u>	<u>-</u>	<u>80 214</u>
			483 489		987 302
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>483 489</u>	<u>-</u>	<u>987 302</u>
			17 099		1 231 802
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>17 099</u>	<u>-</u>	<u>1 231 802</u>
			(2 750)		267 517
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(2 750)</u>	<u>-</u>	<u>267 517</u>
			3 000		142 507
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>3 000</u>	<u>-</u>	<u>142 507</u>
			(1 332)		11 992
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(1 332)</u>	<u>-</u>	<u>11 992</u>
5 048			518 153		1 400 740
				172 393	172 393
<u>5 048</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>518 153</u>	<u>172 393</u>	<u>1 573 133</u>
5 048			1 014 092		4 122 055
				172 393	172 412
<u>5 048</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 014 092</u>	<u>172 393</u>	<u>4 294 467</u>

**AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION**

**DÉPENSES DE TRANSFERT**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 1 – Soutien aux activités ministérielles</b>			
Autres		669	497
Modification comptable – Paiements de transfert			860 185
	<u>669</u>	<u>669</u>	<u>860 682</u>
<b>Programme 2 – Modernisation des infrastructures municipales</b>			
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées		4 249	12 622
Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau		2 016	1 537
Infrastructures municipales en milieu nordique		18 244	13 429
Parachèvement des programmes en infrastructures municipales		10 020	44 535
Programme d'aide financière pour les bâtiments municipaux		17 811	44 584
Programmes de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec		43 725	100 866
Programmes des Fonds Chantiers Canada-Québec		12 392	56 619
Programmes d'infrastructures Québec-Municipalités		241 981	157 595
Programmes visant à atténuer l'impact des changements climatiques et des inondations		16 177	54 602
Autres		620 554	45 875
	<u>987 168</u>	<u>987 168</u>	<u>532 263</u>
<b>Programme 3 – Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités</b>			
Aide aux municipalités reconstituées		280	194
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation		574 218	541 071
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux et des organisations internationales		36 029	33 402
Mesures financières du partenariat fiscal		575 592	265 618
Soutien à la Ville de Rouyn Noranda pour atténuer les impacts de l'activité industrielle lourde		17 300	
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec		940	1 778
Soutien au milieu municipal en matière d'aménagement du territoire		1 898	
Autres		25 545	75 387
	<u>1 231 802</u>	<u>1 231 802</u>	<u>917 450</u>
<b>Programme 4 – Développement des régions et des territoires</b>			
Autres		17	519
	<u>17</u>	<u>17</u>	<u>519</u>

**AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION**

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 5 – Promotion et développement de la région métropolitaine</b>			
Entente-cadre pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole		107 738	102 608
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole		16 665	16 965
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal		14 368	25 939
Autres		3 735	7 935
	<u>142 507</u>	<u>142 507</u>	<u>153 447</u>
<b>Programme 7 – Habitation</b>			
Aide à l'amélioration de l'habitat		309 842	106 172
Aide au logement social, communautaire et abordable		813 725	571 999
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation		777	661
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec		65 955	40 880
Société d'habitation du Québec – Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations			222 031
Soutien à l'habitation		209 950	483 300
	<u>1 400 249</u>	<u>1 400 249</u>	<u>1 425 042</u> <sup>(1)</sup>
	<b><u>3 762 411</u></b>	<b><u>3 762 411</u></b>	<b><u>3 889 403</u></b>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 137 044 milliers de dollars correspondant à des modifications apportées à l'évaluation de la dépense de transfert associée au passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de 2022-2023. Ces modifications ont été comptabilisées rétroactivement avec redressement des années antérieures. Elles ont été pourvues en crédits permanents en 2023-2024.

**VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES**

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Entreprises du secteur privé		196 249	226 179
Institutions d'enseignement		(986)	6 882
Municipalités		2 586 356	1 957 030
Organismes à but non lucratif		509 431	230 297
Organismes et entreprises du gouvernement		65 955	262 911
Personnes		405 407	345 920
Bénéficiaires non ventilés			860 185
	<u>3 762 411</u>	<u>3 762 411</u>	<u>3 889 403</u>

**AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION**

**DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		23 792	33 035
Fonctionnement		42 163	229 876
Capital		1 513 714	1 858 950
Intérêt		114 759	109 939
Support		2 067 983	1 657 603
	<u>3 762 411</u>	<u>3 762 411</u>	<u>3 889 403</u> <sup>(1)</sup>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 137 044 milliers de dollars correspondant à des modifications apportées à l'évaluation de la dépense de transfert associée au passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de 2022-2023. Ces modifications ont été comptabilisées rétroactivement avec redressement des années antérieures. Elles ont été pourvues en crédits permanents en 2023-2024.

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Support		267 500	267 500
	<u>267 500</u>	<u>267 500</u>	<u>267 500</u>

**AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION****REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	18 178	18 231
Revenus divers	8 033	4 985
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<b><u>26 212</u></b>	<b><u>23 216</u></b>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Total</b>	<b><u><u>26 212</u></u></b>	<b><u><u>23 216</u></u></b>



**AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**

**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>PROGRAMME 1</b>					
Développement des entreprises bioalimentaires et qualité des aliments					
Annuels	776 750	765 549	11 200		
Permanents	68	68			
Ne nécessitant pas de crédits		8 182			
	<u>776 817</u>	<u>773 799</u>	<u>11 200</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Organismes d'État					
Annuels	460 562	459 573	989		
Permanents		177			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>460 562</u>	<u>459 750</u>	<u>989</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>1 237 379</u></b>	<b><u>1 233 549</u></b>	<b><u>12 189</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	1 237 312	1 225 122	12 189		
Permanents	68	68			
Ne nécessitant pas de crédits		8 359			
	<u>1 237 379</u>	<u>1 233 549</u>	<u>12 189</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 225 190	1 233 549			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	8 098		8 098		
Immobilisations en ressources informationnelles	4 091		4 091		
	<u>1 237 379</u>	<u>1 233 549</u>	<u>12 189</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Développement des entreprises bioalimentaires et qualité des aliments						
1. Direction et administration	54 353		14	3 382	30 766	20 192
Permanents (1)	20					20
Permanents (2)	48					
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
2. Développement durable, territorial et sectoriel	173 282		98		35 119	3 313
3. Transformation, marchés, main d'œuvre et politiques intergouvernementales	46 121				5 199	1 106
4. Pêches et aquaculture commerciales	48 590				4 148	335
5. Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	242 288				2 280	565
6. Santé animale et inspection des aliments	80 150		1 301		37 568	18 479
7. Politiques bioalimentaires, programmes et innovation	131 965		6 406		11 736	21 349
	<b>776 817</b>	<b>-</b>	<b>7 819</b>	<b>3 382</b>	<b>126 815</b>	<b>65 357</b>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				=	<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>					<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>					
48								8 182
	134 753							
	39 816							
24 690	19 417							
	239 444							
	22 803							
	92 474							
<b>24 738</b>	<b>548 706</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8 182</b>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 2</b>						
<b>Organismes d'État</b>						
1. La Financière agricole du Québec	394 144					
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec Dépenses ne nécessitant pas de crédit	13 275		279	710	10 028	2 258
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec Dépenses ne nécessitant pas de crédit	5 159				4 228	931
4. Institut de technologie agroalimentaire du Québec	47 984					
	<u>460 562</u>	<u>-</u>	<u>279</u>	<u>710</u>	<u>14 256</u>	<u>3 189</u>

**TOTAL DU PORTEFEUILLE**

Annuels	1 237 312		8 098	4 091	141 071	68 526
Permanents	68					20
Dépenses ne nécessitant pas de crédits Amortissement des immobilisations						
	<u>1 237 379</u>	<u>-</u>	<u>8 098</u>	<u>4 091</u>	<u>141 071</u>	<u>68 546</u>

**VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES**

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	141 071		141 071
Fonctionnement	68 546	8 359	76 905
Créances douteuses et autres provisions	24 738		24 738
Transfert	990 835		990 835
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	<u>1 225 190</u>	<u>8 359</u>	<u>1 233 549</u>

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>					<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>	
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					
	394 144							172
								5
	47 984							
<u>-</u>	<u>442 128</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>177</u>
24 690 48	990 835							8 359
<u>24 738</u>	<u>990 835</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>8 359</u>

**AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**

**ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Développement des entreprises bioalimentaires et qualité des aliments</b>			
Annuels	763 475		
Permanents	10		
	<u>763 485</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 2 – Organismes d'État</b>			
Annuels	429 414		
Permanents			
	<u>429 414</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	1 192 889		
Permanents	10		
	<u>1 192 899</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
11 691			1 584		776 750
				58	68
<u>11 691</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 584</u>	<u>58</u>	<u>776 817</u>
1 012			30 135		460 562
<u>1 012</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>30 135</u>	<u>-</u>	<u>460 562</u>
12 703			31 719		1 237 312
				58	68
<u>12 703</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>31 719</u>	<u>58</u>	<u>1 237 379</u>

**AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**

**DÉPENSES DE TRANSFERT**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 1 – Développement des entreprises bioalimentaires et qualité des aliments</b>			
Aide à la recherche et au transfert technologique		28 497	27 486
Amélioration de la santé animale		16 920	16 829
Appui à la formation		8 050	6 522
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles		19 417	16 241
Appui au développement en région		126 561	161 641
Appui au secteur de la transformation		89 054	72 392
Prime-Vert		19 801	31 441
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles		239 444	228 078
Autres		961	1 451
Modification comptable – Paiements de transfert			(218)
	<u>548 706</u>	<u>548 706</u>	<u>561 863</u>
<b>Programme 2 – Organismes d'État</b>			
Institut de technologie agroalimentaire du Québec		47 984	36 381
La Financière agricole du Québec		394 144	372 229
	<u>442 128</u>	<u>442 128</u>	<u>408 611</u>
	<u><b>990 835</b></u>	<u><b>990 835</b></u>	<u><b>970 474</b></u>

**VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES**

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Entreprises du secteur privé		699 742	737 389
Établissements de santé et de services sociaux		96	748
Institutions d'enseignement		17 495	12 226
Municipalités		5 397	7 378
Organismes à but non lucratif		106 195	99 797
Organismes et entreprises du gouvernement		161 910	113 153
Bénéficiaires non ventilés			(218)
	<u>990 835</u>	<u>990 835</u>	<u>970 474</u>

**AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION**

**DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		89 028	77 602
Fonctionnement		24 085	25 072
Capital		96 614	100 692
Intérêt		20	24
Support		781 088	767 084
	<u>990 835</u>	<u>990 835</u>	<u>970 474</u>



CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances		
Revenus divers	44 032	948
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<b><u>44 032</u></b>	<b><u>948</u></b>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Total</b>	<b><u><u>44 032</u></u></b>	<b><u><u>948</u></u></b>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Soutien au Conseil du trésor					
Annuels	89 762	87 795	1 842	125	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		2 290			
	<u>89 772</u>	<u>90 095</u>	<u>1 842</u>	<u>125</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien aux fonctions gouvernementales					
Annuels	672 177	671 892		285	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(751 109)			
	<u>672 177</u>	<u>(79 217)</u>	<u>-</u>	<u>285</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Commission de la fonction publique					
Annuels	5 432	4 558	50	824	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		99			
	<u>5 432</u>	<u>4 656</u>	<u>50</u>	<u>824</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Régimes de retraite et d'assurances					
Annuels	2 923	2 480		443	
Permanents	497 299	497 299			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>500 222</u>	<u>499 779</u>	<u>-</u>	<u>443</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Fonds de suppléance					
Annuels	186 833			186 833	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>186 833</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>186 833</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Soutien aux infrastructures gouvernementales					
Annuels	11 688	11 688			
Permanents	20 010	20 010			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>31 698</u>	<u>31 698</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Promotion et développement de la Capitale- Nationale					
Annuels	101 091	101 066		24	
Permanents	261	261			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>101 352</u>	<u>101 327</u>	<u>-</u>	<u>24</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>1 587 485</u></b>	<b><u>648 338</u></b>	<b><u>1 892</u></b>	<b><u>188 535</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	1 069 906	879 479	1 892	188 535	
Permanents	517 579	517 579			
Ne nécessitant pas de crédits		(748 721)			
	<u>1 587 485</u>	<u>648 338</u>	<u>1 892</u>	<u>188 535</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 398 205	648 338		1 147	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	186 958			186 958	
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	1 045		637	408	
Immobilisations en ressources informationnelles	1 277		1 256	22	
	<u>1 587 485</u>	<u>648 338</u>	<u>1 892</u>	<u>188 535</u>	<u>-</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération
PROGRAMME 1	<b>Soutien au Conseil du trésor</b>					
1. Direction et administration	32 538		635	1 207	17 059	13 379
Permanents (1)	10					10
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
2. Gouvernance en gestion des ressources humaines	36 879				33 439	3 441
3. Gouvernance en gestion des ressources budgétaires et de la performance	13 386				12 715	470
4. Gouvernance en gestion des marchés publics	6 959				6 845	114
	<u>89 772</u>	<u>-</u>	<u>635</u>	<u>1 207</u>	<u>70 058</u>	<u>17 414</u>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
	133					125	
							2 290
	200						
<b>-</b>	<b>333</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>125</b>	<b>2 290</b>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 2</b>							
<b>Soutien aux fonctions gouvernementales</b>							
1. Financement de fonctions gouvernementales	19 135					215	17 385
2. Financement des conditions de travail	242 018					242 018	
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
3. Financement d'activités rendues par le Fonds de la cybersécurité et du numérique	96 433						96 433
4. Financement du Centre d'acquisitions gouvernementales	33 521						2 903
5. Financement de l'Autorité des marchés publics	33 813						
6. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100						
7. Financement des activités gouvernementales de recherche, d'examen ou d'enquête	740						740
8. Passif au titre des sites contaminés	246 417						190 011
	<b>672 177</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>242 233</b>	<b>307 472</b>
<b>PROGRAMME 3</b>							
<b>Commission de la fonction publique</b>							
1. Commission de la fonction publique	5 432			2	48	3 588	969
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
	<b>5 432</b>		<b>-</b>	<b>2</b>	<b>48</b>	<b>3 588</b>	<b>969</b>

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>					<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>	
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					
	1 350						185	
								(751 109)
	30 618							
	33 813							
							100	
	12 068	44 338						
<u>-</u>	<u>77 848</u>	<u>44 338</u>	<u>-</u>		<u>-</u>	<u>-</u>	<u>285</u>	<u>(751 109)</u>
							824	
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>-</u>	<u>-</u>	<u>824</u>	<u>99</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 4 Régimes de retraite et d'assurances</b>							
1. Régime de retraite des fonctionnaires							
Permanents (1)		25 567				25 567	
2. Régime de retraite de certains enseignants							
Permanents (2)		22 833					
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics							
Permanents (3)		179 219				179 219 <sup>(8)</sup>	
4. Assurance collective sur la vie des employés publics		2 923				695	
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels							
Permanents (4)		25 737				25 737	
6. Régime de retraite des juges							
Permanents (5)		30 744				30 744	
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec							
Permanents (6)		83 073				83 073	
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement							
Permanents (7)		130 126				130 126	
		<b>500 222</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>475 161</b>	<b>-</b>

(1) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12).

(2) Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1).

(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(4) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2).

(5) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(6) Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

(7) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(8) Cette somme inclut des dépenses de 5 884 milliers de dollars relatives au Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ).

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>				<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>		
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					
	22 833							
	1 786					443		
<u>-</u>	<u>24 618</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>443</u>	<u>-</u>	

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –			CRÉDITS UTILISÉS		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Dépenses nécessitant des crédits		
				Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 5	<b>Fonds de suppléance</b>					
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes						
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit en application de la norme comptable sur les paiements de transfert						
3. Provision en application de la norme comptable sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations						
4. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier	186 833					
	<b>186 833</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
PROGRAMME 6	<b>Soutien aux infrastructures gouvernementales</b>					
1. Gouvernance en gestion des infrastructures	11 688			7 792	273	
Permanents (1)	10				10	
Permanents (2)	20 000					
	<b>31 698</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 792</b>	<b>282</b>	

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations – Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 22 mars 2022 et à certaines autres mesures (L.Q. 2023, c. 2).

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>				<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>		
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					
						186 833		
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>186 833</u>	<u>-</u>	
	3 623							
	20 000							
<u>-</u>	<u>23 623</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements			Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles		
PROGRAMME 7 <b>Promotion et développement de la Capitale-Nationale</b>						
1. Secrétariat à la Capitale-Nationale	54 062				1 280	272
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
2. Commission de la capitale nationale du Québec	47 029					
Permanents (1)	261					
	<b>101 352</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 280</b>	<b>272</b>

(1) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations – Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 22 mars 2022 et à certaines autres mesures (L.Q. 2023, c. 2).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Annuels	1 069 906		637	1 256	325 646	326 391
Permanents	517 579				474 466	19
Dépenses ne nécessitant pas de crédits						
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
	<b>1 587 485</b>	<b>-</b>	<b>637</b>	<b>1 256</b>	<b>800 112</b>	<b>326 410</b>

VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	800 112	(751 109)	49 003
Fonctionnement	326 410	2 389	328 798
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	198 698		198 698
Affectation à un fonds spécial	71 838		71 838
Service de la dette			
	<b>1 397 058</b>	<b>(748 721)</b>	<b>648 338</b>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
	24 986	27 500				24	
	47 029						
	261						
<b>-</b>	<b>72 275</b>	<b>27 500</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>24</b>	<b>-</b>
	155 604	71 838				188 535	
	43 094						
							2 389
							(751 109)
<b>-</b>	<b>198 698</b>	<b>71 838</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>188 535</b>	<b>(748 721)</b>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Soutien au Conseil du trésor</b>			
Annuels	96 639		
Permanents	10		
	<u>96 648</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 2 – Soutien aux fonctions gouvernementales</b>			
Annuels	258 858		
Permanents			
	<u>258 858</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 3 – Commission de la fonction publique</b>			
Annuels	6 036		
Permanents			
	<u>6 036</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 4 – Régimes de retraite et d'assurances</b>			
Annuels	3 248		
Permanents	522 087		
	<u>525 335</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 5 – Fonds de suppléance</b>			
Annuels	11 358 900		
Permanents	238 000		
	<u>11 596 900</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 6 – Soutien aux infrastructures gouvernementales</b>			
Annuels	9 016		
Permanents	10		
	<u>9 026</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 7 – Promotion et développement de la Capitale-Nationale</b>			
Annuels	82 766		
Permanents			
	<u>82 766</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	11 815 462		
Permanents	760 106		
	<u>12 575 568</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			(6 876)		89 762
					10
-	-	-	(6 876)	-	89 772
			413 319		672 177
-	-	-	413 319	-	672 177
			(604)		5 432
-	-	-	(604)	-	5 432
			(325)	(24 788)	2 923
-	-	-	(325)	(24 788)	497 299
			(11 172 067)		186 833
-	-	-	(11 172 067)	(238 000)	186 833
			2 672	20 000	11 688
-	-	-	2 672	20 000	20 010
			18 324	261	101 091
-	-	-	18 324	261	261
			(10 745 556)		1 069 906
-	-	-	(10 745 556)	(242 527)	517 579
					1 587 485

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2024	2023
<b>Programme 1 – Soutien au Conseil du trésor</b>			
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations			21 770
Autres		333	385
	<u>333</u>	<u>333</u>	<u>22 155</u>
<b>Programme 2 – Soutien aux fonctions gouvernementales</b>			
Autorité des marchés publics		33 813	18 764
Centre d'acquisitions gouvernementales		30 618	33 122
Financement du passif au titre des sites contaminés		12 068	33 516
Autres		1 350	376
	<u>77 848</u>	<u>77 848</u>	<u>85 778</u>
<b>Programme 4 – Régimes de retraite et d'assurances</b>			
Assurance collective sur la vie des employés publics		1 786	1 683
Régime de retraite de certains enseignants		22 833	21 257
	<u>24 974</u>	<u>24 618</u>	<u>22 941</u>
<b>Programme 6 – Soutien aux infrastructures gouvernementales</b>			
Autres		23 623	
	<u>23 623</u>	<u>23 623</u>	<u>-</u>
<b>Programme 7 – Promotion et développement de la Capitale-Nationale</b>			
Aide à la Ville de Québec		14 800	14 800
Commission de la capitale nationale du Québec		47 290	25 149
Programme d'appui aux actions régionales		10 186	26 700
	<u>72 290</u>	<u>72 275</u>	<u>66 649</u>
	<u><b>199 068</b></u>	<u><b>198 698</b></u>	<u><b>197 522</b></u>

VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2024	2023
Entreprises du secteur privé		75	1 200
Établissements de santé et de services sociaux		4 828	(12 003)
Institutions d'enseignement		27 543	68 664
Municipalités		15 478	30 747
Organismes à but non lucratif		9 682	10 778
Organismes et entreprises du gouvernement		141 093	98 136
	<u>199 068</u>	<u>198 698</u>	<u>197 522</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		24 618	28 185
Fonctionnement		46 605	64 596
Capital			8 744
Intérêt			1 852
Support		127 475	94 147
	<u>199 068</u>	<u>198 698</u>	<u>197 522</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Fonctionnement		44 338	17 806
Support		27 500	25 000
	<u>71 838</u>	<u>71 838</u>	<u>42 806</u>



**CONSEIL EXÉCUTIF**

**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances		
Revenus divers	14 355	4 539
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<b><u>14 355</u></b>	<b><u>4 539</u></b>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>15 189</u>	<u>39 165</u>
<b>Total</b>	<b><u><u>29 544</u></u></b>	<b><u><u>43 705</u></u></b>

**CONSEIL EXÉCUTIF**

**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>PROGRAMME 1</b>					
Cabinet du lieutenant-gouverneur					
Annuels	872	872			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>872</u>	<u>872</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif					
Annuels	172 504	169 003	2 031	1 470	
Permanents	2 993	2 993			
Ne nécessitant pas de crédits		631			
	<u>175 497</u>	<u>172 626</u>	<u>2 031</u>	<u>1 470</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Relations canadiennes					
Annuels	16 318	16 302	16		
Permanents	19	19			
Ne nécessitant pas de crédits		1			
	<u>16 337</u>	<u>16 321</u>	<u>16</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 4</b>					
Relations avec les Premières Nations et les Inuit					
Annuels	445 204	445 204			
Permanents	63	63			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>445 267</u>	<u>445 267</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 5</b>					
Institutions démocratiques, accès à l'information et laïcité					
Annuels	14 255	14 008	40	207	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		59			
	<u>14 255</u>	<u>14 066</u>	<u>40</u>	<u>207</u>	<u>-</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 6 Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité					
Annuels	275 244	275 244			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>275 244</u>	<u>275 244</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>927 471</u></b>	<b><u>924 397</u></b>	<b><u>2 087</u></b>	<b><u>1 677</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	924 397	920 633	2 087	1 677	
Permanents	3 075	3 075			
Ne nécessitant pas de crédits		690			
	<u>927 471</u>	<u>924 397</u>	<u>2 087</u>	<u>1 677</u>	<u>-</u>
Dépenses	925 347	924 397		1 640	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	16		16		
Immobilisations autres qu'en ressources informatiionnelles	94		57	37	
Immobilisations en ressources informatiionnelles	2 014		2 013	1	
	<u>927 471</u>	<u>924 397</u>	<u>2 087</u>	<u>1 677</u>	<u>-</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –			CRÉDITS UTILISÉS		
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
<b>PROGRAMME 1 Cabinet du lieutenant-gouverneur</b>						
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	872			856	17	
	<b>872</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>856</b>	<b>17</b>	
<b>PROGRAMME 2 Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif</b>						
1. Cabinet du premier ministre	5 826			4 640	853	
Permanents (1)	32				32	
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	15 760			14 969	658	
3. Direction générale de la gouvernance et de l'administration	34 959	47	1 984	23 113	9 815	
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
4. Indemnités de l'exécutif						
Permanents (1)	2 960			2 960		
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	72 558			68 092	4 466	
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	1 470					
7. Modification comptable – Paiements de transfert	41 931					
	<b>175 497</b>	<b>-</b>	<b>47</b>	<b>1 984</b>	<b>113 774</b>	<b>15 824</b>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
-	-	-	-	-	-	-	-
	333						
	133						
							631
						1 470	
	41 931						
-	<b>42 397</b>	-	-	-	-	<b>1 470</b>	<b>631</b>

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements			Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles		
<b>PROGRAMME 3 Relations canadiennes</b>						
1. Cabinet du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne	1 112				813	245
Permanents (1)	19					19
2. Secrétariat du Québec aux relations canadiennes	12 961				4 875	776
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
3. Représentation du Québec au Canada	2 245	16			1 679	550
	<b>16 337</b>	<b>16</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 366</b>	<b>1 589</b>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

**PROGRAMME 4 Relations avec les Premières Nations et les Inuit**

1. Cabinet du ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit	1 362				890	418
Permanents (1)	63					63
2. Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit	443 841				5 471	4 031
	<b>445 267</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6 361</b>	<b>4 512</b>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>				<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>		
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					
	55							
	7 310						1	
<u>-</u>	<u>7 365</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1</u>	
	55							
22	434 317							
<u>22</u>	<u>434 372</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 5 Institutions démocratiques, accès à l'information et laïcité</b>						
1. Cabinet du ministre responsable des Institutions démocratiques, cabinet du ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels et cabinet du ministre responsable de la Laïcité	55					
2. Commission d'accès à l'information Dépenses ne nécessitant pas de crédit	11 457		10	29	9 311	2 069
3. Institutions démocratiques	1 209				1 200	9
4. Accès à l'information et protection des renseignements personnels	876				842	34
5. Laïcité de l'État	659				427	12
	<b>14 255</b>	<b>-</b>	<b>10</b>	<b>29</b>	<b>11 780</b>	<b>2 124</b>
<b>PROGRAMME 6 Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité</b>						
1. Secrétariat à l'Internet haute vitesse et aux projets spéciaux de connectivité	275 244				2 854	8 959
	<b>275 244</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 854</b>	<b>8 959</b>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
	55						
						38	59
	50					169	
-	<b>105</b>	-	-	-	-	<b>207</b>	<b>59</b>
	263 431						
-	<b>263 431</b>	-	-	-	-	-	-

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –			CRÉDITS UTILISÉS		
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>						
Annuels	924 397	16	57	2 013	140 031	32 910
Permanents	3 075				2 960	114
Dépenses ne nécessitant pas de crédits						
Amortissement des immobilisations						
	<b>927 471</b>	<b>16</b>	<b>57</b>	<b>2 013</b>	<b>142 992</b>	<b>33 024</b>

VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	142 992		142 992
Fonctionnement	33 024	690	33 714
Créances douteuses et autres provisions	22		22
Transfert	747 670		747 670
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	<b>923 708</b>	<b>690</b>	<b>924 397</b>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
22	747 670					1 677	
							690
<b>22</b>	<b>747 670</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 677</b>	<b>690</b>

CONSEIL EXÉCUTIF

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Cabinet du lieutenant-gouverneur</b>			
Annuels	778		
Permanents			
	<u>778</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 2 – Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif</b>			
Annuels	107 733		
Permanents	1 895		
	<u>109 628</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 3 – Relations canadiennes</b>			
Annuels	16 615		
Permanents	10		
	<u>16 625</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 4 – Relations avec les Premières Nations et les Inuit</b>			
Annuels	405 808		
Permanents	10		
	<u>405 817</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 5 – Institutions démocratiques, accès à l'information et laïcité</b>			
Annuels	15 839		
Permanents			
	<u>15 839</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 6 – Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité</b>			
Annuels	276 236		
Permanents			
	<u>276 236</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	823 009		
Permanents	1 914		
	<u>824 922</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			95		872
-	-	-	95	-	872
			64 771	1 098	172 504
-	-	-	64 771	1 098	2 993
			(297)	9	16 318
-	-	-	(297)	9	19
			39 396	54	445 204
-	-	-	39 396	54	63
			(1 584)		14 255
-	-	-	(1 584)	-	14 255
			(992)		275 244
-	-	-	(992)	-	275 244
			101 388	1 161	924 397
-	-	-	101 388	1 161	3 075
					927 471

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2024	2023
<b>Programme 2 – Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif</b>			
Autres		466	609
Modification comptable – Paiements de transfert		41 931	(2 045)
	<u>42 397</u>	<u>42 397</u>	<u>(1 436)</u>
<b>Programme 3 – Relations canadiennes</b>			
Appui à la francophonie canadienne		3 659	3 646
Appui aux relations canadiennes		343	273
Centre de la francophonie des Amériques		2 670	2 605
Soutien à la recherche		638	268
Autres		55	55
	<u>7 365</u>	<u>7 365</u>	<u>6 846</u>
<b>Programme 4 – Relations avec les Premières Nations et les Inuit</b>			
Entente avec la nation naskapie		2 966	2 743
Entente avec les Inuit (Sanarrutik)		30 535	27 854
Entente sur la gouvernance crie (Eeyou Istchee)		5 000	5 000
Ententes avec la nation crie		134 009	127 282
Financement du coût de la vie au Nunavik		21 700	20 100
Financement global de l'Administration régionale Kativik		136 357	121 108
Financement global des villages nordiques		31 849	28 834
Fonds de développement pour les autochtones		178	335
Fonds d'initiatives autochtones		37 689	28 359
Projets ponctuels autochtones		30 034	8 438
Autres		4 055	54
	<u>434 372</u>	<u>434 372</u>	<u>370 107</u>
<b>Programme 5 – Institutions démocratiques, accès à l'information et laïcité</b>			
Laïcité de l'État		50	53
Autres		55	55
	<u>105</u>	<u>105</u>	<u>107</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 6 – Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité</b>			
Programme Éclair		64 758	48 031
Programme Québec haut débit		198 673	181 547
	<u>263 431</u>	<u>263 431</u>	<u>229 577</u>
	<b><u>747 670</u></b>	<b><u>747 670</u></b>	<b><u>605 201</u></b>

VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Entreprises du secteur privé		196 229	171 271
Établissements de santé et de services sociaux		337	203
Institutions d'enseignement		1 326	916
Municipalités		418 852	375 811
Organismes à but non lucratif		85 183	56 296
Organismes et entreprises du gouvernement		3 782	2 616
Personnes		31	133
Bénéficiaires non ventilés		41 931	(2 045)
	<u>747 670</u>	<u>747 670</u>	<u>605 201</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Fonctionnement		2 685	2 616
Capital		146 537	2 538
Intérêt		2 377	1 103
Support		596 071	598 945
	<u>747 670</u>	<u>747 670</u>	<u>605 201</u>

**CULTURE ET COMMUNICATIONS****REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	973	933
Revenus divers	67 082	3 221
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<b><u>68 055</u></b>	<b><u>4 155</u></b>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Total</b>	<b><u><u>68 055</u></u></b>	<b><u><u>4 155</u></u></b>



**CULTURE ET COMMUNICATIONS**

**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>PROGRAMME 1</b>					
Direction, administration et soutien à la mission					
Annuels	110 441	105 989	4 453		
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 117			
	<u>110 451</u>	<u>110 115</u>	<u>4 453</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine					
Annuels	941 814	941 814			
Permanents	3 628	3 628			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>945 442</u>	<u>945 442</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Jeunesse					
Annuels	59 997	59 997			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>59 997</u>	<u>59 997</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>1 115 890</u></b>	<b><u>1 115 554</u></b>	<b><u>4 453</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	1 112 252	1 107 800	4 453		
Permanents	3 637	3 637			
Ne nécessitant pas de crédits		4 117			
	<u>1 115 890</u>	<u>1 115 554</u>	<u>4 453</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 111 437	1 115 554			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	2 570		2 570		
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	36		36		
Immobilisations en ressources informationnelles	1 847		1 847		
	<u>1 115 890</u>	<u>1 115 554</u>	<u>4 453</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1	<b>Direction, administration et soutien à la mission</b>						
1. Direction et administration	41 275	2 570			1 847	13 323	19 843
Permanents (1)	10						10
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
2. Soutien à la mission	34 042		36			26 833	7 173
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
3. Conseil du patrimoine culturel du Québec	602					496	106
4. Modification comptable – Paiements de transfert	34 522						
	<u>110 451</u>	<u>2 570</u>	<u>36</u>		<u>1 847</u>	<u>40 652</u>	<u>27 132</u>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2 **Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine**

1. Actions en matière de développement culturel, de communications et de patrimoine	270 794						
2. Musées nationaux	89 923						
Permanents (1)	904						
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	34 760						
Permanents (1)	2 220						
4. Société de développement des entreprises culturelles	145 600						
5. Société de télédiffusion du Québec	102 468						
Permanents (1)	374						
6. Conseil des arts et des lettres du Québec	176 706						
7. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	87 268						
Permanents (1)	130						
8. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	34 295						
	<u>945 442</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations – Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 22 mars 2022 et à certaines autres mesures (L.Q. 2023, c. 2).



CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3			<b>Jeunesse</b>				
1. Secrétariat à la jeunesse	59 997					2 174	572
	<b>59 997</b>	-	-	-		<b>2 174</b>	<b>572</b>

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Annuels	1 112 252	2 570	36	1 847	42 827	27 693
Permanents	3 637					10
Dépenses ne nécessitant pas de crédits						
Amortissement des immobilisations						
Consommation de frais payés d'avance						
	<b>1 115 890</b>	<b>2 570</b>	<b>36</b>	<b>1 847</b>	<b>42 827</b>	<b>27 703</b>

VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	42 827		42 827
Fonctionnement	27 703	4 117	31 820
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	1 037 216		1 037 216
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette	3 692		3 692
	<b>1 111 437</b>	<b>4 117</b>	<b>1 115 554</b>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
	57 251						
-	<b>57 251</b>	-	-	-	-	-	-
	1 033 588		3 692				4 091
	3 628						25
-	<b>1 037 216</b>	-	<b>3 692</b>	-	-	-	<b>4 117</b>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Direction, administration et soutien à la mission</b>			
Annuels	71 651		
Permanents	10		
	<u>71 660</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 2 – Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine</b>			
Annuels	947 881		
Permanents			
	<u>947 881</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 3 – Jeunesse</b>			
Annuels	59 490		
Permanents			
	<u>59 490</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	1 079 022		
Permanents	10		
	<u>1 079 031</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			38 791		110 441
					10
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>38 791</u>	<u>-</u>	<u>110 451</u>
			(6 067)		941 814
				3 628	3 628
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(6 067)</u>	<u>3 628</u>	<u>945 442</u>
			507		59 997
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>507</u>	<u>-</u>	<u>59 997</u>
			33 231		1 112 252
				3 628	3 637
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>33 231</u>	<u>3 628</u>	<u>1 115 890</u>

**CULTURE ET COMMUNICATIONS**

**DÉPENSES DE TRANSFERT**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 1 – Direction, administration et soutien à la mission</b>			
Modification comptable – Paiements de transfert		34 522	(6 553)
	<u>34 522</u>	<u>34 522</u>	<u>(6 553)</u>
<b>Programme 2 – Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine</b>			
Aide au fonctionnement		62 134	54 884
Aide aux immobilisations		123 583	115 397
Aide aux initiatives de partenariat		11 553	11 581
Aide aux projets		28 235	23 172
Autres interventions particulières en culture et en communications		45 289	64 517
Bibliothèque et Archives nationales du Québec – fonctionnement		84 948	81 030
Bibliothèque et Archives nationales du Québec – programmes d'aide		2 449	2 374
Conseil des arts et des lettres du Québec – fonctionnement		9 644	9 254
Conseil des arts et des lettres du Québec – programmes d'aide		167 062	190 461
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec		34 295	30 615
Musée d'Art contemporain de Montréal		13 493	10 173
Musée de la Civilisation		33 373	31 405
Musée des beaux-arts de Montréal		18 382	14 431
Musée national des beaux-arts du Québec		25 579	22 879
Société de développement des entreprises culturelles – fonctionnement		9 985	9 482
Société de développement des entreprises culturelles – programmes d'aide		135 615	173 463
Société de la Place des Arts de Montréal		26 152	18 392
Société de télédiffusion du Québec		102 842	73 016
Société du Grand Théâtre de Québec		10 828	8 649
	<u>945 442</u>	<u>945 442</u>	<u>945 175</u>
<b>Programme 3 – Jeunesse</b>			
Stratégie d'action jeunesse		57 251	57 277
	<u>57 251</u>	<u>57 251</u>	<u>57 277</u>
	<u><b>1 037 216</b></u>	<u><b>1 037 216</b></u>	<u><b>995 899</b></u>

**VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES**

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Entreprises du secteur privé		121 510	159 168
Institutions d'enseignement		5 490	6 085
Municipalités		73 632	67 222
Organismes à but non lucratif		407 776	431 730
Organismes et entreprises du gouvernement		364 474	307 875
Personnes		29 812	30 372
Bénéficiaires non ventilés		34 522	(6 553)
	<u><b>1 037 216</b></u>	<u><b>1 037 216</b></u>	<u><b>995 899</b></u>

**CULTURE ET COMMUNICATIONS****DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		92 216	92 254
Fonctionnement		179 408	128 120
Capital		196 512	145 860
Intérêt		44 328	37 420
Support		<u>524 752</u>	<u>592 245</u>
	<u>1 037 216</u>	<u>1 037 216</u>	<u>995 899</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Capital			2 600
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>2 600</u>



**CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE**

**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances		
Revenus divers	175	27
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>175</u>	<u>27</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Total</b>	<u><u>175</u></u>	<u><u>27</u></u>



**CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE**

**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Annuels	117 325	116 562	762		
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		437			
	<u>117 334</u>	<u>117 009</u>	<u>762</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Gestion des ressources informationnelles spécifiques					
Annuels	45 435	45 435			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>45 435</u>	<u>45 435</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>162 769</u></b>	<b><u>162 444</u></b>	<b><u>762</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	162 760	161 997	762		
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		437			
	<u>162 769</u>	<u>162 444</u>	<u>762</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	162 007	162 444			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	34		34		
Immobilisations en ressources informationnelles	728		728		
	<u>162 769</u>	<u>162 444</u>	<u>762</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération
PROGRAMME 1	Direction et administration					
1. Direction et administration	38 295				25 957	12 170
Permanents (1)	10					10
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
2. Cybersécurité	47 156			728	7 980	2 507
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
3. Transformation numérique	23 294		34		10 611	3 557
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
4. Services à la clientèle des solutions communes	8 579				1 512	507
	<b>117 334</b>	<b>-</b>	<b>34</b>	<b>728</b>	<b>46 061</b>	<b>18 751</b>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2 Gestion des ressources informationnelles spécifiques

1. Projets majeurs visant l'accélération de la transformation numérique de l'État	43 635					
2. Projets majeurs en lien avec les solutions communes	1 800					
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation du Programme de rehaussement de la cybersécurité						
	<b>45 435</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>					<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>	
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					
	168							
		35 940						399
		9 091						33
		6 560						5
<u>-</u>	<u>168</u>	<u>51 592</u>	<u>-</u>		<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>437</u>
		43 635						
		1 800						
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>45 435</u>	<u>-</u>		<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>							
Annuels	162 760			34	728	46 061	18 742
Permanents	10						10
Dépenses ne nécessitant pas de crédits							
Amortissement des immobilisations							
	<b>162 769</b>	<b>-</b>	<b>34</b>	<b>728</b>	<b>46 061</b>	<b>18 751</b>	

VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	46 061		46 061
Fonctionnement	18 751	437	19 189
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	168		168
Affectation à un fonds spécial	97 027		97 027
Service de la dette			
	<b>162 007</b>	<b>437</b>	<b>162 444</b>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
	168	97 027					437
<b>-</b>	<b>168</b>	<b>97 027</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>437</b>

CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Direction et administration</b>			
Annuels	67 507		
Permanents	10		
	<u>67 516</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 2 – Gestion des ressources informationnelles spécifiques</b>			
Annuels	110 965		
Permanents			
	<u>110 965</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	178 471		
Permanents	10		
	<u>178 481</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			49 818		117 325
					10
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>49 818</u>	<u>-</u>	<u>117 334</u>
			(65 529)		45 435
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(65 529)</u>	<u>-</u>	<u>45 435</u>
			(15 711)		162 760
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(15 711)</u>	<u>-</u>	<u>162 769</u>

**CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE**

**DÉPENSES DE TRANSFERT**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 1 – Direction et administration</b>			
Autres		168	120
	<u>168</u>	<u>168</u>	<u>120</u>

**VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES**

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Entreprises du secteur privé		48	
Institutions d'enseignement		7	
Organismes à but non lucratif		114	120
	<u>168</u>	<u>168</u>	<u>120</u>

**CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE****DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Support		168	120
	<u>168</u>	<u>168</u>	<u>120</u>

**DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		4 091	
Fonctionnement		92 935	63 543
	<u>97 027</u>	<u>97 027</u>	<u>63 543</u>



ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	1 822	1 488
Revenus divers	15 260	29 109
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<b><u>17 081</u></b>	<b><u>30 597</u></b>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Total</b>	<b><u><u>17 081</u></u></b>	<b><u><u>30 597</u></u></b>

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Annuels	54 689	52 754	1 936		
Permanents	19	19			
Ne nécessitant pas de crédits		1 474			
	<u>54 708</u>	<u>54 247</u>	<u>1 936</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Développement de l'économie					
Annuels	356 887	327 314	29 574		
Permanents	1 318	1 318			
Ne nécessitant pas de crédits		983			
	<u>358 205</u>	<u>329 614</u>	<u>29 574</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Développement de la science, de la recherche et de l'innovation					
Annuels	405 809	405 804		5	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>405 809</u>	<u>405 804</u>	<u>-</u>	<u>5</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Interventions relatives au Fonds du développement économique					
Annuels	658 364	658 364			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>658 364</u>	<u>658 364</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation					
Annuels	247 122	247 122			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>247 122</u>	<u>247 122</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 6					
Énergie					
Annuels	53 147	31 000		22 147	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(1 596)			
	<u>53 147</u>	<u>29 404</u>	<u>-</u>	<u>22 147</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>1 777 355</u></b>	<b><u>1 724 556</u></b>	<b><u>31 509</u></b>	<b><u>22 152</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	1 776 018	1 722 357	31 509	22 152	
Permanents	1 337	1 337			
Ne nécessitant pas de crédits		861			
	<u>1 777 355</u>	<u>1 724 556</u>	<u>31 509</u>	<u>22 152</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 745 841	1 724 556		22 147	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	10 579		10 574	5	
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	19 759		19 759		
Immobilisations en ressources informationnelles	1 177		1 177		
	<u>1 777 355</u>	<u>1 724 556</u>	<u>31 509</u>	<u>22 152</u>	<u>-</u>

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements		Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
<b>PROGRAMME 1 Direction et administration</b>						
1. Direction et administration	40 051		759	1 177	21 945	15 694
Permanents (1)	19					19
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
2. Modification comptable – Paiements de transfert	14 638					
	<u>54 708</u>	<u>-</u>	<u>759</u>	<u>1 177</u>	<u>21 945</u>	<u>15 713</u>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

<b>PROGRAMME 2 Développement de l'économie</b>						
1. Politiques économiques et affaires extérieures	43 083				6 491	2 511
2. Industries stratégiques et projets économiques majeurs	103 605		19 000		8 882	6 191
3. Développement économique régional	210 199	10 574			10 282	1 368
Permanents (1)	1 318					
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
	<u>358 205</u>	<u>10 574</u>	<u>19 000</u>	<u>-</u>	<u>25 655</u>	<u>10 070</u>

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>				<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>		
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					
	477						1 474	
	14 638							
<u>-</u>	<u>15 115</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 474</u>	
	34 080							
	69 532							
	187 976							
1 318							983	
<u>1 318</u>	<u>291 589</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>983</u>	

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 3 Développement de la science, de la recherche et de l'innovation</b>						
1. Soutien administratif	9 304				8 796	503
2. Soutien aux organismes et aux projets	201 458					
3. Soutien aux infrastructures de recherche	130 243					
4. Soutien à l'entrepreneuriat technologique	32 763					
5. Soutien à la relève et à la culture scientifique	32 040					
	<b>405 809</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8 796</b>	<b>503</b>
<b>PROGRAMME 4 Interventions relatives au Fonds du développement économique</b>						
1. Mandats gouvernementaux	378 814					
2. Programme ESSOR	123 752					
3. Rétention d'entreprises stratégiques	49 743					
4. Soutien aux projets de commercialisation	88 367					
5. Autres mesures de soutien aux entreprises	17 688					
	<b>658 364</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
							5
	201 458						
	130 243						
	32 763						
	32 040						
<b>-</b>	<b>396 504</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>-</b>

114 787		264 026					
67 954		55 798					
30 071		19 671					
12 334		76 034					
8 567		9 121					
<b>233 714</b>	<b>-</b>	<b>424 650</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements			Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles		
<b>PROGRAMME 5 Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation</b>						
1. Fonds de recherche du Québec – Santé	101 230					
2. Fonds de recherche du Québec – Société et culture	71 084					
3. Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies	74 025					
4. Commission de l'éthique en science et en technologie	783				740	43
	<u>247 122</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>740</u>	<u>43</u>
<b>PROGRAMME 6 Énergie</b>						
1. Électricité et combustibles	31 000				5 394	1 196
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour le développement de l'hydrogène vert et des bioénergies	22 147					
	<u>53 147</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>5 394</u>	<u>1 196</u>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				=	<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>					<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>					
	101 230							
	71 084							
	74 025							
<b>-</b>	<b>246 339</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
	13 062	11 348						
				15 000		7 147		(1 596)
<b>-</b>	<b>13 062</b>	<b>11 348</b>	<b>-</b>	<b>15 000</b>	<b>-</b>	<b>7 147</b>	<b>(1 596)</b>	

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>						
Annuels	1 776 018	10 574	19 759	1 177	62 531	27 504
Permanents	1 337					19
Dépenses ne nécessitant pas de crédits						
Amortissement des immobilisations						
Dépenses de transfert ne nécessitant pas de crédits						
Variation à la baisse de provisions						
	<u>1 777 355</u>	<u>10 574</u>	<u>19 759</u>	<u>1 177</u>	<u>62 531</u>	<u>27 524</u>

(1) Cette somme représente des prêts pardonnables accordés à des entreprises. Dans un exercice précédent, la comptabilisation d'une avance à cet égard avait nécessité des crédits. Son reclassement en dépenses de transfert n'a donc pas d'incidence budgétaire.

VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	62 531		62 531
Fonctionnement	27 524	1 474	28 998
Créances douteuses et autres provisions	235 032	(1 596)	233 437
Transfert	962 609	983	963 591
Affectation à un fonds spécial	435 999		435 999
Service de la dette			
	<u>1 723 694</u>	<u>861</u>	<u>1 724 556</u>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				=	<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>		
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>					
233 714	962 609	435 999		15 000		7 152		
1 318							1 474	
							983 <sup>(1)</sup>	
							(1 596)	
<b>235 032</b>	<b>962 609</b>	<b>435 999</b>	<b>-</b>	<b>15 000</b>	<b>-</b>	<b>7 152</b>	<b>861</b>	

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Direction et administration</b>			
Annuels	38 971		
Permanents	19		
	<u>38 990</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 2 – Développement de l'économie</b>			
Annuels	324 768		
Permanents			
	<u>324 768</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 3 – Développement de la science, de la recherche et de l'innovation</b>			
Annuels	392 786		
Permanents			
	<u>392 786</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 4 – Interventions relatives au Fonds du développement économique</b>			
Annuels	538 250		
Permanents			
	<u>538 250</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 5 – Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation</b>			
Annuels	237 024		
Permanents			
	<u>237 024</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 6 – Énergie</b>			
Annuels	38 636		
Permanents			
	<u>38 636</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	1 570 435		
Permanents	19		
	<u>1 570 454</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			15 719		54 689
					19
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>15 719</u>	<u>-</u>	<u>54 708</u>
			32 119		356 887
				1 318	1 318
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>32 119</u>	<u>1 318</u>	<u>358 205</u>
			13 023		405 809
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>13 023</u>	<u>-</u>	<u>405 809</u>
			120 114		658 364
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>120 114</u>	<u>-</u>	<u>658 364</u>
			10 098		247 122
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>10 098</u>	<u>-</u>	<u>247 122</u>
			14 511		53 147
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>14 511</u>	<u>-</u>	<u>53 147</u>
			205 583		1 776 018
				1 318	1 337
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>205 583</u>	<u>1 318</u>	<u>1 777 355</u>

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

DÉPENSES DE TRANSFERT

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2024	2023
<b>Programme 1 – Direction et administration</b>			
Autres		477	395
Modification comptable – Paiements de transfert		14 638	(21 281)
	<u>15 115</u>	<u>15 115</u>	<u>(20 886)</u>
<b>Programme 2 – Développement de l'économie</b>			
Accompagnement des entreprises des régions et vitalisation des milieux		18 027	19 252
Appui au développement de filières vertes		5 796	8 728
Appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence		31 769	22 707
Appui aux producteurs de boissons alcooliques artisanales		13 276	10 212
Développement économique local et régional			13 656
Économie sociale		7 118	7 445
Exportation		7 955	3 709
Fonds d'accélération des collaborations en santé			15 000
Fonds d'aide aux initiatives régionales			5 775
Offensive pour la numérisation des entreprises		26 968	20 614
Projets mobilisateurs			2 300
Soutien à la mise en place des zones d'innovation		2 950	11 647
Soutien à l'entrepreneuriat et aide aux initiatives régionales		35 464	31 478
Soutien au développement économique de la Ville de Montréal		50 000	50 000
Soutien au Plan d'action pour le secteur de la construction			6 400
Soutien aux espaces stratégiques pour les entreprises innovantes			40 000
Autres		93 248	150 243
	<u>291 589</u>	<u>292 572</u> <sup>(1)</sup>	<u>419 166</u>
<b>Programme 3 – Développement de la science, de la recherche et de l'innovation</b>			
Appui au développement de filières vertes		1 386	1 961
Développement économique local et régional		19 299	20 840
Infrastructures de recherche et d'innovation		110 944	111 180
Soutien à la mise en place des zones d'innovation		47 200	45 416
Soutien à la recherche industrielle			4 100
Soutien à la relève et à la culture scientifique		32 040	32 020
Soutien à l'entrepreneuriat technologique		32 763	46 674
Soutien aux organismes de recherche et d'innovation		152 872	155 291
	<u>396 504</u>	<u>396 504</u>	<u>417 481</u>
<b>Programme 5 – Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation</b>			
Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies		74 025	69 346
Fonds de recherche du Québec – Santé		101 230	97 538
Fonds de recherche du Québec – Société et culture		71 084	67 406
	<u>246 339</u>	<u>246 339</u>	<u>234 290</u>

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 6 – Énergie</b>			
Croissance, recherche, innovation, approvisionnement et sécurité des ressources énergétiques		11 683	11 551
Enfouissement des réseaux câblés de distribution		1 379	1 496
	<u>13 062</u>	<u>13 062</u>	<u>13 047</u>
	<b><u>962 609</u></b>	<b><u>963 591</u></b>	<b><u>1 063 099</u></b>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 983 milliers de dollars liée à des prêts pardonnables accordés à des entreprises. Dans un exercice précédent, la comptabilisation d'une avance à cet égard avait nécessité des crédits. Son reclassement en dépenses de transfert n'a donc pas d'incidence budgétaire.

VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Entreprises du secteur privé		57 554	177 129
Établissements de santé et de services sociaux		40 710	30 914
Institutions d'enseignement		244 345	222 716
Municipalités		91 947	61 744
Organismes à but non lucratif		387 900	424 839
Organismes et entreprises du gouvernement		38 778	99 220
Personnes		87 720	67 818
Bénéficiaires non ventilés		14 638	(21 281)
	<b><u>962 609</u></b>	<b><u>963 591</u></b>	<b><u>1 063 099</u></b>

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		7 766	7 754
Fonctionnement		2 954	2 917
Capital		141 402	108 992
Intérêt		1 563	1 986
Support		809 907	941 450
	<u>962 609</u>	<u>963 591</u> <sup>(1)</sup>	<u>1 063 099</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 983 milliers de dollars liée à des prêts pardonnables accordés à des entreprises. Dans un exercice précédent, la comptabilisation d'une avance à cet égard avait nécessité des crédits. Son reclassement en dépenses de transfert n'a donc pas d'incidence budgétaire.

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		2 104	2 239
Fonctionnement		230 825	142
Capital			130
Support		203 070	421 669
	<u>458 145</u>	<u>435 999</u>	<u>424 180</u>

## ÉDUCATION

### REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	1	1
Revenus divers	10 567	5 904
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<b><u>10 568</u></b>	<b><u>5 906</u></b>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>245 423</u>	<u>215 205</u>
<b>Total</b>	<b><u><u>255 991</u></u></b>	<b><u><u>221 111</u></u></b>

## ÉDUCATION

### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
<b>PROGRAMME 1</b>					
Administration					
Annuels	332 717	327 125	5 592		
Permanents	81	81			
Ne nécessitant pas de crédits		2 380			
	<u>332 798</u>	<u>329 587</u>	<u>5 592</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Soutien aux organismes					
Annuels	176 702	176 694	8		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		4			
	<u>176 702</u>	<u>176 699</u>	<u>8</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal					
Annuels	1 488 707	1 488 707			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 488 707</u>	<u>1 488 707</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 4</b>					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire					
Annuels	18 263 136	18 263 136			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(105 898)			
	<u>18 263 136</u>	<u>18 157 238</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 5</b>					
Développement du loisir et du sport					
Annuels	287 012	287 012			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>287 012</u>	<u>287 012</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

## ÉDUCATION

### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 6					
Régimes de retraite					
Annuels					
Permanents	1 228 708	1 228 708			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 228 708</u>	<u>1 228 708</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>21 777 063</u></b>	<b><u>21 667 950</u></b>	<b><u>5 600</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	20 548 274	20 542 675	5 600		
Permanents	1 228 789	1 228 789			
Ne nécessitant pas de crédits		(103 513)			
	<u>21 777 063</u>	<u>21 667 950</u>	<u>5 600</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	21 771 464	21 667 950			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles					
Immobilisations en ressources informationnelles	5 600		5 600		
	<u>21 777 063</u>	<u>21 667 950</u>	<u>5 600</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

## ÉDUCATION

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements			Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles		
PROGRAMME 1		<b>Administration</b>				
1. Direction	11 945				8 168	3 478
Permanents (1)	81					81
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
2. Financement, infrastructures et performance	58 692				24 118	34 574
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
3. Transformation numérique et ressources informationnelles	118 399			5 592	15 133	97 675
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
4. Soutien aux élèves, pédagogie et services à l'enseignement	97 919				32 754	65 165
5. Relations du travail, enseignement privé et ressources humaines	12 685				11 734	952
6. Réseau éducatif anglophone, relations interculturelles et Autochtones	6 615				4 861	1 753
7. Loisir et sport	11 655				5 118	6 397
8. Prospective, statistiques et politiques	14 808				6 186	5 847
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
	<b>332 798</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5 592</b>	<b>108 072</b>	<b>215 922</b>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>					<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>	
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					
	299							
								(335)
								1 836
								889
	140							
	2 774							
								(10)
<u>-</u>	<u>3 213</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>2 380</u>

ÉDUCATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 2</b>						
<b>Soutien aux organismes</b>						
1. Institut national des mines	960					
2. Soutien à des partenaires en éducation	86 480					
3. Action communautaire	43 944					
4. Instances régionales de concertation	38 102					
5. Conseil supérieur de l'éducation	3 264			8	2 818	438
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
6. Commission consultative de l'enseignement privé	215				190	25
7. Protecteur national de l'élève	3 738				3 250	488
	<b>176 702</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8</b>	<b>6 258</b>	<b>951</b>
<b>PROGRAMME 3</b>						
<b>Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal</b>						
1. Subvention d'équilibre fiscal	1 488 707					
2. Revenus accessoires						
	<b>1 488 707</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
	960						
	86 480						
	43 944						
	38 102						
							4
<b>-</b>	<b>169 485</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>

	1 488 707						
<b>-</b>	<b>1 488 707</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

ÉDUCATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Investissements				Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 4		Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire					
1. Centres de services scolaires et commissions scolaires	12 201 851						
2. Centre de services scolaire et commissions scolaires à statut particulier	664 177						
3. Financement des infrastructures des centres de services scolaires et des commissions scolaires Dépenses ne nécessitant pas de crédit	4 050 214						
4. Enseignement privé	730 389						
5. Aide au transport scolaire	616 506						
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour les besoins en éducation préscolaire et en enseignement primaire et secondaire							
	<b>18 263 136</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
PROGRAMME 5		Développement du loisir et du sport					
1. Développement du loisir et du sport	132 878						
2. Infrastructures de loisirs et de sports	56 273						
3. Société des établissements de plein air du Québec	97 861					20 700	
	<b>287 012</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>20 700</b>	

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
	12 201 851						
	664 177						
	4 050 214						
							(105 898)
	730 389						
	616 506						
<b>-</b>	<b>18 263 136</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(105 898)</b>

	132 878						
		56 273					
	77 161						
<b>-</b>	<b>210 039</b>	<b>56 273</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## ÉDUCATION

### CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
<b>PROGRAMME 6 Régimes de retraite</b>						
1. Régime de retraite des enseignants						
Permanents (1)	109 295					
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics						
Permanents (2)	974 523					
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement						
Permanents (3)	144 890					
	<b>1 228 708</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11).

(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

### TOTAL DU PORTEFEUILLE

Annuels	20 548 274			5 600	114 329	237 492
Permanents	1 228 789					81
Dépenses ne nécessitant pas de crédits						
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de la dépense relative à l'application de la norme comptable sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
	<b>21 777 063</b>		<b>-</b>	<b>5 600</b>	<b>114 329</b>	<b>237 573</b>

### VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	114 329		114 329
Fonctionnement	237 573	2 384	239 958
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	21 363 288	(105 898)	21 257 391
Affectation à un fonds spécial	56 273		56 273
Service de la dette			
	<b>21 771 464</b>	<b>(103 513)</b>	<b>21 667 950</b>

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>					<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>	
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					
	109 295							
	974 523							
	144 890							
<u>-</u>	<u>1 228 708</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	20 134 581	56 273						
	1 228 708							
								2 730 (105 898)
								(345)
<u>-</u>	<u>21 363 288</u>	<u>56 273</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(103 513)</u>

## ÉDUCATION

### ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Administration</b>			
Annuels	270 791		
Permanents	19		
	<u>270 811</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 2 – Soutien aux organismes</b>			
Annuels	111 628		
Permanents			
	<u>111 628</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 3 – Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal</b>			
Annuels	1 525 955		
Permanents			
	<u>1 525 955</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 4 – Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire</b>			
Annuels	14 863 438		
Permanents			
	<u>14 863 438</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 5 – Développement du loisir et du sport</b>			
Annuels	258 142		
Permanents			
	<u>258 142</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 6 – Régimes de retraite</b>			
Annuels			
Permanents	1 283 854		
	<u>1 283 854</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	17 029 955		
Permanents	1 283 874		
	<u>18 313 829</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			61 926		332 717
				62	81
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>61 926</u>	<u>62</u>	<u>332 798</u>
			65 074		176 702
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>65 074</u>	<u>-</u>	<u>176 702</u>
			(37 248)		1 488 707
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(37 248)</u>	<u>-</u>	<u>1 488 707</u>
			3 399 698		18 263 136
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>3 399 698</u>	<u>-</u>	<u>18 263 136</u>
			28 870		287 012
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>28 870</u>	<u>-</u>	<u>287 012</u>
				(55 147)	1 228 708
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(55 147)</u>	<u>1 228 708</u>
			3 518 319		20 548 274
				(55 085)	1 228 789
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>3 518 319</u>	<u>(55 085)</u>	<u>21 777 063</u>

## ÉDUCATION

### DÉPENSES DE TRANSFERT

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2024	2023
<b>Programme 1 – Administration</b>			
Autres		3 213	2 574
Modification comptable – Paiements de transfert			2 355 052
	<u>3 213</u>	<u>3 213</u>	<u>2 357 626</u>
<b>Programme 2 – Soutien aux organismes</b>			
Institut national des mines		960	960
Programme d'action communautaire		43 944	42 723
Autres		124 582	65 644
	<u>169 485</u>	<u>169 485</u>	<u>109 327</u>
<b>Programme 3 – Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal</b>			
Exemption			87 755
Uniformisation – Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal		1 488 707	1 404 375
	<u>1 488 707</u>	<u>1 488 707</u>	<u>1 492 129</u>
<b>Programme 4 – Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire</b>			
Comités patronaux de négociation		16 802	14 502
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public		12 849 226	11 613 451
Enseignement privé		730 389	628 775
Financement des infrastructures des centres de services scolaires et des commissions scolaires		3 944 316	3 627 319
Programme d'aide financière pour la rétention des conducteurs d'autobus scolaire		24 785	31 098
Transport scolaire		591 721	495 489
	<u>18 263 136</u>	<u>18 157 238</u> <sup>(1)</sup>	<u>16 410 633</u> <sup>(2)</sup>
<b>Programme 5 – Développement du loisir et du sport</b>			
Équipe Québec		4 658	4 514
Promotion de l'activité physique		3 284	6 913
Promotion du loisir		9 658	9 931
Promotion du sport		50 255	46 588
Société des établissements de plein air du Québec		77 161	84 760
Soutien aux organismes multidisciplinaires		54 094	66 875
Autres		10 929	6 512
	<u>210 039</u>	<u>210 039</u>	<u>226 095</u>

## ÉDUCATION

### DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 6 – Régimes de retraite</b>			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics		974 523	1 080 944
Régime de retraite des enseignants		109 295	122 757
Régime de retraite du personnel d'encadrement		144 890	127 180
	<u>1 228 708</u>	<u>1 228 708</u>	<u>1 330 880</u>
	<u><b>21 363 288</b></u>	<u><b>21 257 391</b></u>	<u><b>21 926 690</b></u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 105 898 milliers de dollars en 2023-2024 liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

(2) Ces dépenses incluent une réduction de 799 320 milliers de dollars correspondant à des modifications apportées à l'évaluation de la dépense de transfert associée au passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de 2022-2023. Ces modifications ont été comptabilisées rétroactivement avec redressement des années antérieures.

### VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Entreprises du secteur privé		6	4 389
Établissements de santé et de services sociaux			54
Institutions d'enseignement		20 911 449	19 189 236
Municipalités		4	(208)
Organismes à but non lucratif		315 451	255 010
Organismes et entreprises du gouvernement		1 011	54 893
Personnes		29 470	37 338
Bénéficiaires non ventilés			2 385 978
	<u>21 363 288</u>	<u>21 257 391</u>	<u>21 926 690</u>

## ÉDUCATION

### DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		13 632 591	12 991 959
Fonctionnement		2 174 681	3 934 834
Capital		3 804 149	3 531 313
Intérêt		503 959	491 700
Support		1 142 011	976 883
	<u>21 363 288</u>	<u>21 257 391</u> <sup>(1)</sup>	<u>21 926 690</u> <sup>(2)</sup>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 105 898 milliers de dollars en 2023-2024 liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

(2) Ces dépenses incluent une réduction de 799 320 milliers de dollars correspondant à des modifications apportées à l'évaluation de la dépense de transfert associée au passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de 2022-2023. Ces modifications ont été comptabilisées rétroactivement avec redressement des années antérieures.

### DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Capital		56 273	72 862
	<u>56 273</u>	<u>56 273</u>	<u>72 862</u>

**EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE****REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	37 431	35 498
Revenus divers	148 336	136 107
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>                    </u>	<u>                    </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<b><u>185 767</u></b>	<b><u>171 605</u></b>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>757 761</u>	<u>766 032</u>
<b>Total</b>	<b><u><u>943 527</u></u></b>	<b><u><u>937 637</u></u></b>



**EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE**

**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>PROGRAMME 1</b>					
Gouvernance, administration et services à la clientèle					
Annuels	564 114	564 113	1		
Permanents	146	146			
Ne nécessitant pas de crédits		254			
	<u>564 260</u>	<u>564 513</u>	<u>1</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Solidarité sociale et Action communautaire					
Annuels	3 603 918	3 603 918			
Permanents	42 624	42 624			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>3 646 542</u>	<u>3 646 542</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Emploi					
Annuels	1 027 319	1 027 319			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 027 319</u>	<u>1 027 319</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>5 238 121</u></b>	<b><u>5 238 375</u></b>	<b><u>1</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	5 195 351	5 195 351	1		
Permanents	42 770	42 770			
Ne nécessitant pas de crédits		254			
	<u>5 238 121</u>	<u>5 238 375</u>	<u>1</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	5 238 121	5 238 375			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	1		1		
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles					
Immobilisations en ressources informationnelles					
	<u>5 238 121</u>	<u>5 238 375</u>	<u>1</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements			Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles		
<b>PROGRAMME 1</b>						
<b>Gouvernance, administration et services à la clientèle</b>						
1. Direction et administration	123 836				53 371	56 423
Permanents (1)	26					26
Permanents (2)	83					
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
2. Solidarité sociale et analyse stratégique	127 502				115 208	12 294
3. Services d'aide à l'emploi	221 471					
4. Services Québec	82 524					
5. Recouvrement	8 780				8 314	466
Permanents (2)	37					37
	<b>564 260</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>176 893</b>	<b>69 246</b>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

**PROGRAMME 2** **Solidarité sociale et Action communautaire**

1. Aide aux personnes et aux familles	3 446 652					
Permanents (1)	42 624					
2. Action communautaire	131 243					
3. Office de la sécurité économique des chasseurs cris	26 024					
	<b>3 646 542</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>				<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>		
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					
	379	13 663						
83							254	
	1 425	220 046						
		82 524						
<u>83</u>	<u>1 804</u>	<u>316 233</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>254</u>	
	3 389 113	57 538						
42 624								
	78 874	52 369						
	26 024							
<u>42 624</u>	<u>3 494 011</u>	<u>109 908</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3		<b>Emploi</b>				
1. Mesures d'aide à l'emploi	1 027 319					
	<b>1 027 319</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Annuels	5 195 351				176 893	69 183
Permanents	42 770					63
Dépenses ne nécessitant pas de crédits Amortissement des immobilisations						
	<b>5 238 121</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>176 893</b>	<b>69 246</b>

VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	176 893		176 893
Fonctionnement	69 246	254	69 500
Créances douteuses et autres provisions	42 707		42 707
Transfert	3 553 315		3 553 315
Affectation à un fonds spécial	1 395 960		1 395 960
Service de la dette			
	<b>5 238 121</b>	<b>254</b>	<b>5 238 375</b>

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>				<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>		
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					
	57 500	969 819						
<u>-</u>	<u>57 500</u>	<u>969 819</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
42 707	3 553 315	1 395 960					254	
<u>42 707</u>	<u>3 553 315</u>	<u>1 395 960</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>254</u>	

**EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE**

**ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Gouvernance, administration et services à la clientèle</b>			
Annuels	542 634		
Permanents	19		
	<u>542 653</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 2 – Solidarité sociale et Action communautaire</b>			
Annuels	3 179 394		
Permanents	5 500		
	<u>3 184 894</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 3 – Emploi</b>			
Annuels	994 619		
Permanents			
	<u>994 619</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	4 716 647		
Permanents	5 519		
	<u>4 722 167</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
7 250			14 230		564 114
				127	146
<u>7 250</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>14 230</u>	<u>127</u>	<u>564 260</u>
			424 524		3 603 918
				37 124	42 624
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>424 524</u>	<u>37 124</u>	<u>3 646 542</u>
			32 700		1 027 319
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>32 700</u>	<u>-</u>	<u>1 027 319</u>
7 250			471 454		5 195 351
				37 251	42 770
<u>7 250</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>471 454</u>	<u>37 251</u>	<u>5 238 121</u>

**EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE**

**DÉPENSES DE TRANSFERT**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 1 – Gouvernance, administration et services à la clientèle</b>			
Commission des partenaires du marché du travail		1 425	1 365
Autres		379	570
	<u>1 804</u>	<u>1 804</u>	<u>1 935</u>
<b>Programme 2 – Solidarité sociale et Action communautaire</b>			
Aide aux personnes et aux familles		3 359 593	3 038 682
Office de la sécurité économique des chasseurs cris		26 024	29 479
Programme de soutien à l'action bénévole		22 306	19 256
Programme de soutien aux carrefours jeunesse-emploi		40 686	40 486
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires		2 148	72
Programme de soutien financier aux corporations de développement communautaire		13 734	11 373
Programme spécifique pour l'aide aux Ukrainiens		29 520	16 846
	<u>3 494 011</u>	<u>3 494 011</u>	<u>3 156 194</u>
<b>Programme 3 – Emploi</b>			
Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre		57 500	167 600
	<u>57 500</u>	<u>57 500</u>	<u>167 600</u>
	<u><b>3 553 315</b></u>	<u><b>3 553 315</b></u>	<u><b>3 325 728</b></u>

**VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES**

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Entreprises du secteur privé		57 500	167 600
Établissements de santé et de services sociaux		194	65
Institutions d'enseignement		1 016	959
Municipalités		1 115	439
Organismes à but non lucratif		80 055	73 599
Organismes et entreprises du gouvernement		3 595	3 572
Personnes		3 409 839	3 079 494
	<u><b>3 553 315</b></u>	<u><b>3 553 315</b></u>	<u><b>3 325 728</b></u>

**EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE****DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		2 170	2 207
Capital		80	88
Support		3 551 065	3 323 433
	<u>3 553 315</u>	<u>3 553 315</u>	<u>3 325 728</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		195 588	199 207
Fonctionnement		117 612	115 975
Capital		2 777	5 081
Intérêt		779	309
Support		1 079 205	1 098 816
	<u>1 395 960</u>	<u>1 395 960</u>	<u>1 419 387</u>



**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR****REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances		
Revenus divers	47 172	26 122
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>47 172</u>	<u>26 123</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Total</b>	<u><u>47 172</u></u>	<u><u>26 123</u></u>

**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>PROGRAMME 1</b>					
Administration					
Annuels	464 099	462 004	2 095		
Permanents	9	9			
Ne nécessitant pas de crédits		1 614			
	<u>464 107</u>	<u>463 627</u>	<u>2 095</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Soutien aux organismes					
Annuels	50 945	50 936	9		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		7			
	<u>50 945</u>	<u>50 943</u>	<u>9</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Aide financière aux études et bourses incitatives					
Annuels	1 186 681	988 797	96 449	101 434	
Permanents	29 190	29 190			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 215 871</u>	<u>1 017 987</u>	<u>96 449</u>	<u>101 434</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 4</b>					
Enseignement supérieur					
Annuels	7 828 373	7 828 373			
Permanents	25 706	25 706			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>7 854 078</u>	<u>7 854 078</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 5					
Régimes de retraite					
Annuels					
Permanents	213 541	213 541			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>213 541</u>	<u>213 541</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>9 798 542</u></b>	<b><u>9 600 176</u></b>	<b><u>98 552</u></b>	<b><u>101 435</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	9 530 097	9 330 110	98 552	101 435	
Permanents	268 445	268 445			
Ne nécessitant pas de crédits		1 621			
	<u>9 798 542</u>	<u>9 600 176</u>	<u>98 552</u>	<u>101 435</u>	<u>-</u>
Dépenses	9 665 911	9 600 176		67 356	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	130 527		96 449	34 079	
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles					
Immobilisations en ressources informationnelles	2 104		2 103		
	<u>9 798 542</u>	<u>9 600 176</u>	<u>98 552</u>	<u>101 435</u>	<u>-</u>

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –			CRÉDITS UTILISÉS			
				Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
<b>PROGRAMME 1 Administration</b>							
1. Direction	5 314				3 161	1 931	
Permanents (1)	9					9	
2. Performance, financement, interventions régionales et soutien à la gestion	37 440				18 074	13 007	
3. Développement et soutien des réseaux	38 743				14 182	24 561	
4. Accessibilité aux études, infrastructures et ressources informationnelles Dépenses ne nécessitant pas de crédit	32 251			2 095	20 182	9 974	
5. Modification comptable – Paiements de transfert	350 351						
	<b>464 107</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 095</b>	<b>55 598</b>	<b>49 482</b>	

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

<b>PROGRAMME 2 Soutien aux organismes</b>						
1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	37 019					
2. Soutien à des partenaires en enseignement supérieur	11 552					
3. Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	147				92	56
4. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial Dépenses ne nécessitant pas de crédit	2 228			9	1 925	294
	<b>50 945</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9</b>	<b>2 017</b>	<b>349</b>

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>					<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>	
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					
	222							
	6 360							
								1 614
	350 351							
<u>-</u>	<u>356 933</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 614</u>
	37 019							
	11 552							
								7
<u>-</u>	<u>48 571</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>7</u>



<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>				<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>		
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					
	583 303			67 356				
3 809	117 479					34 079		
29 190								
	15 820							
	268 386							
<b><u>32 999</u></b>	<b><u>984 988</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>67 356</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>34 079</u></b>	<b><u>-</u></b>	
	2 632 071							
	4 160 907	25 000						
	161 348							
	339 434							
	25 706							
	509 613							
<b><u>-</u></b>	<b><u>7 829 078</u></b>	<b><u>25 000</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>	

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5			<b>Régimes de retraite</b>				
1. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents (1)	186 855						
2. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents (2)	26 686						
	<b>213 541</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(2) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Annuels	9 530 097	96 449		2 103	57 615	49 822
Permanents	268 445					9
Dépenses ne nécessitant pas de crédits Amortissement des immobilisations						
	<b>9 798 542</b>	<b>96 449</b>	<b>-</b>	<b>2 103</b>	<b>57 615</b>	<b>49 831</b>

VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	57 615		57 615
Fonctionnement	49 831	1 621	51 452
Créances douteuses et autres provisions	32 999		32 999
Transfert	9 433 110		9 433 110
Affectation à un fonds spécial	25 000		25 000
Service de la dette			
	<b>9 598 555</b>	<b>1 621</b>	<b>9 600 176</b>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				=	<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>		
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>					
	186 855							
	26 686							
-	<b>213 541</b>	-	-	-	-	-	-	
3 809	9 193 864	25 000		67 356		34 079	1 621	
29 190	239 246							
<b>32 999</b>	<b>9 433 110</b>	<b>25 000</b>	-	<b>67 356</b>	-	<b>34 079</b>	<b>1 621</b>	

**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

**ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Administration</b>			
Annuels	110 346		
Permanents	10		
	<u>110 356</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 2 – Soutien aux organismes</b>			
Annuels	50 806		
Permanents			
	<u>50 806</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 3 – Aide financière aux études et bourses incitatives</b>			
Annuels	1 244 801		
Permanents	6 000		
	<u>1 250 801</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 4 – Enseignement supérieur</b>			
Annuels	7 672 498		
Permanents			
	<u>7 672 498</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 5 – Régimes de retraite</b>			
Annuels			
Permanents	205 755		
	<u>205 755</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	9 078 452		
Permanents	211 765		
	<u>9 290 216</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			353 753		464 099
				(1)	9
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>353 753</u>	<u>(1)</u>	<u>464 107</u>
			139		50 945
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>139</u>	<u>-</u>	<u>50 945</u>
			(58 121)		1 186 681
				23 190	29 190
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(58 121)</u>	<u>23 190</u>	<u>1 215 871</u>
			155 874		7 828 373
				25 706	25 706
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>155 874</u>	<u>25 706</u>	<u>7 854 078</u>
				7 785	213 541
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>7 785</u>	<u>213 541</u>
			451 645		9 530 097
				56 680	268 445
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>451 645</u>	<u>56 680</u>	<u>9 798 542</u>

**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

**DÉPENSES DE TRANSFERT**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 1 – Administration</b>			
Autres		6 582	6 446
Modification comptable – Paiements de transfert		350 351	284 460
	<u>356 933</u>	<u>356 933</u>	<u>290 906</u>
<b>Programme 2 – Soutien aux organismes</b>			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		37 019	36 301
Autres		11 552	39 302
	<u>48 571</u>	<u>48 571</u>	<u>75 604</u>
<b>Programme 3 – Aide financière aux études et bourses incitatives</b>			
Bourses consécutives aux prêts		583 303	559 051
Intérêts et remboursements aux banques		117 479	203 006
Autres		284 206	141 074
	<u>1 052 344</u>	<u>984 988</u>	<u>903 131</u>
<b>Programme 4 – Enseignement supérieur</b>			
Cégeps		2 632 071	2 446 810
Enseignement privé au collégial		161 348	151 835
Financement des infrastructures des cégeps		365 140	444 524
Financement des infrastructures des universités		509 613	482 180
Universités		4 160 907	3 895 351
	<u>7 829 078</u>	<u>7 829 078</u>	<u>7 420 701</u>
<b>Programme 5 – Régimes de retraite</b>			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics		186 855	187 237
Régime de retraite du personnel d'encadrement		26 686	21 852
	<u>213 541</u>	<u>213 541</u>	<u>209 089</u>
	<u><b>9 500 466</b></u>	<u><b>9 433 110</b></u>	<u><b>8 899 431</b></u>

**VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES**

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Entreprises du secteur privé		50	50
Institutions d'enseignement		8 040 553	7 626 508
Municipalités		27	
Organismes à but non lucratif		13 728	43 223
Organismes et entreprises du gouvernement		37 019	36 301
Personnes		991 382	908 889
Bénéficiaires non ventilés		350 351	284 460
	<u>9 500 466</u>	<u>9 433 110</u>	<u>8 899 431</u>

**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR****DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		3 539 344	3 386 438
Fonctionnement		613 157	613 692
Capital		1 001 890	913 238
Intérêt		232 090	202 202
Support		4 046 630	3 783 859
	<u>9 500 466</u>	<u>9 433 110</u>	<u>8 899 431</u>

**DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Support		25 000	25 000
	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>



**ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS****REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	40 722	39 528
Revenus divers	5 095	59 291
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<b><u>45 817</u></b>	<b><u>98 819</u></b>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Total</b>	<b><u><u>45 817</u></u></b>	<b><u><u>98 819</u></u></b>



ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Protection de l'environnement et de la faune					
Annuels	663 688	542 211	50 600	70 878	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		26 187			
	<u>663 698</u>	<u>568 407</u>	<u>50 600</u>	<u>70 878</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement					
Annuels	8 487	5 831	50	2 607	
Permanents		119			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>8 487</u>	<u>5 950</u>	<u>50</u>	<u>2 607</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>672 185</u></b>	<b><u>574 357</u></b>	<b><u>50 649</u></b>	<b><u>73 485</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	672 175	548 041	50 649	73 485	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		26 306			
	<u>672 185</u>	<u>574 357</u>	<u>50 649</u>	<u>73 485</u>	<u>-</u>
Dépenses	603 899	574 357		55 849	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	20		4	16	
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	54 989		41 674	13 315	
Immobilisations en ressources informationnelles	13 277		8 971	4 306	
	<u>672 185</u>	<u>574 357</u>	<u>50 649</u>	<u>73 485</u>	<u>-</u>

ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération
<b>PROGRAMME 1</b>						
<b>Protection de l'environnement et de la faune</b>						
1. Direction du Ministère Permanents (1)	12 760 10				10 369	1 860 10
2. Services à la gestion Dépenses ne nécessitant pas de crédit	120 531		285	8 929	48 530	51 712
3. Évaluations et autorisations environnementales	66 613				39 972	699
4. Contrôle environnemental et sécurité des barrages	23 833		413		20 036	1 587
5. Expertise et politiques de l'eau et de l'air	78 124	1	3 718		25 955	4 009
6. Gestion des barrages	39 996	3	12 771		9 589	9 451
7. Développement durable et qualité de l'environnement	104 486		1 354		14 569	10 575
8. Faune et Parcs	156 845		23 126		79 614	21 920
9. Bureau de la transition climatique et énergétique	60 500					25
	<b>663 698</b>	<b>4</b>	<b>41 667</b>	<b>8 929</b>	<b>248 634</b>	<b>101 848</b>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

**PROGRAMME 2** **Bureau d'audiences publiques sur l'environnement**

1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Dépenses ne nécessitant pas de crédit	8 487		7	42	4 749	1 081
	<b>8 487</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>42</b>	<b>4 749</b>	<b>1 081</b>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				=	<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>		
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>					
	531							
	4 356					6 718	26 187	
	5 580	20 294				68		
	1 104					693		
	13 126	30 164				1 151		
						8 182		
	77 983					5		
	31 402					783		
		7 197		53 265		13		
<b>-</b>	<b>134 083</b>	<b>57 655</b>	<b>-</b>	<b>53 265</b>	<b>-</b>	<b>17 613</b>	<b>26 187</b>	
				1 340		1 267	119	
<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 340</b>	<b>-</b>	<b>1 267</b>	<b>119</b>	

ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>						
Annuels	672 175	4	41 674	8 971	253 383	102 920
Permanents	10					10
Dépenses ne nécessitant pas de crédits						
Amortissement des immobilisations						
	<b>672 185</b>	<b>4</b>	<b>41 674</b>	<b>8 971</b>	<b>253 383</b>	<b>102 930</b>

VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	253 383		253 383
Fonctionnement	102 930	26 306	129 236
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	134 083		134 083
Affectation à un fonds spécial	57 655		57 655
Service de la dette			
	<b>548 051</b>	<b>26 306</b>	<b>574 357</b>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
	134 083	57 655		54 605		18 880	
							26 306
<b>-</b>	<b>134 083</b>	<b>57 655</b>	<b>-</b>	<b>54 605</b>	<b>-</b>	<b>18 880</b>	<b>26 306</b>

ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Protection de l'environnement et de la faune</b>			
Annuels	649 350		
Permanents	110		
	<u>649 460</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 2 – Bureau d'audiences publiques sur l'environnement</b>			
Annuels	8 487		
Permanents			
	<u>8 487</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	657 838		
Permanents	110		
	<u>657 947</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
14 183			155		663 688
				(100)	10
<u>14 183</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>155</u>	<u>(100)</u>	<u>663 698</u>
					8 487
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>8 487</u>
14 183			155		672 175
				(100)	10
<u>14 183</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>155</u>	<u>(100)</u>	<u>672 185</u>

**ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS**

**DÉPENSES DE TRANSFERT**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 1 – Protection de l'environnement et de la faune</b>			
Accroître l'accessibilité de la pratique de la pêche		3 021	
Amélioration de la protection des sources d'eau potable		2 845	405
Améliorer la gestion des matières résiduelles		17 895	26 271
Assainissement de l'air		3 300	3 300
Musée de la Biosphère		9 000	3 000
Plan Nature 2030		38 098	24 740
Programme ClimatSol		447	553
Programme d'aide financière à la mise aux normes de barrages municipaux		1 104	1 359
Programme de réhabilitation des terrains contaminés		4 535	505
Programme d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent		300	298
Programme pour soutenir la responsabilité élargie des producteurs		12 500	12 400
Protéger le capital faunique		1 035	
Soutien à la mission des organismes environnementaux		600	
Soutien aux conseils régionaux en environnement		3 750	
Soutien aux organismes de bassin versant		6 250	8 750
Autres		29 403	27 581
	<u>134 083</u>	<u>134 083</u>	<u>109 162</u>

**VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES**

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Entreprises du secteur privé		3 599	25 261
Institutions d'enseignement		1 481	1 862
Municipalités		31 528	29 483
Organismes à but non lucratif		69 488	47 214
Organismes et entreprises du gouvernement		27 979	5 342
Personnes		8	
	<u>134 083</u>	<u>134 083</u>	<u>109 162</u>

**ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS**

**DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Capital		222	466
Intérêt		729	607
Support		133 132	108 089
	<u>134 083</u>	<u>134 083</u>	<u>109 162</u>

**DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		264	5 223
Fonctionnement		39	514
Support		57 352	50 419
	<u>110 933</u>	<u>57 655</u>	<u>56 155</u>



**FAMILLE****REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	27 280	23 348
Revenus divers	3 192	2 859
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<b><u>30 472</u></b>	<b><u>26 207</u></b>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Total</b>	<b><u><u>30 472</u></u></b>	<b><u><u>26 207</u></u></b>



**FAMILLE**

**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>PROGRAMME 1</b>					
Planification, recherche et administration					
Annuels	242 915	235 389	7 526		
Permanents	122	122			
Ne nécessitant pas de crédits		3 132			
	<u>243 037</u>	<u>238 643</u>	<u>7 526</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Mesures d'aide à la famille					
Annuels	158 667	158 667			
Permanents	34	34			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>158 701</u>	<u>158 701</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Services de garde					
Annuels	3 794 042	3 794 042			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>3 794 042</u>	<u>3 794 042</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 4</b>					
Curateur public					
Annuels	82 444	75 851	6 592		
Permanents	25 919	25 919			
Ne nécessitant pas de crédits		7 908			
	<u>108 363</u>	<u>109 679</u>	<u>6 592</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>4 304 143</u></b>	<b><u>4 301 065</u></b>	<b><u>14 118</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	4 278 068	4 263 950	14 118		
Permanents	26 075	26 075			
Ne nécessitant pas de crédits		11 040			
	<u>4 304 143</u>	<u>4 301 065</u>	<u>14 118</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	4 290 025	4 301 065			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	880		880		
Immobilisations en ressources informationnelles	13 238		13 238		
	<u>4 304 143</u>	<u>4 301 065</u>	<u>14 118</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération
PROGRAMME 1	<b>Planification, recherche et administration</b>					
1. Direction et administration	40 533		788	6 738	14 844	18 013
Permanents (1)	10					10
Permanents (2)	113					
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
2. Planification, politique et recherche	49 091				46 187	2 904
3. Modification comptable – Paiements de transfert	153 291					
	<b>243 037</b>	<b>-</b>	<b>788</b>	<b>6 738</b>	<b>61 032</b>	<b>20 926</b>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 2 **Mesures d'aide à la famille**

1. Soutien financier lié aux services à la famille	63 128					8 866
Permanents (1)	34					
2. Administration de l'Allocation famille	45 766					45 766
3. Soutien financier aux organismes communautaires	49 773					
	<b>158 701</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>54 633</b>

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				=	<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>					<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>					
	150							
113								3 132
		153 291						
<b>113</b>	<b>150</b>	<b>153 291</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 132</b>
	54 262							
34								
	49 773							
<b>34</b>	<b>104 035</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 3 Services de garde</b>							
1. Entente avec le Gouvernement de la nation crie	22 192						
2. Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	38 746						
3. Régime de retraite à l'intention d'employés œuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	111 788						
4. Régime d'assurance collective	52 222						
5. Soutien financier aux centres de la petite enfance	1 903 549						
6. Soutien financier aux garderies	913 255						
7. Soutien financier aux bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial et aux personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial	752 290						
	<b>3 794 042</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b>PROGRAMME 4 Curateur public</b>							
1. Direction et administration du Curateur public	21 340		92		14 253	6 995	
Permanents (1)	19						
Permanents (2)	7 272				3 944	3 328	
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
2. Mesures de protection	61 104			6 500	40 249	14 355	
Permanents (2)	18 628				16 771	1 857	
	<b>108 363</b>	<b>-</b>	<b>92</b>	<b>6 500</b>	<b>75 217</b>	<b>26 534</b>	
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).							
(2) Loi sur le Curateur public (RLRQ, chapitre C-81).							

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				=	<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>					<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>					
		22 192						
		38 746						
		111 788						
		52 222						
		1 903 549						
		913 255						
		752 290						
<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 794 042</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

19

7 908

<b>19</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 908</b>
-----------	----------	----------	----------	--	----------	----------	----------	--------------

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>							
Annuels	4 278 068			880	13 238	115 533	96 899
Permanents	26 075					20 715	5 195
Dépenses ne nécessitant pas de crédits							
Amortissement des immobilisations							
	<b>4 304 143</b>	<b>-</b>		<b>880</b>	<b>13 238</b>	<b>136 249</b>	<b>102 093</b>

VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	136 249		136 249
Fonctionnement	102 093	11 040	113 134
Créances douteuses et autres provisions	166		166
Transfert	104 185		104 185
Affectation à un fonds spécial	3 947 333		3 947 333
Service de la dette			
	<b>4 290 025</b>	<b>11 040</b>	<b>4 301 065</b>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
	104 185	3 947 333					
166							11 040
<b>166</b>	<b>104 185</b>	<b>3 947 333</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11 040</b>

**FAMILLE**

**ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Planification, recherche et administration</b>			
Annuels	89 404		
Permanents	110		
	<u>89 513</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 2 – Mesures d'aide à la famille</b>			
Annuels	152 281		
Permanents			
	<u>152 281</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 3 – Services de garde</b>			
Annuels	3 045 215		263 200
Permanents			
	<u>3 045 215</u>	<u>-</u>	<u>263 200</u>
<b>Programme 4 – Curateur public</b>			
Annuels	76 838		
Permanents	100		
	<u>76 938</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	3 363 737		263 200
Permanents	210		
	<u>3 363 947</u>	<u>-</u>	<u>263 200</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			153 511		242 915
			13		122
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>153 524</u>	<u>-</u>	<u>243 037</u>
			6 386		158 667
			34		34
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>6 420</u>	<u>-</u>	<u>158 701</u>
			485 627		3 794 042
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>485 627</u>	<u>-</u>	<u>3 794 042</u>
		25 900	5 606		82 444
			(47)	(34)	25 919
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>25 900</u>	<u>5 559</u>	<u>(34)</u>	<u>108 363</u>
		25 900	651 131	(34)	4 278 068
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>25 900</u>	<u>651 131</u>	<u>(34)</u>	<u>26 075</u>
					4 304 143

**FAMILLE**

**DÉPENSES DE TRANSFERT**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 1 – Planification, recherche et administration</b>			
Autres		150	150
	<u>150</u>	<u>150</u>	<u>150</u>
<b>Programme 2 – Mesures d'aide à la famille</b>			
Conciliation famille-travail-études		2 423	3 300
Démarrage d'un service de garde éducatif en milieu familial		7 270	5 424
Déployer des travailleurs de proximité auprès des familles		2 750	2 750
Haltes-garderies		13 941	12 373
Intimidation		1 556	1 465
Mesures pour les employés syndiqués des centres de la petite enfance		1 660	1 663
Mesures pour les responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial		2 388	2 454
Organismes communautaires – famille		49 773	49 440
Pédiatrie sociale		12 500	7 000
Soutien financier à l'action communautaire en milieu autochtone		2 041	508
Soutien financier pour l'amélioration de la qualité des services de garde éducatifs à l'enfance		716	473
Surveillance d'élèves handicapés de 12-21 ans		2 007	1 951
Autres		5 010	4 280
	<u>104 035</u>	<u>104 035</u>	<u>93 081</u>
	<u><b>104 185</b></u>	<u><b>104 185</b></u>	<u><b>93 231</b></u>

**VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES**

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Entreprises du secteur privé		9 072	9 145
Établissements de santé et de services sociaux		13	
Institutions d'enseignement		675	715
Municipalités		2 467	1 665
Organismes à but non lucratif		91 956	81 703
Personnes		3	3
	<u>104 185</u>	<u>104 185</u>	<u>93 231</u>

**FAMILLE****DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Support		104 185	93 231
	<u>104 185</u>	<u>104 185</u>	<u>93 231</u>

**DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Capital		182 751	159 365
Intérêt		14 837	13 184
Support		3 749 745	3 021 633
	<u>3 947 333</u>	<u>3 947 333</u>	<u>3 194 182</u>



**FINANCES****REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens	10 338 168	9 713 226
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	15	
Revenus divers	387 255	733 446
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>4 224 759</u>	<u>5 482 954</u>
<b>Revenus autonomes</b>	<b><u>14 950 196</u></b>	<b><u>15 929 626</u></b>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>25 653 955</u>	<u>23 248 329</u>
<b>Total</b>	<b><u><u>40 604 150</u></u></b>	<b><u><u>39 177 955</u></u></b>

**Revenus confiés au ministre du Revenu dont les fonctions sont exercées par le ministre des Finances <sup>(1)</sup>**

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens	38 538 014	39 279 753
Taxes à la consommation	26 985 013	25 822 427
Droits, permis et redevances	432 094	55 476
Revenus divers	<u>1 389 117</u>	<u>899 516</u>
<b>Total</b>	<b><u><u>67 344 237</u></u></b>	<b><u><u>66 057 172</u></u></b>

(1) Revenus liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu. L'administration de ces revenus est assurée par l'Agence du revenu du Québec.

**FINANCES**

**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>PROGRAMME 1</b>					
Direction et administration					
Annuels	41 024	39 999	1 025		
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		725			
	<u>41 034</u>	<u>40 733</u>	<u>1 025</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière					
Annuels	57 836	57 496	339		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		36			
	<u>57 836</u>	<u>57 531</u>	<u>339</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits					
Annuels	25 574	24 414		1 161	
Permanents	12 992	12 992			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>38 567</u>	<u>37 406</u>	<u>-</u>	<u>1 161</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 4</b>					
Relations avec les Québécois d'expression anglaise					
Annuels	13 826	13 825			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>13 826</u>	<u>13 825</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

## FINANCES

### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 5					
Service de la dette					
Annuels					
Permanents	6 866 977	6 866 977			
Ne nécessitant pas de crédits		(57 131)			
	<u>6 866 977</u>	<u>6 809 846</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>7 018 238</u></b>	<b><u>6 959 342</u></b>	<b><u>1 365</u></b>	<b><u>1 161</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	138 259	135 734	1 365	1 161	
Permanents	6 879 979	6 879 979			
Ne nécessitant pas de crédits		(56 370)			
	<u>7 018 238</u>	<u>6 959 342</u>	<u>1 365</u>	<u>1 161</u>	<u>-</u>
Dépenses	7 016 874	6 959 342		1 161	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	6		6		
Immobilisations en ressources informationnelles	1 359		1 359		
	<u>7 018 238</u>	<u>6 959 342</u>	<u>1 365</u>	<u>1 161</u>	<u>-</u>

**FINANCES**

**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements			Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles		
<b>PROGRAMME 1 Direction et administration</b>						
1. Direction et administration	41 024		6	1 020	20 281	19 376
Permanents (1)	10					10
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
	<b>41 034</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>1 020</b>	<b>20 281</b>	<b>19 385</b>
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
<b>PROGRAMME 2 Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière</b>						
1. Politiques budgétaires, fiscales, économiques et encadrement du secteur financier	21 881				21 250	631
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières	7 073			339	6 640	94
3. Soutien aux affaires fiscales, financières et économiques et à la recherche	15 645					7 563
4. Contrôleur des finances	13 237				13 090	147
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
	<b>57 836</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>339</b>	<b>40 980</b>	<b>8 434</b>

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>					<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>	
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					
	342							
<u>-</u>	<u>342</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>725</u>
	7 482	600						
<u>-</u>	<u>7 482</u>	<u>600</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>36</u>

**FINANCES**

**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Investissements Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 3 Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits</b>						
1. Contribution à l'Institut de la statistique du Québec	24 414					
2. Frais de services bancaires Permanents (1)	12 992					12 992
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus et les fraudes envers l'État	1 161					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé						
	<b>38 567</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12 992</b>
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						
<b>PROGRAMME 4 Relations avec les Québécois d'expression anglaise</b>						
1. Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise	13 826				1 181	169
	<b>13 826</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 181</b>	<b>169</b>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
	24 414						
						1 161	
<b>-</b>	<b>24 414</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 161</b>	<b>-</b>
	12 475						
<b>-</b>	<b>12 475</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**FINANCES**

**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération
PROGRAMME 5	<b>Service de la dette</b>					
1. Service de la dette directe						
Permanents (1)		6 621 520				
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite						
Permanents (2)		245 457				
3. Intérêts sur le régime de rentes de survivants						
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
4. Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés						
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
		<u><b>6 866 977</b></u>	<u><b>-</b></u>	<u><b>-</b></u>	<u><b>-</b></u>	<u><b>-</b></u>

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16), Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(3) Le service de la dette directe est constitué des dépenses d'intérêts sur la dette, ajustées des résultats nets découlant des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés, des pertes nettes et des gains nets provenant des fonds d'amortissement afférents à des emprunts ainsi que des revenus sur les équivalents de trésorerie et sur certains placements.

(4) Les dépenses d'intérêts sur le compte des régimes de retraite, sur le régime de rentes de survivants ainsi que sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés sont réduites des revenus de placement du Fonds d'amortissement des régimes de retraite, des fonds particuliers des régimes et des fonds des autres avantages sociaux.



**FINANCES**

**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>							
Annuels	138 259			6	1 359	62 442	27 979
Permanents	6 879 979						13 002
Dépenses ne nécessitant pas de crédits							
Amortissement des immobilisations							
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette							
	<u>7 018 238</u>	<u>-</u>	<u>6</u>	<u>1 359</u>	<u>62 442</u>	<u>40 981</u>	

VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	62 442		62 442
Fonctionnement	40 981	760	41 742
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	44 712		44 712
Affectation à un fonds spécial	600		600
Service de la dette	6 866 977	(57 131)	6 809 846
	<u>7 015 712</u>	<u>(56 370)</u>	<u>6 959 342</u>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				=	<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>		
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>					
	44 712	600	6 866 977			1 161		
							760 (57 131)	
<b>-</b>	<b>44 712</b>	<b>600</b>	<b>6 866 977</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 161</b>	<b>(56 370)</b>	

**FINANCES**

**ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Direction et administration</b>			
Annuels	43 279		
Permanents	10		
	<u>43 289</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 2 – Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière</b>			
Annuels	54 186		
Permanents			
	<u>54 186</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 3 – Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits</b>			
Annuels	68 174		
Permanents	12 015		
	<u>80 189</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 4 – Relations avec les Québécois d'expression anglaise</b>			
Annuels	12 795		
Permanents			
	<u>12 795</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 5 – Service de la dette</b>			
Annuels			
Permanents	6 411 000		
	<u>6 411 000</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	178 435		
Permanents	6 423 025		
	<u>6 601 460</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			(2 255)		41 024
					10
-	-	-	(2 255)	-	41 034
			3 649		57 836
-	-	-	3 649	-	57 836
			(42 600)	978	25 574
-	-	-	(42 600)	978	12 992
			1 031		38 567
-	-	-	1 031	-	13 826
				455 977	13 826
-	-	-	-	455 977	6 866 977
			(40 176)	456 954	6 866 977
-	-	-	(40 176)	456 954	6 879 979
					7 018 238

**FINANCES**

**DÉPENSES DE TRANSFERT**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 1 – Direction et administration</b>			
Autres		342	300
	<u>342</u>	<u>342</u>	<u>300</u>
<b>Programme 2 – Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière</b>			
Autres		7 482	19 082
	<u>7 482</u>	<u>7 482</u>	<u>19 082</u>
<b>Programme 3 – Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits</b>			
Institut de la statistique du Québec		24 414	22 735
	<u>24 414</u>	<u>24 414</u>	<u>22 735</u>
<b>Programme 4 – Relations avec les Québécois d'expression anglaise</b>			
Maintien et création de Wellness Centres		1 000	1 000
Mise en place d'une stratégie d'employabilité		1 400	1 400
Programme d'appui aux organismes et institutions desservant les communautés d'expression anglaise		10 075	8 475
	<u>12 475</u>	<u>12 475</u>	<u>10 875</u>
	<u><b>44 712</b></u>	<u><b>44 712</b></u>	<u><b>52 992</b></u>

**VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES**

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Entreprises du secteur privé		5	112
Établissements de santé et de services sociaux			275
Institutions d'enseignement		2 368	4 808
Organismes à but non lucratif		17 926	24 963
Organismes et entreprises du gouvernement		24 414	22 835
	<u>44 712</u>	<u>44 712</u>	<u>52 992</u>

**FINANCES****DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		18 346	17 235
Fonctionnement		6 067	5 500
Support		20 299	30 257
	<u>44 712</u>	<u>44 712</u>	<u>52 992</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Support		600	600
	<u>600</u>	<u>600</u>	<u>600</u>



**IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION****REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	86 957	62 515
Revenus divers	6 761	11 061
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<b><u>93 718</u></b>	<b><u>73 576</u></b>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>775 064</u>	<u>793 629</u>
<b>Total</b>	<b><u><u>868 782</u></u></b>	<b><u><u>867 205</u></u></b>



**IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION**

**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>PROGRAMME 1</b>					
Direction et soutien aux activités du Ministère					
Annuels	81 089	71 622	9 467		
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		6 763			
	<u>81 099</u>	<u>78 394</u>	<u>9 467</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Immigration, francisation et intégration					
Annuels	517 315	517 315			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>517 315</u>	<u>517 315</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>598 414</u></b>	<b><u>595 709</u></b>	<b><u>9 467</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	598 405	588 937	9 467		
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		6 763			
	<u>598 414</u>	<u>595 709</u>	<u>9 467</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	588 947	595 709			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	299		299		
Immobilisations en ressources informationnelles	9 168		9 168		
	<u>598 414</u>	<u>595 709</u>	<u>9 467</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 1</b>							
<b>Direction et soutien aux activités du Ministère</b>							
1. Direction et administration	81 089			299	9 168	39 415	32 010
Permanents (1)	10						10
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
	<u>81 099</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>299</u>	<u>9 168</u>	<u>39 415</u>	<u>32 020</u>
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).							
<b>PROGRAMME 2</b>							
<b>Immigration, francisation et intégration</b>							
1. Francisation	252 995					78 437	38 981
2. Intégration	162 978					23 598	14 819
3. Immigration et reconnaissance des compétences	76 265					24 584	23 906
4. Planification de l'immigration et affaires extérieures	25 077					11 143	6 615
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants							
	<u>517 315</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>137 762</u>	<u>84 321</u>

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>				<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>		
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					
	197							
							6 763	
<u>-</u>	<u>197</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>6 763</u>	
	135 577							
	124 561							
	27 775							
	7 319							
<u>-</u>	<u>295 233</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>						
Annuels	598 405		299	9 168	177 176	116 331
Permanents	10					10
Dépenses ne nécessitant pas de crédits						
Amortissement des immobilisations						
	<b>598 414</b>	<b>-</b>	<b>299</b>	<b>9 168</b>	<b>177 176</b>	<b>116 340</b>

VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	177 176		177 176
Fonctionnement	116 340	6 763	123 103
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	295 430		295 430
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	<b>588 947</b>	<b>6 763</b>	<b>595 709</b>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
	295 430						
							6 763
<b>-</b>	<b>295 430</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6 763</b>

**IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION**

**ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Direction et soutien aux activités du Ministère</b>			
Annuels	73 297		
Permanents	10		
	<u>73 306</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 2 – Immigration, francisation et intégration</b>			
Annuels	656 598		
Permanents			
	<u>656 598</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	729 894		
Permanents	10		
	<u>729 904</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			7 793		81 089
					10
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>7 793</u>	<u>-</u>	<u>81 099</u>
63 478			(202 761)		517 315
<u>63 478</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(202 761)</u>	<u>-</u>	<u>517 315</u>
63 478			(194 968)		598 405
					10
<u>63 478</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(194 968)</u>	<u>-</u>	<u>598 414</u>

**IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION**

**DÉPENSES DE TRANSFERT**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 1 – Direction et soutien aux activités du Ministère</b>			
Autres		197	242
	<u>197</u>	<u>197</u>	<u>242</u>
<b>Programme 2 – Immigration, francisation et intégration</b>			
Programme d'aide à la reconnaissance des compétences		1 623	1 539
Programme d'aide financière pour la formation d'appoint en reconnaissance des compétences		24 023	7 060
Programme d'accompagnement et de soutien à l'intégration		76 614	77 813
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants		132 017	93 774
Programme d'appui aux collectivités		23 477	22 553
Programme Interconnexion		2 129	1 846
Programme Soutien à la mission		6 132	5 925
Autres		29 217	24 208
	<u>295 233</u>	<u>295 233</u>	<u>234 718</u>
	<b><u>295 430</u></b>	<b><u>295 430</u></b>	<b><u>234 960</u></b>

**VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES**

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Entreprises du secteur privé		373	150
Institutions d'enseignement		34	158
Municipalités		11 394	9 828
Organismes à but non lucratif		121 339	108 516
Organismes et entreprises du gouvernement			7 692
Personnes		162 291	108 616
	<u>295 430</u>	<u>295 430</u>	<u>234 960</u>
	<b><u>295 430</u></b>	<b><u>295 430</u></b>	<b><u>234 960</u></b>

**IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION**

**DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Support		295 430	234 960
	<u>295 430</u>	<u>295 430</u>	<u>234 960</u>



**JUSTICE****REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	5 604	3 904
Revenus divers	206 968	196 510
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>                    </u>	<u>                    </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<b><u>212 572</u></b>	<b><u>200 414</u></b>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>51 429</u>	<u>40 282</u>
<b>Total</b>	<b><u><u>264 001</u></u></b>	<b><u><u>240 697</u></u></b>

**JUSTICE**

**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>PROGRAMME 1</b>					
Administration de la justice					
Annuels	685 044	665 705	19 339		
Permanents	22 889	22 889			
Ne nécessitant pas de crédits		17 393			
	<u>707 934</u>	<u>705 987</u>	<u>19 339</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Activité judiciaire					
Annuels	46 293	45 885	408		
Permanents	120 071	120 071			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>166 363</u>	<u>165 956</u>	<u>408</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Justice administrative					
Annuels	23 567	23 567			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>23 567</u>	<u>23 567</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 4</b>					
Indemnisation et reconnaissance					
Annuels					
Permanents	392 012	392 012			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>392 012</u>	<u>392 012</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 5</b>					
Autres organismes relevant du ministre					
Annuels	222 902	222 395	507		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		169			
	<u>222 902</u>	<u>222 565</u>	<u>507</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

**JUSTICE**

**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 6					
Poursuites criminelles et pénales					
Annuels	224 835	223 551	1 284		
Permanents	414	414			
Ne nécessitant pas de crédits		2 808			
	<u>225 249</u>	<u>226 774</u>	<u>1 284</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>1 738 027</u></b>	<b><u>1 736 860</u></b>	<b><u>21 537</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	1 202 641	1 181 103	21 537		
Permanents	535 387	535 387			
Ne nécessitant pas de crédits		20 370			
	<u>1 738 027</u>	<u>1 736 860</u>	<u>21 537</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 716 490	1 736 860			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	582		582		
Immobilisations en ressources informationnelles	20 955		20 955		
	<u>1 738 027</u>	<u>1 736 860</u>	<u>21 537</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements		Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles			
<b>PROGRAMME 1 Administration de la justice</b>						
1. Direction, gouvernance et administration	331 945		4		58 438	273 110
Permanents (1)	15					15
Permanents (2)	8 058				8 058	
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
2. Soutien technologique et Transformation organisationnelle de la justice	94 324			19 335	26 105	48 884
3. Soutien administratif à l'activité judiciaire	105 713				83 768	21 944
4. Affaires juridiques, législatives et accès à la justice	141 307				95 866	6 655
5. Bureau des infractions et amendes	11 756				10 160	1 596
Permanents (3)	14 816					
	<b>707 934</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>19 335</b>	<b>282 396</b>	<b>352 204</b>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(3) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

**PROGRAMME 2 Activité judiciaire**

1. Magistrature	4 912		283		4 254	375
Permanents (1)	112 817				108 780	4 037
2. Conseil de la magistrature						
Permanents (1)	6 812				746	6 066
3. Soutien à la magistrature	41 380		111	13	39 180	2 076
4. Comité sur la rémunération des juges						
Permanents (1)	442				187	255
	<b>166 363</b>	<b>-</b>	<b>394</b>	<b>13</b>	<b>153 147</b>	<b>12 809</b>

(1) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).



JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 3 Justice administrative</b>						
1. Contribution du ministère de la Justice au Fonds du Tribunal administratif du Québec	22 683					
2. Conseil de la justice administrative	884				621	263
	<b>23 567</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>621</b>	<b>263</b>
<b>PROGRAMME 4 Indemnisation et reconnaissance</b>						
1. Indemnisation des personnes victimes d'actes criminels						
Permanents (1)	389 535					33 436
2. Indemnisation et reconnaissance des actes de civisme						
Permanents (2)	2 477					282
	<b>392 012</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>33 718</b>
(1) Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (RLRQ, chapitre P-9.2.1).						
(2) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).						
<b>PROGRAMME 5 Autres organismes relevant du ministre</b>						
1. Commission des services juridiques	185 166					
2. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	22 858			188	18 535	4 136
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
3. Office de la protection du consommateur	14 877			318	10 340	3 607
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
	<b>222 902</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>507</b>	<b>28 874</b>	<b>7 742</b>

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>					<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>	
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					
		22 683						
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>22 683</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	355 289	810						
	2 195							
<u>-</u>	<u>357 485</u>	<u>810</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	185 166							
	613							95
<u>-</u>	<u>185 779</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>75</u>
								<u>169</u>

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 6 Poursuites criminelles et pénales</b>							
1. Direction, gouvernance et administration	22 486					15 530	6 956
2. Directeur des poursuites criminelles et pénales	202 349			184	1 100	161 059	40 007
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
3. Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales							
Permanents (1)	414					184	230
	<b>225 249</b>	<b>-</b>	<b>184</b>	<b>1 100</b>		<b>176 773</b>	<b>47 193</b>

(1) Loi sur le processus de détermination de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales et sur leur régime de négociation collective (RLRQ, chapitre P-27.1).

**TOTAL DU PORTEFEUILLE**

Annuels	1 202 641		582	20 955		523 856	409 607
Permanents	535 387					117 955	44 321
Dépenses ne nécessitant pas de crédits							
Amortissement des immobilisations							
	<b>1 738 027</b>	<b>-</b>	<b>582</b>	<b>20 955</b>		<b>641 811</b>	<b>453 928</b>

**VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES**

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	641 811		641 811
Fonctionnement	453 928	20 370	474 298
Créances douteuses et autres provisions	14 816		14 816
Transfert	560 082		560 082
Affectation à un fonds spécial	45 853		45 853
Service de la dette			
	<b>1 716 490</b>	<b>20 370</b>	<b>1 736 860</b>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				=	<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>					<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>					
								2 808
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>2 808</u>
14 816	202 598 357 485	45 043 810						20 370
<u>14 816</u>	<u>560 082</u>	<u>45 853</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>20 370</u>

JUSTICE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Administration de la justice</b>			
Annuels	461 923		
Permanents	13 356		
	<u>475 279</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 2 – Activité judiciaire</b>			
Annuels	39 470		
Permanents	120 894		
	<u>160 364</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 3 – Justice administrative</b>			
Annuels	23 923		
Permanents			
	<u>23 923</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 4 – Indemnisation et reconnaissance</b>			
Annuels			
Permanents	237 283		
	<u>237 283</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 5 – Autres organismes relevant du ministre</b>			
Annuels	213 759		
Permanents			
	<u>213 759</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 6 – Poursuites criminelles et pénales</b>			
Annuels	215 817		
Permanents	301		
	<u>216 118</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	954 891		
Permanents	371 834		
	<u>1 326 725</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
350			222 772		685 044
				9 533	22 889
<u>350</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>222 772</u>	<u>9 533</u>	<u>707 934</u>
			6 823		46 293
				(823)	120 071
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>6 823</u>	<u>(823)</u>	<u>166 363</u>
			(356)		23 567
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(356)</u>	<u>-</u>	<u>23 567</u>
				154 729	392 012
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>154 729</u>	<u>392 012</u>
5 678			3 465		222 902
<u>5 678</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>3 465</u>	<u>-</u>	<u>222 902</u>
			9 018		224 835
				114	414
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>9 018</u>	<u>114</u>	<u>225 249</u>
6 028			241 722		1 202 641
				163 552	535 387
<u>6 028</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>241 722</u>	<u>163 552</u>	<u>1 738 027</u>

**JUSTICE**

**DÉPENSES DE TRANSFERT**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 1 – Administration de la justice</b>			
Accompagnement des victimes de violences sexuelles		2 261	3 688
Mesures en matière de justice en milieu autochtone		9 038	10 411
Programme de mesures de rechange général pour adultes		3 457	
Programme de soutien aux services pour contrer la violence conjugale et familiale en milieu autochtone		1 200	
Autres		863	6 323
	<u>16 819</u>	<u>16 819</u>	<u>20 421</u>
<b>Programme 4 – Indemnisation et reconnaissance</b>			
Actes de civisme		2 195	1 683
Indemnisation des victimes d'actes criminels		355 289	265 498
	<u>357 485</u>	<u>357 485</u>	<u>267 181</u>
<b>Programme 5 – Autres organismes relevant du ministre</b>			
Aide juridique		68 623	67 523
Autres services juridiques		2 500	2 500
Bourse d'études		4	4
Commission des services juridiques		114 044	108 202
Projets et partenariats stratégiques		209	160
Soutien aux activités d'éducation financière		400	440
	<u>185 779</u>	<u>185 779</u>	<u>178 829</u>
	<u><b>560 082</b></u>	<u><b>560 082</b></u>	<u><b>466 431</b></u>

**VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES**

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Entreprises du secteur privé		4	
Établissements de santé et de services sociaux			406
Institutions d'enseignement		65	61
Municipalités		2 049	1 755
Organismes à but non lucratif		15 314	16 793
Organismes et entreprises du gouvernement		114 044	110 212
Personnes		428 607	337 203
	<u><b>560 082</b></u>	<u><b>560 082</b></u>	<u><b>466 431</b></u>

**JUSTICE****DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		93 993	88 728
Fonctionnement		20 051	19 474
Capital			2 010
Support		446 039	356 219
	<u>560 082</u>	<u>560 082</u>	<u>466 431</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		14 980	13 846
Fonctionnement		7 527	8 197
Capital		176	176
Support		23 170	17 333
	<u>45 853</u>	<u>45 853</u>	<u>39 551</u>



**LANGUE FRANÇAISE**

**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances		
Revenus divers	192	17
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>192</u>	<u>17</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Total</b>	<u><u>192</u></u>	<u><u>17</u></u>



LANGUE FRANÇAISE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Langue française					
Annuels	64 405	63 729	676		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		1 090			
	<u>64 405</u>	<u>64 818</u>	<u>676</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>64 405</u></b>	<b><u>64 818</u></b>	<b><u>676</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	64 405	63 729	676		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		1 090			
	<u>64 405</u>	<u>64 818</u>	<u>676</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	63 729	64 818			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	120		120		
Immobilisations en ressources informationnelles	556		556		
	<u>64 405</u>	<u>64 818</u>	<u>676</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

LANGUE FRANÇAISE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1	Langue française						
1. Direction et administration	7 910			112	181	2 736	4 780
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
2. Promotion, valorisation et protection de la langue française et de son statut	13 398					5 938	131
3. Office québécois de la langue française	43 097			8	374	32 078	6 884
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
	<b>64 405</b>	<b>-</b>		<b>120</b>	<b>556</b>	<b>40 753</b>	<b>11 795</b>

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Annuels	64 405			120	556	40 753	11 795
Permanents							
Dépenses ne nécessitant pas de crédits							
Amortissement des immobilisations							
	<b>64 405</b>	<b>-</b>		<b>120</b>	<b>556</b>	<b>40 753</b>	<b>11 795</b>

VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	40 753		40 753
Fonctionnement	11 795	1 090	12 885
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	11 181		11 181
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	<b>63 729</b>	<b>1 090</b>	<b>64 818</b>

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>					<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>	
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					
	100							7
	7 328							
	3 753							
								1 083
<u>-</u>	<u>11 181</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 090</u>
	11 181							
								1 090
<u>-</u>	<u>11 181</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 090</u>

**LANGUE FRANÇAISE**

**ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Langue française</b>			
Annuels	61 778		
Permanents			
	<u>61 778</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	61 778		
Permanents			
	<u>61 778</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			2 627		64 405
-	-	-	2 627	-	64 405
			2 627		64 405
-	-	-	2 627	-	64 405

**LANGUE FRANÇAISE****DÉPENSES DE TRANSFERT**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 1 – Langue française</b>			
Plan d'action pour la défense du français, seule langue officielle du Québec		4 905	11 027
Promotion et diffusion de la langue française		2 711	2 889
Réussir ensemble en français		3 465	3 754
Autres		100	4
	<u>11 181</u>	<u>11 181</u>	<u>17 675</u>

**VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES**

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Entreprises du secteur privé		425	513
Établissements de santé et de services sociaux			1
Institutions d'enseignement		724	904
Municipalités		300	1 457
Organismes à but non lucratif		9 462	10 306
Organismes et entreprises du gouvernement		260	4 490
Personnes		10	4
	<u>11 181</u>	<u>11 181</u>	<u>17 675</u>

LANGUE FRANÇAISE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Intérêt		1	
Support		11 180	17 675
	<u>11 181</u>	<u>11 181</u>	<u>17 675</u>



**RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE**

**REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances		
Revenus divers	2 242	530
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<b><u>2 242</u></b>	<b><u>530</u></b>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Total</b>	<b><u><u>2 242</u></u></b>	<b><u><u>530</u></u></b>



RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction et administration					
Annuels	24 143	23 327	816		
Permanents	400	400			
Ne nécessitant pas de crédits		599			
	<u>24 543</u>	<u>24 326</u>	<u>816</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Affaires internationales					
Annuels	135 946	121 141	14 805		
Permanents		2 668			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>135 946</u>	<u>123 809</u>	<u>14 805</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Condition féminine					
Annuels	30 360	30 346	14		
Permanents		10			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>30 360</u>	<u>30 356</u>	<u>14</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>190 848</u></b>	<b><u>178 491</u></b>	<b><u>15 635</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	190 448	174 814	15 635		
Permanents	400	400			
Ne nécessitant pas de crédits		3 277			
	<u>190 848</u>	<u>178 491</u>	<u>15 635</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	175 214	178 491			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	720		720		
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	14 328		14 328		
Immobilisations en ressources informationnelles	586		586		
	<u>190 848</u>	<u>178 491</u>	<u>15 635</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 1</b>						
<b>Direction et administration</b>						
1. Direction et administration	24 143		240	576	15 655	7 560
Permanents (1)	400					400
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
	<b>24 543</b>	<b>-</b>	<b>240</b>	<b>576</b>	<b>15 655</b>	<b>7 960</b>
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
<b>PROGRAMME 2</b>						
<b>Affaires internationales</b>						
1. Relations Afrique, Francophonie et affaires multilatérales	35 689				5 133	644
2. Représentation du Québec à l'étranger	80 199	719	14 086		50 409	14 984
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
3. Relations Europe, Indo-Pacifique et des affaires interministérielles et institutionnelles	7 862				4 132	651
4. Protocole	3 165				2 481	684
5. Relations Amériques, Affaires économiques et Intelligence stratégique	5 623				3 746	949
6. Soutien aux Offices jeunesse internationaux du Québec	3 408					
	<b>135 946</b>	<b>719</b>	<b>14 086</b>	<b>-</b>	<b>65 901</b>	<b>17 912</b>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
	113						
							599
<b>-</b>	<b>113</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>599</b>
	26 664	3 248					
	3 078						2 668
	929						
	3 408						
<b>-</b>	<b>34 079</b>	<b>3 248</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 668</b>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération
PROGRAMME 3	<b>Condition féminine</b>					
1. Conseil du statut de la femme	3 406		3	10	2 467	925
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
2. Secrétariat à la condition féminine	26 954				4 205	1 548
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
	<b>30 360</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>10</b>	<b>6 672</b>	<b>2 473</b>

**TOTAL DU PORTEFEUILLE**

Annuels	190 448	720	14 328	586	88 228	27 945
Permanents	400					400
Dépenses ne nécessitant pas de crédits						
Amortissement des immobilisations						
	<b>190 848</b>	<b>720</b>	<b>14 328</b>	<b>586</b>	<b>88 228</b>	<b>28 345</b>

VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	88 228		88 228
Fonctionnement	28 345	3 277	31 622
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	55 068		55 068
Affectation à un fonds spécial	3 573		3 573
Service de la dette			
	<b>175 214</b>	<b>3 277</b>	<b>178 491</b>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
	20 877	325					10
<b>-</b>	<b>20 877</b>	<b>325</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10</b>
	55 068	3 573					3 277
<b>-</b>	<b>55 068</b>	<b>3 573</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 277</b>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Direction et administration</b>			
Annuels	22 992		
Permanents	110		
	<u>23 102</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 2 – Affaires internationales</b>			
Annuels	123 116		
Permanents			
	<u>123 116</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 3 – Condition féminine</b>			
Annuels	29 273		
Permanents			
	<u>29 273</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	175 381		
Permanents	110		
	<u>175 491</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			1 151		24 143
				290	400
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 151</u>	<u>290</u>	<u>24 543</u>
			12 830		135 946
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>12 830</u>	<u>-</u>	<u>135 946</u>
			1 087		30 360
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 087</u>	<u>-</u>	<u>30 360</u>
			15 067		190 448
				290	400
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>15 067</u>	<u>290</u>	<u>190 848</u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2024	2023
<b>Programme 1 – Direction et administration</b>			
Autres		113	113
	113	113	113
<b>Programme 2 – Affaires internationales</b>			
Organismes voués à la jeunesse		3 408	3 508
Relations Afrique, Francophonie et affaires multilatérales		26 664	24 085
Relations bilatérales		3 078	3 890
Relations économiques et interministérielles		929	1 101
	34 079	34 079	32 584
<b>Programme 3 – Condition féminine</b>			
Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie		1 629	3 793
Programme d'aide financière en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, de violence sexuelle et de violence conjugale		15 218	1 057
Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en milieu autochtones		4 010	13 078
Autres		20	65
	20 877	20 877	17 993
	<b>55 068</b>	<b>55 068</b>	<b>50 689</b>

VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2024	2023
Entreprises du secteur privé		2 195	2 050
Établissements de santé et de services sociaux			6
Institutions d'enseignement		2 400	2 367
Municipalités		56	109
Organismes à but non lucratif		43 167	38 917
Organismes et entreprises du gouvernement		6 695	6 883
Personnes		555	358
	<b>55 068</b>	<b>55 068</b>	<b>50 689</b>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Support		55 068	50 689
	<u>55 068</u>	<u>55 068</u>	<u>50 689</u>

DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		113	111
Fonctionnement		7	7
Support		3 453	3 420
	<u>3 573</u>	<u>3 573</u>	<u>3 538</u>



**RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS****REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	51 297	214 990
Revenus divers	10 787	5 776
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>                    </u>	<u>                    </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<b><u>62 084</u></b>	<b><u>220 766</u></b>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>                    </u>	<u>                    </u>
<b>Total</b>	<b><u><u>62 084</u></u></b>	<b><u><u>220 766</u></u></b>



**RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS**

**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 1					
Gestion des ressources naturelles et forestières					
Annuels	553 825	542 854	10 971		
Permanents	183 604	183 604			
Ne nécessitant pas de crédits		11 409			
	<u>737 429</u>	<u>737 866</u>	<u>10 971</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>737 429</u></b>	<b><u>737 866</u></b>	<b><u>10 971</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	553 825	542 854	10 971		
Permanents	183 604	183 604			
Ne nécessitant pas de crédits		11 409			
	<u>737 429</u>	<u>737 866</u>	<u>10 971</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	726 458	737 866			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	9		9		
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	8 254		8 254		
Immobilisations en ressources informationnelles	2 708		2 708		
	<u>737 429</u>	<u>737 866</u>	<u>10 971</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération
PROGRAMME 1	<b>Gestion des ressources naturelles et forestières</b>					
1. Direction du Ministère	5 971	9			4 989	707
Permanents (1)	10					10
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
2. Services à la gestion	33 792		14	2 708	18 421	12 649
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
3. Gouvernance et coordination des interventions	12 085				4 832	352
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
4. Aménagement durable du territoire forestier	338 723					
Permanents (2)	2 274					
Permanents (3)	20					
5. Suppression des feux de forêts						
Permanents (4)	168 395					168 395
6. Forestier en chef	6 390				5 509	882
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
7. Opérations régionales	135 696		8 157		63 968	19 480
Permanents (5)	12 897					
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
8. Ressources minérales	21 167		83		4 142	1 677
Permanents (2)	7					
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
	<b>737 429</b>	<b>9</b>	<b>8 254</b>	<b>2 708</b>	<b>101 861</b>	<b>204 152</b>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(3) Loi sur le crédit forestier (RLRQ, chapitre C-78).

(4) Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (RLRQ, chapitre A-18.1).

(5) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations – Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 22 mars 2022 et à certaines autres mesures (L.Q. 2023, c. 2).

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				=	<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>					<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>					
	266							45
								3 917
	6 901							7
		338 723						
2 274	20							
								11
	375	43 716						
		12 897						7 417
		15 265						
7								12
<b>2 281</b>	<b>7 562</b>	<b>410 602</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11 409</b>

RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –			CRÉDITS UTILISÉS		
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>						
Annuels	553 825	9	8 254	2 708	101 861	35 747
Permanents	183 604					168 405
Dépenses ne nécessitant pas de crédits						
Amortissement des immobilisations						
	<u>737 429</u>	<u>9</u>	<u>8 254</u>	<u>2 708</u>	<u>101 861</u>	<u>204 152</u>

VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	101 861		101 861
Fonctionnement	204 152	11 409	215 561
Créances douteuses et autres provisions	2 281		2 281
Transfert	7 562		7 562
Affectation à un fonds spécial	410 602		410 602
Service de la dette			
	<u>726 458</u>	<u>11 409</u>	<u>737 866</u>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
	7 542	397 704					
2 281	20	12 897					11 409
<b>2 281</b>	<b>7 562</b>	<b>410 602</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11 409</b>

**RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS**

**ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Gestion des ressources naturelles et forestières</b>			
Annuels	436 154		
Permanents	25 030		
	<u>461 184</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	436 154		
Permanents	25 030		
	<u>461 184</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			117 671		553 825
				158 574	183 604
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>117 671</u>	<u>158 574</u>	<u>737 429</u>
			117 671		553 825
				158 574	183 604
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>117 671</u>	<u>158 574</u>	<u>737 429</u>

**RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS****DÉPENSES DE TRANSFERT**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 1 – Gestion des ressources naturelles et forestières</b>			
Développement du territoire nordique		6 901	1 424
Prêts forestiers		20	20
Autres		641	939
Modification comptable – Paiements de transfert			22 080
	<u>7 562</u>	<u>7 562</u>	<u>24 463</u>

**VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES**

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Institutions d'enseignement		6	242
Municipalités		387	394
Organismes à but non lucratif		232	296
Organismes et entreprises du gouvernement		6 937	1 451
Bénéficiaires non ventilés			22 080
	<u>7 562</u>	<u>7 562</u>	<u>24 463</u>

**RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS****DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Capital		5 485	22 210
Intérêt		416	294
Support		1 661	1 959
	<u>7 562</u>	<u>7 562</u>	<u>24 463</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		59 006	61 957
Fonctionnement		147 141	115 862
Capital			473
Intérêt			22
Support		204 454	145 390
	<u>410 602</u>	<u>410 602</u>	<u>323 703</u>



**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX****REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	2 065	2 007
Revenus divers	576 966	360 029
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>                    </u>	<u>                    </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<b><u>579 031</u></b>	<b><u>362 036</u></b>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>227 698</u>	<u>720 772</u>
<b>Total</b>	<b><u><u>806 729</u></u></b>	<b><u><u>1 082 808</u></u></b>

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>PROGRAMME 1</b>					
Fonctions de coordination					
Annuels	270 670	269 529	1 141		
Permanents	29	29			
Ne nécessitant pas de crédits		6 762			
	<u>270 699</u>	<u>276 319</u>	<u>1 141</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Services dispensés à la population					
Annuels	38 950 375	38 884 271	66 104		
Permanents	6 846 952	6 703 080	143 873		
Ne nécessitant pas de crédits		(82 432)			
	<u>45 797 328</u>	<u>45 504 918</u>	<u>209 977</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Office des personnes handicapées du Québec					
Annuels	20 719	15 643	34	5 042	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		55			
	<u>20 719</u>	<u>15 698</u>	<u>34</u>	<u>5 042</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 4</b>					
Régie de l'assurance maladie du Québec					
Annuels					
Permanents	11 490 676	11 490 676			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>11 490 676</u>	<u>11 490 676</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 5					
Condition des Aînés					
Annuels	48 869	36 791		12 078	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(1 964)			
	<u>48 869</u>	<u>34 827</u>	<u>-</u>	<u>12 078</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>57 628 290</u></b>	<b><u>57 322 438</u></b>	<b><u>211 152</u></b>	<b><u>17 120</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	39 290 633	39 206 234	67 280	17 120	
Permanents	18 337 658	18 193 785	143 873		
Ne nécessitant pas de crédits		(77 580)			
	<u>57 628 290</u>	<u>57 322 438</u>	<u>211 152</u>	<u>17 120</u>	<u>-</u>
Dépenses	57 417 122	57 322 438		17 104	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	209 980		209 980		
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	27		23	3	
Immobilisations en ressources informationnelles	1 162		1 149	12	
	<u>57 628 290</u>	<u>57 322 438</u>	<u>211 152</u>	<u>17 120</u>	<u>-</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –			CRÉDITS UTILISÉS		
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1	Fonctions de coordination					
1. Direction et gestion ministérielle	244 036	3	7	1 132	120 848	114 212
Permanents (1)	29					29
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
2. Organisme-conseil	4 102				2 504	1 445
3. Activités nationales	22 533					1 007
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
	<b>270 699</b>	<b>3</b>	<b>7</b>	<b>1 132</b>	<b>123 353</b>	<b>116 692</b>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
			7 834				
	152						6 832
	21 526						(71)
<b>-</b>	<b>21 678</b>	<b>-</b>	<b>7 834</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6 762</b>

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 2 Services dispensés à la population</b>							
1. Santé publique	977 380	9 861 <sup>(7)</sup>					
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
2. Services généraux – Activités cliniques et d'aide	1 317 173						
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
3. Soutien à l'autonomie des personnes âgées – Soutien à domicile	2 180 774						
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
4. Soutien à l'autonomie des personnes âgées – Hébergement	5 649 274						
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
5. Déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme	1 365 342						
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
6. Jeunes en difficulté	2 136 282						
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
7. Dépendances	183 166						
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
8. Santé mentale	1 871 015						
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
9. Santé physique	8 803 618						
Permanents (1)	5 169 084						
Permanents (2)	6 005						
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
10. Administration	1 708 002						
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
11. Soutien aux services	1 318 175						
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
12. Gestion des bâtiments et des équipements	1 696 538						
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
13. Organismes communautaires et autres organismes	1 153 592						
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>					<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>	
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					
	967 519							8 179
	1 317 173							(2 308)
	2 180 774							(16 258)
	5 649 274							(80 947)
	1 365 342							(6 232)
	2 136 282							(5 628)
	183 166							(2 260)
	1 871 015							(21 307)
	8 803 618							
	5 169 084 <sup>(8)</sup>							
	6 005							(74 931)
	1 708 002							885
	1 318 175							(15 426)
	1 696 538							(10 871)
	1 153 592							(266)

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
<b>PROGRAMME 2 (suite) Services dispensés à la population</b>						
14. Activités connexes	2 648 582					
Permanents (3)	1 349 655					
Permanents (4)	176 412					
Permanents (5)	1 924					
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
15. Financement des infrastructures de santé et de services sociaux	4 920 342					
Permanents (6)	143 873	143 873				
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
16. Financement d'achats centralisés	160 360	56 243 <sup>(9)</sup>				104 118
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
17. Programme d'aide financière pour les gicleurs dans les résidences privées pour aînés	14 676					
18. Déficience physique	846 084					
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
19. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour l'accessibilité des services en médecine spécialisée						
	<b>45 797 328</b>	<b>209 977</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>104 118</b>

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (RLRQ, chapitre P-9.2.1).

(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(4) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(5) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

(6) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations – Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 22 mars 2022 et à certaines autres mesures (L.Q. 2023, c. 2).

(7) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

(8) Cette somme constitue les dépenses financées par des crédits établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée à ce programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

(9) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks et de frais payés d'avance dans l'année financière.

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
2 173 834		474 749					
1 349 655							
176 412							
1 924							(206 765)
4 920 342							
							(288 793)
							640 772
14 676							
846 084							(277)
<b>-</b>	<b>45 008 485</b>	<b>474 749</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(82 432)</b>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 3 Office des personnes handicapées du Québec</b>							
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées	20 719			17	18	11 007	2 935
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
	<u>20 719</u>	<u>-</u>	<u>17</u>	<u>18</u>	<u>11 007</u>	<u>2 935</u>	
<b>PROGRAMME 4 Régie de l'assurance maladie du Québec</b>							
1. Services médicaux							
Permanents (1)	8 092 831						
Permanents (2)	6 146						
2. Services optométriques							
Permanents (1)	126 117						
3. Services dentaires							
Permanents (1)	167 866						
4. Services pharmaceutiques et médicaments							
Permanents (1)	2 708 752						
5. Autres services							
Permanents (1)	196 432						
6. Administration							
Permanents (1)	192 532						
	<u>11 490 676</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement (RLRQ, chapitre P-9.2.1).

(3) Cette somme inclut des dépenses de 5 169 084 milliers de dollars, financées par des crédits établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme prévu dans la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée au programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>				<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>		
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					
	1 701					5 042		
							55	
<u>-</u>	<u>1 701</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>5 042</u>	<u>55</u>	

	8 092 831						
	6 146						
	126 117						
	167 866						
	2 708 752						
	196 432						
	192 532						
<u>-</u>	<u>11 490 676</u> <sup>(3)</sup>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –			CRÉDITS UTILISÉS		
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 5	<b>Condition des Aînés</b>					
1. Vieillessement actif	21 340					1 099
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
2. Soutien aux personnes âgées en situation de vulnérabilité	27 529					1 651
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
	<u>48 869</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>2 750</u>

**TOTAL DU PORTEFEUILLE**

Annuels	39 290 633	66 107	23	1 149	134 360	226 466
Permanents	18 337 658	143 873				29
Dépenses ne nécessitant pas de crédits						
Amortissement des immobilisations						
Consommation de stocks						
Contribution d'un tiers						
Variation à la baisse de la dépense relative à l'application de la norme comptable sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
	<u>57 628 290</u>	<u>209 980</u>	<u>23</u>	<u>1 149</u>	<u>134 360</u>	<u>226 495</u>

VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	134 360		134 360
Fonctionnement	226 495	647 659	874 154
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	56 556 581	(725 239)	55 831 343
Affectation à un fonds spécial	474 749		474 749
Service de la dette	7 834		7 834
	<u>57 400 018</u>	<u>(77 580)</u>	<u>57 322 438</u>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				=	<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>		
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	13 930			2 045		4 266	(548)	
	20 111					5 767	(1 416)	
<b>-</b>	<b>34 041</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 045</b>	<b>-</b>	<b>10 033</b>	<b>(1 964)</b>	
	38 362 825	474 749	7 834	2 045		15 075	6 887	
	18 193 756						467 162	
							193 496	
							(288 793)	
							(456 332)	
<b>-</b>	<b>56 556 581</b>	<b>474 749</b>	<b>7 834</b>	<b>2 045</b>	<b>-</b>	<b>15 075</b>	<b>(77 580)</b>	

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

**ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Fonctions de coordination</b>			
Annuels	278 428		
Permanents	29		
	<u>278 457</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 2 – Services dispensés à la population</b>			
Annuels	36 067 772		
Permanents	6 368 454		
	<u>42 436 225</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 3 – Office des personnes handicapées du Québec</b>			
Annuels	22 804		
Permanents			
	<u>22 804</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 4 – Régie de l'assurance maladie du Québec</b>			
Annuels			
Permanents	11 364 647		
	<u>11 364 647</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 5 – Condition des Aînés</b>			
Annuels	54 265		
Permanents			
	<u>54 265</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	36 423 269		
Permanents	17 733 129		
	<u>54 156 398</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			(7 758)		270 670
					29
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(7 758)</u>	<u>-</u>	<u>270 699</u>
			2 882 604		38 950 375
				478 499	6 846 952
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>2 882 604</u>	<u>478 499</u>	<u>45 797 328</u>
			(2 085)		20 719
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(2 085)</u>	<u>-</u>	<u>20 719</u>
				126 029	11 490 676
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>126 029</u>	<u>11 490 676</u>
			(5 397)		48 869
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(5 397)</u>	<u>-</u>	<u>48 869</u>
			2 867 364		39 290 633
				604 528	18 337 658
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>2 867 364</u>	<u>604 528</u>	<u>57 628 290</u>

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

**DÉPENSES DE TRANSFERT**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2024	2023
<b>Programme 1 – Fonctions de coordination</b>			
Autres		21 608	21 698
	21 678	21 608 <sup>(1)</sup>	21 698
<b>Programme 2 – Services dispensés à la population</b>			
Accessibilité des services en médecine spécialisée			
Achat de vaccins et de produits biologiques		293 137	274 440
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux		109 824	106 419
Aide financière pour l'achat de lunettes et de lentilles		41 412	32 419
Contribution gouvernementale aux régimes de retraite		1 526 067	1 479 821
Établissements privés		1 106 664	918 285
Établissements publics		32 170 997	29 927 901
Financement des infrastructures de Santé et Services sociaux		4 631 549	6 167 270
Organismes communautaires et autres organismes		1 153 325	1 027 649
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique		147 114	119 383
Rémunération des résidents en médecine		313 699	288 507
Ressources de type familial		739 498	673 882
Services hospitaliers hors Québec		257 722	228 187
Services sanitaires aériens		64 439	32 872
Soutien aux proches aidants		72 853	57 440
Système du sang		539 696	470 880
Transporteurs ambulanciers		846 424	784 531
Autres		270 862	1 424 906
	45 008 485	44 285 280 <sup>(1)</sup>	44 014 792 <sup>(2)</sup>
<b>Programme 3 – Office des personnes handicapées du Québec</b>			
Soutien à l'intégration des personnes handicapées		1 701	982
	1 941	1 701	982
<b>Programme 4 – Régie de l'assurance maladie du Québec</b>			
Aides techniques		174 170	152 426
Bourses d'études et de recherche		22 261	22 463
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie		192 532	145 869
Services dentaires		167 866	219 582
Services médicaux		8 098 978	7 643 352
Services optométriques		126 117	100 839
Services pharmaceutiques et médicaments		2 708 752	2 385 646
	11 490 676	11 490 676	10 670 178

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

**DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 5 – Condition des Aînés</b>			
Lutte contre la maltraitance envers les aînés		18 696	13 579
Politique Vieillir et vivre ensemble		13 382	14 195
	<u>41 846</u>	<u>32 077</u> <sup>(1)</sup>	<u>27 774</u>
	<u><b>56 564 626</b></u>	<u><b>55 831 343</b></u>	<u><b>54 735 423</b></u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 725 239 milliers de dollars liée à la consommation de stocks, à la variation à la baisse de la dépense relative à l'application de la norme comptable sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisation et à la variation à la baisse de provisions, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

(2) Ces dépenses incluent une somme de 143 873 milliers de dollars correspondant à des modifications apportées à l'évaluation de la dépense de transfert associée au passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de 2022-2023. Ces modifications ont été comptabilisées rétroactivement avec redressement des années antérieures. Elles ont été pourvues en crédits permanents en 2023-2024.

**VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES**

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Entreprises du secteur privé		719 336	680 314
Établissements de santé et de services sociaux		41 400 842	41 375 902
Institutions d'enseignement		14 368	15 338
Municipalités		6 737	12 013
Organismes à but non lucratif		1 267 981	1 157 610
Organismes et entreprises du gouvernement		10 025 124	9 333 231
Personnes		2 396 956	2 161 015
	<u><b>56 564 626</b></u>	<u><b>55 831 343</b></u>	<u><b>54 735 423</b></u>

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

**DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		34 188 455	32 232 677
Fonctionnement		10 753 529	13 051 182
Capital		4 087 841	3 300 195
Intérêt		654 597	498 400
Support		6 146 920	5 652 969
	<u>56 564 626</u>	<u>55 831 343</u> <sup>(1)</sup>	<u>54 735 423</u> <sup>(2)</sup>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 725 239 milliers de dollars liée à la consommation de stocks, à la variation à la baisse de la dépense relative à l'application de la norme comptable sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisation et à la variation à la baisse de provisions, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

(2) Ces dépenses incluent une somme de 143 873 milliers de dollars correspondant à des modifications apportées à l'évaluation de la dépense de transfert associée au passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de 2022-2023. Ces modifications ont été comptabilisées rétroactivement avec redressement des années antérieures. Elles ont été pourvues en crédits permanents en 2023-2024.

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		26 573	39 660
Fonctionnement		325 121	190 867
Capital		3 336	1 209
Intérêt		2 216	209
Support		117 504	185 717
	<u>474 749</u>	<u>474 749</u>	<u>417 661</u>

**SÉCURITÉ PUBLIQUE****REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	27 274	28 140
Revenus divers	35 127	19 618
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<b><u>62 401</u></b>	<b><u>47 758</u></b>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Total</b>	<b><u><u>62 401</u></u></b>	<b><u><u>47 758</u></u></b>

## SÉCURITÉ PUBLIQUE

### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
<b>PROGRAMME 1</b>					
Direction et administration					
Annuels	166 569	150 343	16 226		
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		6 625			
	<u>166 579</u>	<u>156 977</u>	<u>16 226</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Services de la Sûreté du Québec					
Annuels	1 001 955	982 582	19 372		
Permanents	2 255	2 255			
Ne nécessitant pas de crédits		12 414			
	<u>1 004 210</u>	<u>997 252</u>	<u>19 372</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Gestion du système correctionnel					
Annuels	651 067	651 066	1		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>651 067</u>	<u>651 066</u>	<u>1</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 4</b>					
Affaires policières					
Annuels	302 903	302 902			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>302 903</u>	<u>302 902</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 5</b>					
Expertises scientifiques et médico-légales					
Annuels	38 979	38 942	37		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>38 979</u>	<u>38 942</u>	<u>37</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 6</b>					
Encadrement et surveillance					
Annuels	59 464	59 170	293	1	
Permanents	142	142			
Ne nécessitant pas de crédits		1 274			
	<u>59 606</u>	<u>60 587</u>	<u>293</u>	<u>1</u>	<u>-</u>

## SÉCURITÉ PUBLIQUE

### CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Sécurité civile et sécurité incendie					
Annuels	57 782	57 194		588	
Permanents	96 567	96 567			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>154 349</u>	<u>153 760</u>	<u>-</u>	<u>588</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>2 377 693</u></b>	<b><u>2 361 486</u></b>	<b><u>35 930</u></b>	<b><u>590</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	2 278 719	2 242 199	35 930	590	
Permanents	98 974	98 974			
Ne nécessitant pas de crédits		20 313			
	<u>2 377 693</u>	<u>2 361 486</u>	<u>35 930</u>	<u>590</u>	<u>-</u>
Dépenses	2 341 758	2 361 486		585	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	6		1	5	
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	16 567		16 567		
Immobilisations en ressources informationnelles	19 362		19 362		
	<u>2 377 693</u>	<u>2 361 486</u>	<u>35 930</u>	<u>590</u>	<u>-</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 1 Direction et administration</b>							
1. Direction et administration	166 569			2 272	13 955	61 749	68 269
Permanents (1)	10						10
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
	<b>166 579</b>	<b>-</b>	<b>2 272</b>	<b>13 955</b>	<b>61 749</b>	<b>68 278</b>	
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).							
<b>PROGRAMME 2 Services de la Sûreté du Québec</b>							
1. Surveillance du territoire	664 805			102	1 195	341 918	46 751
Permanents (1)	2 255					2 255	
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
2. Enquêtes criminelles	337 149			14 123	3 952	84 358	99 413
Dépenses ne nécessitant pas de crédit							
	<b>1 004 210</b>	<b>-</b>	<b>14 225</b>	<b>5 147</b>	<b>428 531</b>	<b>146 164</b>	
(1) Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales (RLRQ, chapitre C-52.2).							
<b>PROGRAMME 3 Gestion du système correctionnel</b>							
1. Services correctionnels	610 885	1				393 458	217 197
2. Prestation des organismes communautaires	33 545						32 300
3. Commission québécoise des libérations conditionnelles	6 637					5 986	650
	<b>651 067</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>399 444</b>	<b>250 148</b>	

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				=	<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>					<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>					
	20 325							
-	20 325	-	-	-	-	-	-	6 625
<b>-</b>	<b>20 325</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6 625</b>
		274 840						
								3
		135 303						12 411
-	-	410 143	-	-	-	-	-	12 414
<b>-</b>	<b>-</b>	<b>410 143</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12 414</b>
	229							
	1 245							
-	1 474	-	-	-	-	-	-	-
<b>-</b>	<b>1 474</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Investissements Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
<b>PROGRAMME 4 Affaires policières</b>						
1. Organisation et pratiques policières	16 127				3 257	94
2. Soutien aux services policiers en milieu autochtone	107 698				1 466	133
3. Sécurité et protection des personnes et des institutions	59 681				47 355	11 690
4. Prévention et lutte contre le crime	119 396				3 695	5 264
	<b>302 903</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>55 773</b>	<b>17 181</b>
<b>PROGRAMME 5 Expertises scientifiques et médico-légales</b>						
1. Services et expertises judiciaires	23 410				16 866	6 544
2. Bureau du coroner	15 569		37		10 343	5 189
	<b>38 979</b>	<b>-</b>	<b>37</b>	<b>-</b>	<b>27 208</b>	<b>11 734</b>
<b>PROGRAMME 6 Encadrement et surveillance</b>						
1. Commissaire à la déontologie policière	5 439				4 785	654
2. Comité de déontologie policière	2 557				1 943	614
3. Régie des alcools, des courses et des jeux Permanents (1) Dépenses ne nécessitant pas de crédit	16 468 142		10	261	13 152	3 045
4. Commissaire à la lutte contre la corruption	25 243		23		16 873	8 347
5. Bureau des enquêtes indépendantes	9 758				7 761	1 997
	<b>59 606</b>	<b>-</b>	<b>32</b>	<b>261</b>	<b>44 514</b>	<b>14 656</b>

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

<u>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</u>				=	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</u>			<u>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</u>
<u>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</u>				<u>Suspension du droit d'engager</u>	<u>Reports</u>	<u>Périmés (Excédents)</u>		
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					
	12 776							
	106 099							
	636							
	110 437							
<u>-</u>	<u>229 948</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
142							1 274	
<u>142</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1</u>	<u>1 274</u>	

**SÉCURITÉ PUBLIQUE**

**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –			CRÉDITS UTILISÉS		
	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
<b>PROGRAMME 7</b>						
<b>Sécurité civile et sécurité incendie</b>						
1. Prévention des sinistres et atténuation des risques	20 742			5 226	7 937	
Permanents (1)	1			1		
2. Interventions de sécurité civile	12 914			9 570	3 174	
Permanents (1)	3			3		
3. Gestion du rétablissement et adaptation	10 170			9 721	49	
Permanents (1)	96 563			556	3 370	
4. Sécurité incendie et télécommunications d'urgence	13 956			3 505	83	
	<b>154 349</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>28 582</b>	<b>14 612</b>	

(1) Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3).

**TOTAL DU PORTEFEUILLE**

Annuels	2 278 719	1	16 567	19 362	1 042 985	519 395
Permanents	98 974				2 816	3 379
Dépenses ne nécessitant pas de crédits						
Amortissement des immobilisations						
	<b>2 377 693</b>	<b>1</b>	<b>16 567</b>	<b>19 362</b>	<b>1 045 801</b>	<b>522 774</b>

**VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES**

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	1 045 801		1 045 801
Fonctionnement	522 774	20 313	543 087
Créances douteuses et autres provisions	142		142
Transfert	362 313		362 313
Affectation à un fonds spécial	410 143		410 143
Service de la dette			
	<b>2 341 172</b>	<b>20 313</b>	<b>2 361 486</b>



**SÉCURITÉ PUBLIQUE**

**ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Direction et administration</b>			
Annuels	120 024		
Permanents	10		
	<u>120 034</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 2 – Services de la Sûreté du Québec</b>			
Annuels	791 255		
Permanents			
	<u>791 255</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 3 – Gestion du système correctionnel</b>			
Annuels	643 787		
Permanents			
	<u>643 787</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 4 – Affaires policières</b>			
Annuels	242 454		
Permanents			
	<u>242 454</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 5 – Expertises scientifiques et médico-légales</b>			
Annuels	33 998		
Permanents			
	<u>33 998</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 6 – Encadrement et surveillance</b>			
Annuels	60 673		
Permanents	34		
	<u>60 707</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 7 – Sécurité civile et sécurité incendie</b>			
Annuels	63 775		
Permanents	22 939		
	<u>86 714</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	1 955 966		
Permanents	22 983		
	<u>1 978 950</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			46 545		166 569
					10
-	-	-	46 545	-	166 579
2 094		2 255	208 606		1 001 955
					2 255
2 094	-	2 255	208 606	-	1 004 210
			7 280		651 067
-	-	-	7 280	-	651 067
			60 449		302 903
-	-	-	60 449	-	302 903
			4 981		38 979
-	-	-	4 981	-	38 979
			(1 209)	108	59 464
-	-	-	(1 209)	108	142
			(5 993)	73 628	59 606
-	-	-	(5 993)	73 628	57 782
					96 567
					154 349
2 094		2 255	320 659	73 735	2 278 719
					98 974
2 094	-	2 255	320 659	73 735	2 377 693

## SÉCURITÉ PUBLIQUE

### DÉPENSES DE TRANSFERT

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2024	2023
<b>Programme 1 – Direction et administration</b>			
Autres		20 325	169
Modification comptable – Paiements de transfert			51 462
	<u>20 325</u>	<u>20 325</u>	<u>51 631</u>
<b>Programme 3 – Gestion du système correctionnel</b>			
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes		1 245	916
Autres		229	540
	<u>1 474</u>	<u>1 474</u>	<u>1 455</u>
<b>Programme 4 – Affaires policières</b>			
Formation des policiers et des pompiers		11 972	8 679
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac		1 007	918
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes		109 981	53 342
Services policiers en milieu autochtone		106 099	77 632
Autres		889	887
	<u>229 948</u>	<u>229 948</u>	<u>141 458</u>
<b>Programme 7 – Sécurité civile et sécurité incendie</b>			
Cadre pour la prévention de sinistres		7 490	9 921
Formation des policiers et des pompiers		4 000	4 000
Sécurité civile		98 814	19 515
Autres		262	1 125
	<u>111 025</u>	<u>110 566</u>	<u>34 561</u>
	<u><b>362 773</b></u>	<u><b>362 313</b></u>	<u><b>229 105</b></u>

### VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2024	2023
Entreprises du secteur privé		12 998	2 204
Établissements de santé et de services sociaux		300	408
Institutions d'enseignement		491	88
Municipalités		234 204	119 583
Organismes à but non lucratif		42 231	36 988
Organismes et entreprises du gouvernement		11 724	10 579
Personnes		60 365	7 793
Bénéficiaires non ventilés			51 462
	<u>362 773</u>	<u>362 313</u>	<u>229 105</u>

**SÉCURITÉ PUBLIQUE****DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Fonctionnement		10 547	5 047
Capital		5 863	52 478
Support		345 902	171 580
	<u>362 773</u>	<u>362 313</u>	<u>229 105</u>

**DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		323 610	270 599
Fonctionnement		79 144	64 800
Capital		7 251	7 284
Intérêt		137	93
	<u>410 143</u>	<u>410 143</u>	<u>342 775</u>



**TOURISME****REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances		1 794
Revenus divers		
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<u>          -</u>	<u>          1 794</u>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Total</b>	<u>          -</u>	<u>          1 794</u>



**TOURISME**

**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
<b>PROGRAMME 1</b>					
Direction, administration et gestion des programmes					
Annuels	15 829	15 829			
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>15 838</u>	<u>15 838</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 2</b>					
Développement du tourisme					
Annuels	217 837	217 837			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>217 837</u>	<u>217 837</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>PROGRAMME 3</b>					
Organismes relevant du ministre					
Annuels	232 966	232 966			
Permanents	2 319	2 319			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>235 285</u>	<u>235 285</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>468 960</u></b>	<b><u>468 960</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	466 632	466 632			
Permanents	2 328	2 328			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>468 960</u>	<u>468 960</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	468 960	468 960			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles					
Immobilisations en ressources informationnelles					
	<u>468 960</u>	<u>468 960</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

**TOURISME**

**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements			Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles		
<b>PROGRAMME 1 Direction, administration et gestion des programmes</b>						
1. Direction et administration	4 469					
Permanents (1)	10					
2. Gestion des programmes	11 359					
	<b>15 838</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
<b>PROGRAMME 2 Développement du tourisme</b>						
1. Soutien aux projets de développement du tourisme	157 804					
2. Appui aux organisations de développement touristique régional	25 023					
3. Soutien aux événements touristiques	35 010					
	<b>217 837</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				=	<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>					<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>					
		4 469						
		10						
		11 359						
<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15 838</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<hr/>								
		157 804						
		25 023						
		35 010						
<b>-</b>	<b>-</b>	<b>217 837</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**TOURISME**

**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –	CRÉDITS UTILISÉS			Dépenses nécessitant des crédits	
		Investissements			Rémunération	Fonctionnement
		Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles		
<b>PROGRAMME 3 Organismes relevant du ministre</b>						
1. Société du Centre des congrès de Québec Permanents (1)	13 519 3					
2. Société du Palais des congrès de Montréal Permanents (1)	23 662 178					
3. Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique Permanents (1)	195 785 2 138					
	<b>235 285</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations – Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 22 mars 2022 et à certaines autres mesures (L.Q. 2023, c. 2).

**TOTAL DU PORTEFEUILLE**

Annuels	466 632					
Permanents	2 328					
	<b>468 960</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération			
Fonctionnement			
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	235 285		235 285
Affectation à un fonds spécial	233 676		233 676
Service de la dette			
	<b>468 960</b>	<b>-</b>	<b>468 960</b>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				=	<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>		
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>					
	13 519							
	3							
	23 662							
	178							
	195 785							
	2 138							
<b>-</b>	<b>235 285</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
	232 966	233 666						
	2 319	10						
<b>-</b>	<b>235 285</b>	<b>233 676</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	

**TOURISME**

**ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Direction, administration et gestion des programmes</b>			
Annuels	14 973		
Permanents	10		
	<u>14 983</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 2 – Développement du tourisme</b>			
Annuels	169 187		
Permanents			
	<u>169 187</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 3 – Organismes relevant du ministre</b>			
Annuels	98 596		
Permanents			
	<u>98 596</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	282 756		
Permanents	10		
	<u>282 766</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			855		15 829
					10
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>855</u>	<u>-</u>	<u>15 838</u>
			48 650		217 837
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>48 650</u>	<u>-</u>	<u>217 837</u>
			134 370	2 319	232 966
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>134 370</u>	<u>2 319</u>	<u>235 285</u>
			183 876	2 319	466 632
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>183 876</u>	<u>2 319</u>	<u>468 960</u>

**TOURISME****DÉPENSES DE TRANSFERT**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 3 – Organismes relevant du ministre</b>			
Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique		197 923	78 447
Société du Centre des congrès de Québec		13 522	14 620
Société du Palais des congrès de Montréal		23 840	28 841
	<u>235 285</u>	<u>235 285</u>	<u>121 908</u>

**VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES**

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Organismes et entreprises du gouvernement		235 285	121 908
	<u>235 285</u>	<u>235 285</u>	<u>121 908</u>

**TOURISME****DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		17 477	17 451
Fonctionnement		61 718	18 702
Capital		145 185	73 624
Intérêt		10 905	12 131
	<u>235 285</u>	<u>235 285</u>	<u>121 908</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		11 230	10 070
Fonctionnement		9 158	7 874
Capital		46 272	22 346
Intérêt		3 706	1 834
Support		163 310	199 543
	<u>233 676</u>	<u>233 676</u>	<u>241 666</u>



**TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE****REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances	54 835	49 664
Revenus divers	14 109	19 681
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<b><u>68 945</u></b>	<b><u>69 345</u></b>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>181</u>	<u>170</u>
<b>Total</b>	<b><u><u>69 126</u></u></b>	<b><u><u>69 515</u></u></b>



**TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE**

**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 1					
Infrastructures et systèmes de transport					
Annuels	2 486 840	2 302 086	184 754		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		20 421			
	<u>2 486 840</u>	<u>2 322 508</u>	<u>184 754</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Administration et services corporatifs					
Annuels	445 379	439 857	5 522		
Permanents	13	13			
Ne nécessitant pas de crédits		5 364			
	<u>445 392</u>	<u>445 235</u>	<u>5 522</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>2 932 232</u></b>	<b><u>2 767 742</u></b>	<b><u>190 275</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	2 932 218	2 741 943	190 275		
Permanents	13	13			
Ne nécessitant pas de crédits		25 786			
	<u>2 932 232</u>	<u>2 767 742</u>	<u>190 275</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	2 741 956	2 767 742			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts	14 506		14 506		
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	169 822		169 822		
Immobilisations en ressources informationnelles	5 948		5 948		
	<u>2 932 232</u>	<u>2 767 742</u>	<u>190 275</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération
<b>PROGRAMME 1</b>						
<b>Infrastructures et systèmes de transport</b>						
1. Transport terrestre	2 114 379	14 506 <sup>(1)</sup>	127 683	378	68 706	465 291
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
2. Transport maritime	228 579		334		1 417	3 784
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
3. Transport aérien	131 639		41 679		11 402	16 459
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
4. Commission des transports du Québec	12 243			175	9 577	2 491
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
	<b>2 486 840</b>	<b>14 506</b>	<b>169 695</b>	<b>553</b>	<b>91 103</b>	<b>488 024</b>

(1) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

**PROGRAMME 2** **Administration et services corporatifs**

1. Direction	8 762				7 923	629
Permanents (1)	10					10
2. Services corporatifs	66 606		127	5 395	40 482	20 602
Permanents (2)	4					
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
3. Planification, recherche et développement	10 104				9 508	568
4. Modification comptable – Paiements de transfert	359 907					
	<b>445 392</b>	<b>-</b>	<b>127</b>	<b>5 395</b>	<b>57 913</b>	<b>21 809</b>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
	178 820	1 258 995					1 310
	223 044						2 025
	62 099						16 898
							188
<b>-</b>	<b>463 964</b>	<b>1 258 995</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>20 421</b>
	210						
4							5 364
	28						
	72 090	287 817					
<b>4</b>	<b>72 328</b>	<b>287 817</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5 364</b>

TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>						
Annuels	2 932 218	14 506	169 822	5 948	149 016	509 823
Permanents	13					10
Dépenses ne nécessitant pas de crédits						
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer						
	<u>2 932 232</u>	<u>14 506</u>	<u>169 822</u>	<u>5 948</u>	<u>149 016</u>	<u>509 833</u>

VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	149 016		149 016
Fonctionnement	509 833	30 740	540 573
Créances douteuses et autres provisions	4		4
Transfert	536 292	(4 954)	531 339
Affectation à un fonds spécial	1 546 812		1 546 812
Service de la dette			
	<u>2 741 956</u>	<u>25 786</u>	<u>2 767 742</u>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>				<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>				
	536 292	1 546 812					
4							30 740 (4 954)
<b>4</b>	<b>536 292</b>	<b>1 546 812</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>25 786</b>

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE**

**ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Infrastructures et systèmes de transport</b>			
Annuels	2 112 136		
Permanents			
	<u>2 112 136</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>Programme 2 – Administration et services corporatifs</b>			
Annuels	66 859		
Permanents	35		
	<u>66 893</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	2 178 994		
Permanents	35		
	<u>2 179 029</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
2 258			372 446		2 486 840
<u>2 258</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>372 446</u>	<u>-</u>	<u>2 486 840</u>
			378 520		445 379
				(21)	13
<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>378 520</u>	<u>(21)</u>	<u>445 392</u>
2 258			750 966		2 932 218
				(21)	13
<u>2 258</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>750 966</u>	<u>(21)</u>	<u>2 932 232</u>

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE**

**DÉPENSES DE TRANSFERT**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 1 – Infrastructures et systèmes de transport</b>			
Aide à l'adaptation des taxis et autocars		3 257	790
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées		12 250	12 250
Aide spécifique pour le transport adapté		128 922	129 480
Programme d'accès aérien aux régions		9 612	21 569
Société des Traversiers du Québec		200 203	179 503
Transport aérien		51 937	31 911
Transport ferroviaire		6 000	2 500
Transport maritime		22 842	22 182
Transport terrestre		1 627	2 786
Autres		22 361	6 293
	<u>463 964</u>	<u>459 010</u> <sup>(1)</sup>	<u>409 263</u>
<b>Programme 2 – Administration et services corporatifs</b>			
Aide à la recherche et au développement en transport		28	40
Autres		210	258
Modification comptable – Paiements de transfert		72 090	87 809
	<u>72 328</u>	<u>72 328</u>	<u>88 107</u>
	<u><b>536 292</b></u>	<u><b>531 339</b></u>	<u><b>497 370</b></u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 4 954 milliers de dollars en 2023-2024 liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

**VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES**

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Entreprises du secteur privé		76 384	56 251
Institutions d'enseignement		65	1 037
Municipalités		143 517	140 508
Organismes à but non lucratif		16 991	14 244
Organismes et entreprises du gouvernement		215 538	179 518
Personnes		6 752	18 004
Bénéficiaires non ventilés		72 090	87 809
	<u>536 292</u>	<u>531 339</u>	<u>497 370</u>

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE****DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		58 766	55 670
Fonctionnement		120 468	100 346
Capital		123 113	123 729
Intérêt		12 809	12 323
Support		216 184	205 302
	<u>536 292</u>	<u>531 339</u> <sup>(1)</sup>	<u>497 370</u>

(1) Ces dépenses incluent une somme de 4 954 milliers de dollars en 2023-2024 liée à la variation à la baisse de la dépense, qui n'a pas d'incidence sur l'utilisation des crédits.

**DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Fonctionnement		270 962	187 371
Capital		400 022	164 969
Intérêt		138 719	
Support		737 108	1 536 373
	<u>1 546 812</u>	<u>1 546 812</u>	<u>1 888 712</u>



**TRAVAIL****REVENUS PAR CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>2024</u>	<u>2023</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Taxes à la consommation		
Droits, permis et redevances		
Revenus divers	364	
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Revenus autonomes</b>	<b><u>364</u></b>	<b><u>-</u></b>
Transferts du gouvernement fédéral	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Total</b>	<b><u><u>364</u></u></b>	<b><u><u>-</u></u></b>



**TRAVAIL**

**CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<u>PROGRAMMES</u>	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES</u>	<u>INVESTIS- SEMENTS</u>	<u>CRÉDITS NON UTILISÉS</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
PROGRAMME 1					
Travail					
Annuels	47 695	46 756	939		
Permanents	13	13			
Ne nécessitant pas de crédits		121			
	<u>47 707</u>	<u>46 889</u>	<u>939</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>	<b><u>47 707</u></b>	<b><u>46 889</u></b>	<b><u>939</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
Annuels	47 695	46 756	939		
Permanents	13	13			
Ne nécessitant pas de crédits		121			
	<u>47 707</u>	<u>46 889</u>	<u>939</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	46 769	46 889			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres coûts					
Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	360		360		
Immobilisations en ressources informationnelles	579		579		
	<u>47 707</u>	<u>46 889</u>	<u>939</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

**TRAVAIL**

**CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS –		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres coûts	Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération
PROGRAMME 1	<b>Travail</b>					
1. Gouvernance et administration	4 379		360	579	2 724	527
Permanents (1)	13					13
Dépenses ne nécessitant pas de crédit						
2. Politiques et relations du travail	34 715				7 314	5 201
3. Tribunal administratif du travail	5 801					
4. Régie du bâtiment du Québec	2 800					
	<u>47 707</u>	<u>-</u>	<u>360</u>	<u>579</u>	<u>10 038</u>	<u>5 741</u>

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

**TOTAL DU PORTEFEUILLE**

Annuels	47 695		360	579	10 038	5 728
Permanents	13					13
Dépenses ne nécessitant pas de crédits						
Amortissement des immobilisations						
	<u>47 707</u>	<u>-</u>	<u>360</u>	<u>579</u>	<u>10 038</u>	<u>5 741</u>

**VENTILATION DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES**

	Nécessitant des crédits	Ne nécessitant pas de crédits	Total
Rémunération	10 038		10 038
Fonctionnement	5 741	121	5 861
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	25 189		25 189
Affectation à un fonds spécial	5 801		5 801
Service de la dette			
	<u>46 769</u>	<u>121</u>	<u>46 889</u>

<b>CRÉDITS UTILISÉS (suite)</b>				=	<b>CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)</b>			<b>DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS</b>
<b>Dépenses nécessitant des crédits (suite)</b>					<b>Suspension du droit d'engager</b>	<b>Reports</b>	<b>Périmés (Excédents)</b>	
<b>Créances douteuses et autres provisions</b>	<b>Transfert</b>	<b>Affectation à un fonds spécial</b>	<b>Service de la dette</b>					
	190							
	22 200							121
		5 801						
	2 800							
<b>-</b>	<b>25 189</b>	<b>5 801</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>121</b>
	25 189	5 801						121
<b>-</b>	<b>25 189</b>	<b>5 801</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>121</b>

**TRAVAIL****ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Annuels et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
<b>Programme 1 – Travail</b>			
Annuels	33 866		
Permanents	10		
	<u>33 877</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
<b>TOTAL DU PORTEFEUILLE</b>			
Annuels	33 866		
Permanents	10		
	<u>33 877</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	AJUSTEMENTS AUX CRÉDITS PERMANENTS	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions			
			13 829		47 695
				2	13
-	-	-	13 829	2	47 707

			13 829		47 695
				2	13
-	-	-	13 829	2	47 707

**TRAVAIL****DÉPENSES DE TRANSFERT**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
<b>Programme 1 – Travail</b>			
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail		16 177	14 843
Lutte contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction		8 823	7 214
Autres		190	
	<u>25 189</u>	<u>25 189</u>	<u>22 057</u>

**VENTILATION PAR BÉNÉFICIAIRES**

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Organismes à but non lucratif		190	
Organismes et entreprises du gouvernement		25 000	22 057
	<u>25 189</u>	<u>25 189</u>	<u>22 057</u>

**TRAVAIL****DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		2 800	903
Fonctionnement			1 897
Support		<u>22 389</u>	<u>19 257</u>
	<u>25 189</u>	<u>25 189</u>	<u>22 057</u>

**DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

---

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Rémunération		4 768	4 336
Fonctionnement		<u>1 033</u>	<u>1 195</u>
	<u>5 801</u>	<u>5 801</u>	<u>5 531</u>



## **4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE**

## REVENUS ET DÉPENSES DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	2024		2023	
	Revenus	Dépenses	Revenus	Dépenses
<b>ASSEMBLÉE NATIONALE</b>				
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	2 259	2 259	2 059	2 059
	<b>2 259</b>	<b>2 259</b>	<b>2 059</b>	<b>2 059</b>
<b>AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION</b>				
Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes	4 215	4 215	45 376	45 376
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	56	56	1 971	1 971
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	24 843	24 843	65 570	65 570
Projets d'infrastructures 2008	13 018	13 018	6 584	6 584
Projets d'infrastructures 2015	1 092	1 092	10 557	10 557
	<b>43 224</b>	<b>43 224</b>	<b>130 057</b>	<b>130 057</b>
<b>AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION</b>				
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan d'action nordique	1 142	1 142	1 868	1 868
Financement des programmes de gestion des risques agricoles	126 865	126 865	115 616	115 616
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	163	163	145	145
	<b>128 170</b>	<b>128 170</b>	<b>117 629</b>	<b>117 629</b>
<b>CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE</b>				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3	3	-	-
	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>CONSEIL EXÉCUTIF</b>				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	26	26	2	2
	<b>26</b>	<b>26</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>CULTURE ET COMMUNICATIONS</b>				
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1 929	1 929	1 962	1 962
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	990	990	852	852
Financement des unités autonomes de service – Centre de conservation du Québec	1 394	1 394	1 487	1 487
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada			85	85
	<b>4 313</b>	<b>4 313</b>	<b>4 386</b>	<b>4 386</b>
<b>ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE</b>				
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	350	350		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	90	90	222	222
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	67 950	67 950	21 457	21 457
	<b>68 390</b>	<b>68 390</b>	<b>21 679</b>	<b>21 679</b>

**REVENUS ET DÉPENSES DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)**

 Année financière terminée le 31 mars 2024  
 (en milliers de dollars)

	<u>2024</u>		<u>2023</u>	
	<u>Revenus</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Revenus</u>	<u>Dépenses</u>
<b>ÉDUCATION</b>				
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	23 423	23 423	14 783	14 783
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	152	152	266	266
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	163 990	163 990	151 457	151 457
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 091	1 091	482	482
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	51 040	51 040	39 569	39 569
	<b><u>239 696</u></b>	<b><u>239 696</u></b>	<b><u>206 556</u></b>	<b><u>206 556</u></b>
<b>ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</b>				
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	9 785	9 785	7 581	7 581
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord			1 400	1 400
Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires			123	123
Formation dans les pénitenciers fédéraux	207	207	186	186
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	259	259	245	245
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	23 355	23 355	60 359	60 359
	<b><u>33 605</u></b>	<b><u>33 605</u></b>	<b><u>69 894</u></b>	<b><u>69 894</u></b>
<b>ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS</b>				
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	500	500		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	123	123	290	290
	<b><u>623</u></b>	<b><u>623</u></b>	<b><u>290</u></b>	<b><u>290</u></b>
<b>FINANCES</b>				
Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence	540 840	540 840 <sup>(1)</sup>	518 305	518 305
	<b><u>540 840</u></b>	<b><u>540 840</u></b>	<b><u>518 305</u></b>	<b><u>518 305</u></b>
<b>IMMIGRATION, FRANCISATION ET INTÉGRATION</b>				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	14 239	14 239	2	2
	<b><u>14 239</u></b>	<b><u>14 239</u></b>	<b><u>2</u></b>	<b><u>2</u></b>
<b>JUSTICE</b>				
Accord relatif à la Loi sur les contraventions	836	836	577	577
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 333	1 333	1 378	1 378
	<b><u>2 170</u></b>	<b><u>2 170</u></b>	<b><u>1 955</u></b>	<b><u>1 955</u></b>
<b>RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE</b>				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	9 313	9 313	17 336	17 336
	<b><u>9 313</u></b>	<b><u>9 313</u></b>	<b><u>17 336</u></b>	<b><u>17 336</u></b>

(1) Ce montant a été transféré à la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) pour financer des projets d'infrastructures auprès de municipalités. Au 31 mars 2024, les contributions reportées de la SOFIL s'élevaient à 833 949 milliers de dollars.

REVENUS ET DÉPENSES DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	2024		2023	
	Revenus	Dépenses	Revenus	Dépenses
<b>RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS</b>				
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord			3 349	3 349
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	3	3	33	33
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	845	845	1 090	1 090
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	659	659	33 259	33 259
	<b>1 506</b>	<b>1 506</b>	<b>37 732</b>	<b>37 732</b>
<b>SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</b>				
Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	141 213	141 213	122 413	122 413
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	99 668	99 668	48 314	48 314
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	30 630	30 630	40 313	40 313
	<b>271 511</b>	<b>271 511</b>	<b>211 040</b>	<b>211 040</b>
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>				
Administration de la Loi sur les armes à feu	6 144	6 144	5 471	5 471
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan d'action nordique			660	660
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	61 621	61 621	52 467	52 467
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada			3 633	3 633
	<b>67 765</b>	<b>67 765</b>	<b>62 231</b>	<b>62 231</b>
<b>TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE</b>				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	4 214	4 214	15 356	15 356
	<b>4 214</b>	<b>4 214</b>	<b>15 356</b>	<b>15 356</b>
<b>TRAVAIL</b>				
Financement du Bureau d'évaluation médicale	10 293	10 293	5 328	5 328
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	184	184	182	182
	<b>10 477</b>	<b>10 477</b>	<b>5 510</b>	<b>5 510</b>
	<b>1 442 343</b>	<b>1 442 343</b>	<b>1 422 019</b>	<b>1 422 019</b>

**Section**

**B**

# FONDS SPÉCIAUX



**1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES  
DÉPENSES ET DES  
INVESTISSEMENTS DES FONDS  
SPÉCIAUX SUR LES SOMMES  
APPROUVÉES**



## Rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées

Année financière terminée le 31 mars 2024

Par l'approbation des prévisions de dépenses et d'investissements d'un fonds spécial conformément à l'article 48 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001) ou de certaines lois particulières, le Parlement autorise le ministre ou l'organisme responsable à effectuer des dépenses et des investissements à même les sommes portées au crédit de ce fonds spécial. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, un mandat spécial, émis en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01), peut autoriser que des dépenses et des investissements soient portés au débit des fonds spéciaux. Ces autorisations ne valent que pour l'année financière sur laquelle portent les prévisions.

À la fin de l'année financière, pour chacun des fonds spéciaux, les dépenses et les investissements effectués sont comparés aux sommes approuvées par le Parlement pour cette année financière. Chacun des excédents constatés doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière. Toute somme excédentaire de dépenses ou d'investissements d'un fonds spécial sur les prévisions approuvées à cet égard est soumise à l'approbation du Parlement.

Pour l'année financière terminée le 31 mars 2024, des excédents de dépenses et d'investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées ont été constatés.

### Excédents des dépenses et des investissements sur les sommes approuvées (en milliers de dollars)

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux	Excédents des dépenses	Excédents des investissements
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		
Fonds de la région de la Capitale-Nationale	2 500	
Culture et Communications		
Fonds Avenir Mécénat Culture	97	
Cybersécurité et Numérique		
Fonds de la cybersécurité et du numérique	48 652	
Économie, Innovation et Énergie		
Capital ressources naturelles et énergie	8 469	
Emploi et Solidarité sociale		
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	802	
Fonds des biens et services	18 518	
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale		6 708
Fonds québécois d'initiatives sociales	43 683	

**Excédents des dépenses et des investissements sur les sommes approuvées**  
(en milliers de dollars)

<b>Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux</b>	<b>Excédents des dépenses</b>	<b>Excédents des investissements</b>
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs		
Fonds d'électrification et de changements climatiques	124 746	403
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État		526
Famille		
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	600 278	
Finances		
Fonds relatif à l'administration fiscale	75 058	
Justice		
Fonds affecté à l'aide des personnes victimes d'infractions criminelles	1 739	
Fonds des registres du ministère de la Justice	1 144	
Fonds relatif aux contrats publics	9 373	
Ressources naturelles et Forêts		
Fonds des ressources naturelles	111 830 <sup>(1)</sup>	
Santé et Services sociaux		
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux		1 946
Sécurité publique		
Fonds des services de police	56 516	
Transports et Mobilité durable		
Fonds de gestion de l'équipement roulant		44 078
Fonds des réseaux de transport terrestre	87 085	598 756
	<b>1 190 491</b>	<b>652 416</b>

(1) L'excédent constaté dans ce fonds a été réduit d'une somme de 6 692 milliers de dollars. Cette somme correspond à la disponibilité budgétaire des autres volets du fonds présentés dans les portefeuilles des ministères de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie et de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.

La sous-ministre des Finances,



Julie Gingras

La contrôlée des finances,



Lucie Pageau, CPA

Québec, le 30 septembre 2024

## **2. SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES**

**SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

FONDS SPÉCIAUX	DÉPENSES		
	Prévisions	Réels	Excédents
<b>AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION</b>			
1 Fonds régions et ruralité	312 614	266 844	
<b>CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE</b>			
2 Fonds de la région de la Capitale-Nationale	25 000	27 500	2 500
<b>CULTURE ET COMMUNICATIONS</b>			
3 Fonds Avenir Mécénat Culture	5 006	5 103	97
4 Fonds du patrimoine culturel québécois	50 344	20 210	
<b>CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE</b>			
5 Fonds de la cybersécurité et du numérique	558 898	607 550	48 652
<b>ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE</b>			
6 Capital ressources naturelles et énergie	175	8 644	8 469
7 Fonds des ressources naturelles	15 108	8 496	
8 Fonds du développement économique	1 285 861	906 969	
9 Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	150	110	
<b>ÉDUCATION</b>			
10 Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	191 349	171 381	
<b>EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE</b>			
11 Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	51 057	51 859	802
12 Fonds de développement du marché du travail	1 487 083	1 280 181	
13 Fonds des biens et des services	184 603	203 121	18 518
14 Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	18 098	12 920	
15 Fonds québécois d'initiatives sociales	13 563	57 245	43 683
<b>ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</b>			
16 Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	25 000	25 000	
<b>ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS</b>			
17 Fonds bleu	50 000	15 312	
18 Fonds d'électrification et de changements climatiques	1 605 577	1 730 324	124 746
19 Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	244 014	225 552	
20 Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	288 453	146 995	
21 Fonds des ressources naturelles	80		
<b>FAMILLE</b>			
22 Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	3 349 715	3 949 993	600 278
<b>FINANCES</b>			
23 Fonds de financement	3 045	2 605	
24 Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux	231 000	227 907	
25 Fonds de lutte contre les dépendances	213 057	200 420	
26 Fonds des générations			
27 Fonds du Centre financier de Montréal	1 859	1 859	
28 Fonds du Plan Nord	146 295	86 391	
29 Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	3 779	3 700	
30 Fonds relatif à l'administration fiscale	1 174 243	1 249 301	75 058

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<b>INVESTISSEMENTS</b>		
<u>Prévisions</u>	<u>Réels</u>	<u>Excédents</u>
		1
		2
		3
		4
133 067	100 741	5
345 000		6
95	83	7
2 236 192	1 930 401	8
180 000	39 138	9
71 706		10
		11
		12
8 021	2 329	13
19 268	25 976	14
		15
		16
		17
1 200	1 603	18
250	776	19
191		20
		21
		22
		23
		24
		25
		26
		27
		28
11 142	6	29
		30

**SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<b>FONDS SPÉCIAUX</b>	<b>DÉPENSES</b>		
	<b>Prévisions</b>	<b>Réels</b>	<b>Excédents</b>
<b>JUSTICE</b>			
31 Fonds Accès Justice	32 155	27 131	
32 Fonds affecté à l'aide des personnes victimes d'infractions criminelles	50 608	52 347	1 739
33 Fonds des registres du ministère de la Justice	46 305	47 450	1 144
34 Fonds du Tribunal administratif du Québec	54 089	52 748	
35 Fonds relatif aux contrats publics	6	9 379	9 373
<b>RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS</b>			
36 Fonds des ressources naturelles	701 609	820 132	118 522 <sup>(1)</sup>
37 Fonds d'information sur le territoire	181 018	156 287	
<b>SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</b>			
38 Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	118 671	93 352	
39 Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	558 235	549 350	
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>			
40 Fonds des services de police	762 611	819 127	56 516
<b>TOURISME</b>			
41 Fonds de partenariat touristique	358 831	332 338	
<b>TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE</b>			
42 Fonds aérien	102 327	101 548	
43 Fonds de gestion de l'équipement roulant	162 245	160 720	
44 Fonds de la sécurité routière	79 360	64 965	
45 Fonds des réseaux de transport terrestre	5 948 663	6 035 748	87 085
<b>TRAVAIL</b>			
46 Fonds du Tribunal administratif du travail	97 968	91 844	
	<b>20 789 725</b>	<b>20 907 955</b>	<b>1 197 183<sup>(1)</sup></b>

(1) Cet excédent ne tient pas compte d'une diminution de 6 692 milliers de dollars. Cette somme correspond à la disponibilité budgétaire des autres volets du fonds présentés dans les portefeuilles des ministères de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie et de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.

**Année financière terminée le 31 mars 2024**  
(en milliers de dollars)

<b>INVESTISSEMENTS</b>			
<b>Prévisions</b>	<b>Réels</b>	<b>Excédents</b>	
			31
			32
2 895	1 832		33
1 544	1 243		34
			35
23 847	20 512		36
36 970	4 613		37
			38
145 844	147 790	1 946	39
			40
21 676	19 573		40
			41
1 162	580		41
			42
9 748	7 806		42
53 607	97 685	44 078	43
1 423	406		44
3 141 576	3 740 332	598 756	45
			46
3 525	1 123		46
<b>6 449 949</b>	<b>6 144 548</b>	<b>652 416</b>	



### **3. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX**



AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION

FONDS RÉGIONS ET RURALITÉ  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	269 839	267 500	267 500
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	<u>1 270</u>	<u>1 917</u>	<u>2 453</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>271 109</u></b>	<b><u>269 417</u></b>	<b><u>269 953</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Transfert	<u>312 614</u>	<u>266 844</u>	<u>369 884</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	312 614	266 844	369 884
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>312 614</u></b>	<b><u>266 844</u></b>	<b><u>369 884</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	(41 505)	2 573	(99 931)
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<u>121 097</u>	<u>107 001</u>	<u>206 933</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>79 593</u></b>	<b><u>109 574</u></b>	<b><u>107 001</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

FONDS DE LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	25 000	27 500	25 000
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
<b>Total des revenus</b>	<b>25 000</b>	<b>27 500</b>	<b>25 000</b>
<b>Dépenses</b>			
Transfert	25 000	27 500	25 000
Total des dépenses excluant le service de la dette	25 000	27 500	25 000
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>25 000</b>	<b>27 500</b>	<b>25 000</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS AVENIR MÉCÉNAT CULTURE  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Taxes à la consommation	5 000	5 000	5 000
Revenus divers	6	284	105
<b>Total des revenus</b>	<b>5 006</b>	<b>5 284</b>	<b>5 105</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	250		
Transfert	4 756	5 103	5 011
Total des dépenses excluant le service de la dette	5 006	5 103	5 011
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>5 006</b>	<b>5 103</b>	<b>5 011</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	<b>-</b>	<b>181</b>	<b>94</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b>2</b>	<b>349</b>	<b>255</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b>2</b>	<b>531</b>	<b>349</b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS DU PATRIMOINE CULTUREL QUÉBÉCOIS  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	14 000		2 600
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Taxes à la consommation	25 300	25 300	30 100
Revenus divers	<u>80</u>	<u>3 059</u>	<u>1 179</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>39 380</u></b>	<b><u>28 359</u></b>	<b><u>33 879</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	739	672	
Fonctionnement	20	1	2
Transfert	<u>49 585</u>	<u>19 537</u>	<u>20 554</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	50 344	20 210	20 556
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>50 344</u></b>	<b><u>20 210</u></b>	<b><u>20 556</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	(10 964)	8 150	13 324
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<u>50 726</u>	<u>62 952</u>	<u>49 628</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>39 762</u></b>	<b><u>71 102</u></b>	<b><u>62 952</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE

FONDS DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	41 192	97 027	63 543
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	<u>502 707</u>	<u>480 609</u>	<u>458 599</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>543 898</u></b>	<b><u>577 636</u></b>	<b><u>522 142</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	135 647	156 549	129 188
Fonctionnement	414 701	436 668	401 959
Créances douteuses et autres provisions		<u>(26)</u>	<u>6</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	550 347	593 191	531 153
Service de la dette	<u>8 551</u>	<u>14 359</u>	<u>9 761</u>
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>558 898</u></b>	<b><u>607 550</u></b>	<b><u>540 914</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	(15 000)	(29 914)	(18 772)
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<u>37 448</u>	<u>47 330</u>	<u>66 102</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>22 448</u></b>	<b><u>17 416</u></b>	<b><u>47 330</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles	26 188	5 516	2 332
Ressources informationnelles	<u>106 879</u>	<u>95 225</u>	<u>83 431</u>
Total des immobilisations	133 067	100 741	85 763
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>133 067</u></b>	<b><u>100 741</u></b>	<b><u>85 763</u></b>

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

CAPITAL RESSOURCES NATURELLES ET ÉNERGIE  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Revenus divers	1 148	8 788	8 992
<b>Total des revenus</b>	<b>1 148</b>	<b>8 788</b>	<b>8 992</b>
<b>Dépenses</b>			
Fonctionnement		1 086	1 487
Créances douteuses et autres provisions	175	7 558	7 441
Dépenses liées aux quotes-parts des participations		144	64
Total des dépenses excluant le service de la dette	175	8 788	8 992
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>175</b>	<b>8 788</b>	<b>8 992</b>
Dépenses liées aux quotes-parts des participations		(144)	(64)
<b>Total des dépenses à approuver</b>	<b>175</b>	<b>8 644</b>	<b>8 928</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	<b>973</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b>(198 715)</b>	<b>(207 412)</b>	<b>(207 412)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b>(197 742)</b>	<b>(207 412)</b>	<b>(207 412)</b>
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	216 230	238 352	252 789
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>18 488</b>	<b>30 941</b>	<b>45 378</b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	345 000		10 250
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b>345 000</b>	<b>-</b>	<b>10 250</b>

ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2024	RÉELS 2023
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	11 646	2 196	
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Droits, permis et redevances	13	(493)	
Revenus divers	<u>2</u>	<u>731</u>	
<b>Total des revenus</b>	<b><u>11 662</u></b>	<b><u>2 434</u></b>	<b><u>-</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	3 281	2 305	
Fonctionnement	7 326	3 210	
Transfert	4 500		
Créances douteuses et autres provisions	<u>1</u>	<u>2 981</u>	
Total des dépenses excluant le service de la dette	15 108	8 496	-
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>15 108</u></b>	<b><u>8 496</u></b>	<b><u>-</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	(3 446)	(6 063)	-
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<u>20 337</u>	<u>21 752</u> <sup>(1)</sup>	<u>-</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>16 891</u></b>	<b><u>15 689</u></b>	<b><u>-</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles	<u>95</u>	<u>83</u>	
Total des immobilisations	95	83	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>95</u></b>	<b><u>83</u></b>	<b><u>-</u></b>

Note :

Le Fonds des ressources naturelles, institué en vertu de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets. Les informations financières du volet Gestion des énergies fossiles sont présentées dans le portefeuille Économie, Innovation et Énergie. Celles du volet Conservation et mise en valeur de la faune font partie du portefeuille Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs. Quant aux informations financières de tous les autres volets, elles sont cumulées et présentées dans le portefeuille Ressources naturelles et Forêts. Il est à noter que plusieurs transferts de responsabilités ont eu lieu, ce qui a mené à des changements dans la présentation des volets par rapport à l'année financière 2022-2023.

(1) Le surplus cumulé lié aux activités au début provient du transfert de responsabilité, cette année, du volet gestion des énergies fossiles, qui était auparavant présenté dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles.



ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE

FONDS POUR LA CROISSANCE DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Revenus divers	436	110	568
<b>Total des revenus</b>	<b>436</b>	<b>110</b>	<b>568</b>
<b>Dépenses</b>			
Fonctionnement		110	1 237
Créances douteuses et autres provisions	150		
Total des dépenses excluant le service de la dette	150	110	1 237
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>150</b>	<b>110</b>	<b>1 237</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	286	-	(669)
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	(757)	(690)	(21)
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	(471)	(690)	(690)
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	(17 671)	(17 177)	(18 465)
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>(18 142)</b>	<b>(17 868)</b>	<b>(19 156)</b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	180 000	39 138	115 273
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b>180 000</b>	<b>39 138</b>	<b>115 273</b>

## ÉDUCATION

### FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	92 912	54 266	31 542
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Taxes à la consommation	90 000	90 000	90 000
Revenus divers	<u>2 604</u>	<u>15 853</u>	<u>5 700</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>185 515</u></b>	<b><u>160 119</u></b>	<b><u>127 243</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	1 048	829	862
Fonctionnement	128	56	32
Transfert	<u>190 172</u>	<u>170 496</u>	<u>97 177</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	191 349	171 381	98 071
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>191 349</u></b>	<b><u>171 381</u></b>	<b><u>98 071</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	(5 833)	(11 263)	29 172
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<u>260 348</u>	<u>255 653</u>	<u>226 481</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>254 515</u></b>	<b><u>244 390</u></b>	<b><u>255 653</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>71 706</u>		
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>71 706</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>

**EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE**

**FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	47 051	52 369	48 898
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	3 248	3 573	3 538
Revenus divers	<u>                    </u>	<u>                    1</u>	<u>                    8</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>50 299</u></b>	<b><u>55 943</u></b>	<b><u>52 444</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	1 823	2 605	2 249
Fonctionnement	1 395	1 281	706
Transfert	<u>47 839</u>	<u>47 972</u>	<u>44 221</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	51 057	51 859	47 176
Service de la dette	<u>                    </u>	<u>                    </u>	<u>                    </u>
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>51 057</u></b>	<b><u>51 859</u></b>	<b><u>47 176</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	(758)	4 084	5 268
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<u>3 346</u>	<u>10 637</u>	<u>5 370</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>2 588</u></b>	<b><u>14 722</u></b>	<b><u>10 637</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>                    </u>	<u>                    </u>	<u>                    </u>
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>



**EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE**

**FONDS DES BIENS ET DES SERVICES  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	82 334	86 524	83 158
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	370		
Revenus divers	<u>87 049</u>	<u>106 145</u>	<u>62 538</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>169 753</u></b>	<b><u>192 670</u></b>	<b><u>145 696</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	118 173	127 843	91 829
Fonctionnement	66 338	75 166	59 613
Créances douteuses et autres provisions	<u>81</u>	<u>101</u>	<u>254</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	184 591	203 109	151 696
Service de la dette	<u>12</u>	<u>12</u>	<u>15</u>
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>184 603</u></b>	<b><u>203 121</u></b>	<b><u>151 712</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	(14 850)	(10 451)	(6 015)
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<u>82 482</u>	<u>80 266</u>	<u>86 282</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>67 632</u></b>	<b><u>69 815</u></b>	<b><u>80 266</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles	8 021	2 329	567
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	<u>8 021</u>	<u>2 329</u>	<u>567</u>
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>8 021</u></b>	<b><u>2 329</u></b>	<b><u>567</u></b>

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	11 173	6 989	6 618
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	<u>6 925</u>	<u>5 931</u>	<u>5 832</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>18 098</u></b>	<b><u>12 920</u></b>	<b><u>12 450</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Fonctionnement	<u>17 014</u>	<u>12 438</u>	<u>11 905</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	17 014	12 438	11 905
Service de la dette	<u>1 084</u>	<u>482</u>	<u>545</u>
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>18 098</u></b>	<b><u>12 920</u></b>	<b><u>12 450</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles	<u>19 268</u>	<u>25 976</u>	<u>17 158</u>
Total des immobilisations	19 268	25 976	17 158
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>          </u>	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>19 268</u></b>	<b><u>25 976</u></b>	<b><u>17 158</u></b>

**EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE**

**FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	11 968	57 538	23 027
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	<u>70</u>	<u>806</u>	<u>938</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>12 038</u></b>	<b><u>58 344</u></b>	<b><u>23 965</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	370	473	387
Fonctionnement	217	387	276
Transfert	12 976	56 385	21 600
Créances douteuses et autres provisions			<u>(3)</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	<u>13 563</u>	<u>57 245</u>	<u>22 260</u>
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>13 563</u></b>	<b><u>57 245</u></b>	<b><u>22 260</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	<b>(1 525)</b>	<b>1 099</b>	<b>1 706</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b><u>2 019</u></b>	<b><u>3 193</u></b>	<b><u>1 487</u></b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>494</u></b>	<b><u>4 292</u></b>	<b><u>3 193</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>

**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

**FONDS POUR L'EXCELLENCE ET LA PERFORMANCE UNIVERSITAIRES  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	25 000	25 000	25 000
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
<b>Total des revenus</b>	<b>25 000</b>	<b>25 000</b>	<b>25 000</b>
<b>Dépenses</b>			
Transfert	25 000	25 000	25 000
Total des dépenses excluant le service de la dette	25 000	25 000	25 000
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>25 000</b>	<b>25 000</b>	<b>25 000</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS

FONDS BLEU

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	47 000	30 164	
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Droits, permis et redevances		8 316	
Revenus divers	<u>3 000</u>	<u>15 164</u>	
<b>Total des revenus</b>	<b><u>50 000</u></b>	<b><u>53 644</u></b>	<b><u>-</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	11 248	4 050	
Fonctionnement	20 491	4 042	
Transfert	18 261	7 216	
Créances douteuses et autres provisions		<u>3</u>	
Total des dépenses excluant le service de la dette	50 000	15 312	-
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>50 000</u></b>	<b><u>15 312</u></b>	<b><u>-</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	<b>-</b>	<b>38 332</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>38 332</u></b>	<b><u>-</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>

Note :

Le 1er juillet 2023, en vertu de l'article 15.4.44 de la Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (RLRQ, chapitre M-30.001), est institué le Fonds bleu.

ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS

FONDS D'ÉLECTRIFICATION ET DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	126 000		
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec		1 386	
Droits, permis et redevances	1 352 536	1 549 254	1 267 035
Revenus divers	103 579	98 388	64 557
Transferts du gouvernement fédéral	<u>25 302</u>	<u>859</u>	<u>24 893</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>1 607 416</u></b>	<b><u>1 649 887</u></b>	<b><u>1 356 485</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	27 012	26 077	22 358
Fonctionnement	38 333	24 087	22 317
Transfert	1 540 233	1 678 686	1 175 214
Créances douteuses et autres provisions		<u>1 474</u>	<u>1 223</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	1 605 577	1 730 324	1 221 112
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>1 605 577</u></b>	<b><u>1 730 324</u></b>	<b><u>1 221 112</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	1 839	(80 437)	135 373
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<u>1 552 105</u>	<u>1 721 473</u>	<u>1 586 100</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>1 553 944</u></b>	<b><u>1 641 036</u></b>	<b><u>1 721 473</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles	1 200	1 603	432
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	<u>1 200</u>	<u>1 603</u>	<u>432</u>
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>1 200</u></b>	<b><u>1 603</u></b>	<b><u>432</u></b>

**ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS**

**FONDS D'ÉLECTRIFICATION ET DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Dépenses par portefeuille ministériel</b>			
Affaires municipales et Habitation	2 404	128 021	2 673
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	5 704	5 760	6 306
Économie, Innovation et Énergie	1 292	199 443	39 758
Éducation	10 837	7 871	13 897
Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs	1 083 894	957 837	192 864
Forêts, Faune et Parcs			13 939
Relations internationales et Francophonie		10 149	16 945
Ressources naturelles et Forêts	69 294	8 409	423 372
Santé et Services sociaux	5 439	10 891	1 833
Sécurité publique	8 250	47 659	53 350
Tourisme	87		
Transports et Mobilité durable	<u>418 377</u>	<u>354 283</u>	<u>456 174</u>
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>1 605 577</u></b>	<b><u>1 730 324</u></b>	<b><u>1 221 112</u></b>

ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS

FONDS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DOMAINE HYDRIQUE DE L'ÉTAT  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	18 900		
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec		4 415	587
Droits, permis et redevances	220 484	239 680	198 262
Revenus divers	35 584	62 477	34 420
Transferts du gouvernement fédéral	<u>19 791</u>	<u>11 675</u>	<u>16 169</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>294 758</u></b>	<b><u>318 247</u></b>	<b><u>249 437</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	34 969	44 355	38 654
Fonctionnement	23 647	35 684	18 151
Transfert	185 119	144 724	171 575
Créances douteuses et autres provisions	<u>279</u>	<u>789</u>	<u>774</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	244 014	225 552	229 155
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>244 014</u></b>	<b><u>225 552</u></b>	<b><u>229 155</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	50 744	92 695	20 283
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	558 990	516 788	512 699
<b>Redressements des années antérieures</b>			
Revenus			(3 445)
Dépenses			<u>(12 749)</u>
<b>Total des redressements des années antérieures</b>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>(16 194)</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début redressé</b>	<u>558 990</u>	<u>516 788</u>	<u>496 505</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>609 734</u></b>	<b><u>609 483</u></b>	<b><u>516 788</u></b>

ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS

FONDS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DOMAINE HYDRIQUE DE L'ÉTAT  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles	250	112	13
Ressources informationnelles		<u>664</u>	
Total des immobilisations	250	776	13
Prêts, placements, avances et autres coûts			<u>2 432</u>
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>250</u></b>	<b><u>776</u></b>	<b><u>2 445</u></b>

ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS

FONDS DE TRANSITION, D'INNOVATION ET D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUES  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	20 525		23 428
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	35 714	6 486	9
Droits, permis et redevances	85 200	86 139	83 099
Revenus divers	63	6 781	646
Transferts du gouvernement fédéral	<u>133 221</u>	<u>73 056</u>	<u>77 050</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>274 724</u></b>	<b><u>172 462</u></b>	<b><u>184 232</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	7 232	5 049	8 155
Fonctionnement	60 436	61 204	45 732
Transfert	220 784	79 306	81 386
Créances douteuses et autres provisions		<u>1 436</u>	<u>1 704</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	288 453	146 995	136 977
Service de la dette			<u>26</u>
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>288 453</u></b>	<b><u>146 995</u></b>	<b><u>137 003</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	(13 729)	25 467	47 229
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<u>59 878</u>	<u>58 364</u>	<u>11 135</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>46 149</u></b>	<b><u>83 832</u></b>	<b><u>58 364</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles	4		
Ressources informationnelles	<u>187</u>		<u>36</u>
Total des immobilisations	191	-	36
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>191</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>36</u></b>

ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2024	RÉELS 2023
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable			307 978
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			1 185
Droits, permis et redevances			278 918
Revenus divers	117	9	12 898
Transferts du gouvernement fédéral			4 258
<b>Total des revenus</b>	<b>117</b>	<b>9</b>	<b>605 237</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération			71 948
Fonctionnement	80		363 574
Transfert			181 436
Créances douteuses et autres provisions			(288)
Total des dépenses excluant le service de la dette	80	-	616 670
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>80</b>	<b>-</b>	<b>616 670</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	<b>37</b>	<b>9</b>	<b>(11 433)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b>13</b>	<b>13<sup>(1)</sup></b>	<b>102 215</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b>51</b>	<b>22</b>	<b>90 782</b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			16 912
Ressources informationnelles			1 210
Total des immobilisations	-	-	18 123
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>18 123</b>

Note :

Le Fonds des ressources naturelles, institué en vertu de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets. Les informations financières du volet Gestion des énergies fossiles sont présentées dans le portefeuille Économie, Innovation et Énergie. Celles du volet Conservation et mise en valeur de la faune font partie du portefeuille Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs. Quant aux informations financières de tous les autres volets, elles sont cumulées et présentées dans le portefeuille Ressources naturelles et Forêts. Il est à noter que plusieurs transferts de responsabilités ont eu lieu, ce qui a mené à des changements dans la présentation des volets par rapport à l'année financière 2022-2023.

(1) Le surplus cumulé lié aux activités au début a été diminué de 90 769 milliers de dollars pour tenir compte du transfert de responsabilité, cette année, du volet aménagement durable du territoire forestier, qui était auparavant présenté dans le portefeuille Forêts, de la Faune et des Parcs.

FAMILLE

FONDS DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	3 349 715	3 947 333	3 194 182
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers		2 660	514
<b>Total des revenus</b>	<b><u>3 349 715</u></b>	<b><u>3 949 993</u></b>	<b><u>3 194 696</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Transfert	3 349 706	3 949 894	3 194 697
Créances douteuses et autres provisions	9	98	(1)
Total des dépenses excluant le service de la dette	3 349 715	3 949 993	3 194 696
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>3 349 715</u></b>	<b><u>3 949 993</u></b>	<b><u>3 194 696</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>

## FINANCES

### FONDS DE FINANCEMENT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Revenus divers	2 746 329	2 798 711	2 461 499
<b>Total des revenus</b>	<b>2 746 329</b>	<b>2 798 711</b>	<b>2 461 499</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	1 711	2 138	1 580
Fonctionnement	1 334	466	1 023
Total des dépenses excluant le service de la dette	3 045	2 605	2 604
Service de la dette	2 700 094	2 751 017	2 408 093
<b>Total des dépenses</b>	<b>2 703 139</b>	<b>2 753 622</b>	<b>2 410 697</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	<b>43 190</b>	<b>45 090</b>	<b>50 803</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b>712 318</b>	<b>729 379</b>	<b>678 576</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b>755 508</b>	<b>774 469</b>	<b>729 379</b>
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	(39 176)	(123 972)	(16 474)
<b>Surplus (déficit) cumulé à la fin</b>	<b>716 332</b>	<b>650 496</b>	<b>712 904</b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	10 229 713	8 689 884	12 762 505
<b>Total des investissements</b>	<b>10 229 713</b>	<b>8 689 884</b>	<b>12 762 505</b>

## FINANCES

### FONDS DE L'AIDE FINANCIÈRE À L'INVESTISSEMENT ET DES CONTRATS SPÉCIAUX RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	231 000	227 907	217 934
<b>Total des revenus</b>	<b>231 000</b>	<b>227 907</b>	<b>217 934</b>
<b>Dépenses</b>			
Transfert	231 000	227 907	217 934
Total des dépenses excluant le service de la dette	231 000	227 907	217 934
Service de la dette	-	-	-
<b>Total des dépenses</b>	<b>231 000</b>	<b>227 907</b>	<b>217 934</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	-	-	-
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## FINANCES

### FONDS DE LUTTE CONTRE LES DÉPENDANCES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Taxes à la consommation	86 574	88 579	76 806
Revenus divers	2 520	6 954	2 661
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>124 081</u>	<u>136 116</u>	<u>126 942</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>213 175</u></b>	<b><u>231 649</u></b>	<b><u>206 409</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Fonctionnement	28 160	20 395	16 651
Transfert	<u>184 898</u>	<u>180 025</u>	<u>150 241</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	213 057	200 420	166 893
Service de la dette	<u>          </u>	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>213 057</u></b>	<b><u>200 420</u></b>	<b><u>166 893</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	118	31 229	39 517
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<u>107 032</u>	<u>146 431</u>	<u>106 914</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>107 150</u></b>	<b><u>177 660</u></b>	<b><u>146 431</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>          </u>	<u>          </u>	<u>          </u>
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>

## FINANCES

### FONDS DES GÉNÉRATIONS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Taxes à la consommation			500 000
Droits, permis et redevances	934 000	815 638	1 465 872
Revenus divers	789 000	582 010	356 507
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	<u>650 000</u>	<u>650 000</u>	<u>759 000</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>2 373 000</u></b>	<b><u>2 047 648</u></b>	<b><u>3 081 380</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Dépenses			
Total des dépenses excluant le service de la dette	-	-	-
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	2 373 000	2 047 648	3 081 380
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	19 180 392	18 910 771	15 829 392
<b>Remboursement d'emprunts</b>	<u>(2 500 000)</u>	<u>(2 500 000)</u>	
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>19 053 392</u></b>	<b><u>18 458 420</u></b>	<b><u>18 910 771</u></b>
<b>Investissements</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>2 373 000</u> <sup>(1)</sup>	<u>2 083 150</u> <sup>(1)</sup>	<u>3 084 886</u> <sup>(1)</sup>
<b>Total des investissements</b>	<b><u>2 373 000</u></b>	<b><u>2 083 150</u></b>	<b><u>3 084 886</u></b>

(1) Ce montant correspond aux sommes investies auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec et en vertu de l'article 8 de la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations (RLRQ, chapitre R-2.2.0.1), les prévisions d'investissements du Fonds des générations n'ont pas à être approuvées par le Parlement.

**FINANCES**

**FONDS DU CENTRE FINANCIER DE MONTRÉAL  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	600	600	600
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Droits, permis et redevances	<u>1 353</u>	<u>1 407</u>	<u>1 417</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>1 953</u></b>	<b><u>2 007</u></b>	<b><u>2 017</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Transfert	<u>1 859</u>	<u>1 859</u>	<u>1 404</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	1 859	1 859	1 404
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>1 859</u></b>	<b><u>1 859</u></b>	<b><u>1 404</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	94	148	613
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<u>2 380</u>	<u>2 445</u>	<u>1 833</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>2 474</u></b>	<b><u>2 593</u></b>	<b><u>2 445</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## FINANCES

### FONDS DU PLAN NORD RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	18 000		
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	15 000		
Impôt sur le revenu et les biens	90 200	108 200	90 200
Revenus divers	1 722	23 849	19 869
<b>Total des revenus</b>	<b><u>124 922</u></b>	<b><u>132 049</u></b>	<b><u>110 069</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Fonctionnement	111	97	105
Transfert	146 184	86 294	98 525
Total des dépenses excluant le service de la dette	146 295	86 391	98 631
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>146 295</u></b>	<b><u>86 391</u></b>	<b><u>98 631</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	<b>(21 373)</b>	<b>45 659</b>	<b>11 438</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b><u>86 964</u></b>	<b><u>104 975</u></b>	<b><u>93 537</u></b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u><u>65 592</u></u></b>	<b><u><u>150 634</u></u></b>	<b><u><u>104 975</u></u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u><u>-</u></u></b>	<b><u><u>-</u></u></b>	<b><u><u>-</u></u></b>

## FINANCES

### FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable			30
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	3 090		3 677
Droits, permis et redevances	3	5	3
Revenus divers	<u>250</u>	<u>3 400</u>	<u>198</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>3 342</u></b>	<b><u>3 405</u></b>	<b><u>3 908</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	2 812	2 834	2 646
Fonctionnement	<u>967</u>	<u>866</u>	<u>832</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	3 779	3 700	3 478
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>3 779</u></b>	<b><u>3 700</u></b>	<b><u>3 478</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	(437)	(296)	430
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<u>5 179</u>	<u>5 158</u>	<u>4 728</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>4 743</u></b>	<b><u>4 862</u></b>	<b><u>5 158</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles	8		2
Ressources informationnelles	<u>35</u>	<u>6</u>	<u>39</u>
Total des immobilisations	43	6	41
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>11 099</u>		
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>11 142</u></b>	<b><u>6</u></b>	<b><u>41</u></b>

## FINANCES

### FONDS RELATIF À L'ADMINISTRATION FISCALE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Impôt sur le revenu et les biens	1 174 243	1 249 301	1 131 861
Revenus divers			26
<b>Total des revenus</b>	<b>1 174 243</b>	<b>1 249 301</b>	<b>1 131 887</b>
<b>Dépenses</b>			
Fonctionnement	1 174 243	1 249 301	1 131 887
Total des dépenses excluant le service de la dette	1 174 243	1 249 301	1 131 887
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>1 174 243</b>	<b>1 249 301</b>	<b>1 131 887</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

JUSTICE

FONDS ACCÈS JUSTICE  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	7 106	5 219	8 801
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	14 937	15 661	15 761
Transferts du gouvernement fédéral	<u>2 605</u>	<u>2 525</u>	<u>2 714</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>24 649</u></b>	<b><u>23 404</u></b>	<b><u>27 275</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	2 384	2 979	1 882
Fonctionnement	16 690	14 329	13 004
Transfert	12 981	9 700	9 312
Créances douteuses et autres provisions	<u>100</u>	<u>123</u>	<u>113</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	32 155	27 131	24 311
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>32 155</u></b>	<b><u>27 131</u></b>	<b><u>24 311</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	(7 506)	(3 728)	2 964
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<u>13 685</u>	<u>17 152</u>	<u>14 188</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>6 178</u></b>	<b><u>13 425</u></b>	<b><u>17 152</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>

JUSTICE

FONDS AFFECTÉ À L'AIDE DES PERSONNES VICTIMES D'INFRACTIONS CRIMINELLES  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	8 380	13 395	11 708
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	21 904	23 070	16 459
Transferts du gouvernement fédéral	<u>750</u>	<u>3 760</u>	<u>774</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>31 034</u></b>	<b><u>40 225</u></b>	<b><u>28 940</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	2 505	2 783	2 616
Fonctionnement	631	717	628
Transfert	46 473	48 224	41 518
Créances douteuses et autres provisions	<u>1 000</u>	<u>624</u>	<u>(3 778)</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	50 608	52 347	40 984
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>50 608</u></b>	<b><u>52 347</u></b>	<b><u>40 984</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	(19 574)	(12 122)	(12 044)
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<u>9 574</u>	<u>18 795</u>	<u>30 838</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>(10 000)</u></b>	<b><u>6 672</u></b>	<b><u>18 795</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>

JUSTICE

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Revenus divers	40 200	44 804	42 431
<b>Total des revenus</b>	<b>40 200</b>	<b>44 804</b>	<b>42 431</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	29 156	28 454	27 089
Fonctionnement	17 150	18 995	16 941
Total des dépenses excluant le service de la dette	46 305	47 450	44 030
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>46 305</b>	<b>47 450</b>	<b>44 030</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	<b>(6 105)</b>	<b>(2 645)</b>	<b>(1 600)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b>121 945</b>	<b>122 710</b>	<b>124 310</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b>115 839</b>	<b>120 065</b>	<b>122 710</b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles	2 895	1 832	1 026
Total des immobilisations	2 895	1 832	1 026
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b>2 895</b>	<b>1 832</b>	<b>1 026</b>

JUSTICE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	22 683	12 356	22 219
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	9 688		10 741
Revenus divers	<u>22 393</u>	<u>45 085</u>	<u>24 378</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>54 764</u></b>	<b><u>57 441</u></b>	<b><u>57 338</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	40 306	40 433	36 960
Fonctionnement	<u>13 762</u>	<u>12 312</u>	<u>10 385</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	54 067	52 745	47 345
Service de la dette	<u>22</u>	<u>3</u>	<u>5</u>
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>54 089</u></b>	<b><u>52 748</u></b>	<b><u>47 350</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	675	4 693	9 988
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<u>23 198</u>	<u>33 579</u>	<u>23 591</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>23 873</u></b>	<b><u>38 271</u></b>	<b><u>33 579</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles	1 075	738	109
Ressources informationnelles	<u>469</u>	<u>505</u>	<u>1 270</u>
Total des immobilisations	1 544	1 243	1 378
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>1 544</u></b>	<b><u>1 243</u></b>	<b><u>1 378</u></b>

JUSTICE

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Revenus divers	45	510	167
<b>Total des revenus</b>	<b>45</b>	<b>510</b>	<b>167</b>
<b>Dépenses</b>			
Fonctionnement	6	9 379	
Total des dépenses excluant le service de la dette	6	9 379	-
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>6</b>	<b>9 379</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	<b>38</b>	<b>(8 869)</b>	<b>167</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b>8 746</b>	<b>8 869</b>	<b>8 702</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b>8 784</b>	<b>-</b>	<b>8 869</b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Note :

En vertu du décret 104-2024, la date de cessation d'effet des dispositions du chapitre V de la Loi visant principalement la récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manoeuvres dolosives dans le cadre de contrats publics (RLRQ, chapitre R-2.2.0.0.3) a été fixée au 31 mars 2024.

**RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS**

**FONDS DES RESSOURCES NATURELLES  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS<sup>(3)</sup> 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	298 524	410 571	95 647
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Droits, permis et redevances	354 366	350 301	41 593
Revenus divers	18 262	40 676	6 212
Transferts du gouvernement fédéral	<u>2 627</u>	<u>4 473</u>	
<b>Total des revenus</b>	<b><u>673 779</u></b>	<b><u>806 020</u></b>	<b><u>143 452</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	86 492	95 929	16 513
Fonctionnement	404 475	436 338	15 267
Transfert	210 643	288 394	98 687
Créances douteuses et autres provisions		<u>79</u>	<u>58</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	701 609	820 739	130 525
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>701 609</u></b>	<b><u>820 739</u></b>	<b><u>130 525</u></b>
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations		<u>(608)</u>	<u>(1 313)</u>
<b>Total des dépenses à approuver</b>	<b><u>701 609</u></b>	<b><u>820 132</u></b> <sup>(1)</sup>	<b><u>129 213</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	<b>(27 831)</b>	<b>(14 719)</b>	<b>12 927</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b>129 367</b>	<b>162 383</b> <sup>(2)</sup>	<b>79 126</b>
<b>Redressements des années antérieures</b>			
Revenus			
Dépenses		<u>(13 012)</u> <sup>(3)</sup>	<u>(11 699)</u>
<b>Total des redressements des années antérieures</b>	<b>-</b>	<b><u>(13 012)</u></b>	<b><u>(11 699)</u></b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début redressé</b>	<b><u>129 367</u></b>	<b><u>149 371</u></b>	<b><u>67 428</u></b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>101 536</u></b>	<b><u>134 652</u></b>	<b><u>80 354</u></b>

## RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS

### FONDS DES RESSOURCES NATURELLES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS<sup>(3)</sup> 2023</u>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles	20 728	18 874	785
Ressources informationnelles	<u>3 120</u>	<u>1 639</u>	<u>695</u>
Total des immobilisations	23 847	20 512	1 480
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>                    </u>	<u>19 553</u>	<u>19 037</u>
<b>Total des investissements</b>	<u>23 847</u>	<u>40 065</u>	<u>20 516</u>
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	<u>                    </u>	<u>(19 553)</u>	<u>(19 037)</u>
<b>Total des investissements à approuver</b>	<u><u>23 847</u></u>	<u><u>20 512</u></u>	<u><u>1 480</u></u>

Note :

Le Fonds des ressources naturelles, institué en vertu de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets. Les informations financières du volet Gestion des énergies fossiles sont présentées dans le portefeuille Économie, Innovation et Énergie. Celles du volet Conservation et mise en valeur de la faune font partie du portefeuille Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs. Quant aux informations financières de tous les autres volets, elles sont cumulées et présentées dans le portefeuille Ressources naturelles et Forêts. Il est à noter que plusieurs transferts de responsabilités ont eu lieu, ce qui a mené à des changements dans la présentation des volets par rapport à l'année financière 2022-2023.

- (1) Ce montant ne tient pas compte d'une diminution de 6 692 milliers de dollars. Cette somme correspond à la disponibilité budgétaire des autres volets du fonds présentés dans les portefeuilles des ministères de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie et de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
- (2) Le surplus cumulé lié aux activités au début a été augmenté de 69 017 milliers de dollars pour tenir compte de deux transferts de responsabilité ayant eu lieu cette année : celui du volet aménagement durable du territoire forestier, qui était auparavant présenté dans le portefeuille Forêts, de la Faune et des Parcs, et celui du volet gestion des énergies fossiles, qui est transféré vers le portefeuille Énergie, Innovation et Économie.
- (3) Un redressement est effectué en 2023-2024 à la suite de l'application de la norme comptable sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les données de l'année financière 2022-2023 ont été retraitées pour tenir compte de ce redressement.

**RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS**
**FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

 Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS<sup>(1)</sup> 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Droits, permis et redevances		171	190
Revenus divers	186 610	179 281	198 006
<b>Total des revenus</b>	<b>186 610</b>	<b>179 451</b>	<b>198 196</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	57 066	53 198	49 623
Fonctionnement	117 951	100 959	83 411
Transfert	6 000	2 145	1 276
Créances douteuses et autres provisions		(15)	76
Total des dépenses excluant le service de la dette	181 018	156 287	134 386
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>181 018</b>	<b>156 287</b>	<b>134 386</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	<b>5 592</b>	<b>23 165</b>	<b>63 809</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b>811 868</b>	<b>825 347</b>	<b>761 150</b>
<b>Redressements des années antérieures</b>			
Revenus		(6 952) <sup>(1)</sup>	(6 564)
Dépenses			
<b>Total des redressements des années antérieures</b>	<b>-</b>	<b>(6 952)</b>	<b>(6 564)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début redressé</b>	<b>811 868</b>	<b>818 395</b>	<b>754 586</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b>817 461</b>	<b>841 560</b>	<b>818 395</b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles	866	404	900
Ressources informationnelles	3 298	4 209	4 134
Total des immobilisations	4 164	4 613	5 034
Prêts, placements, avances et autres coûts	32 806		
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b>36 970</b>	<b>4 613</b>	<b>5 034</b>

(1) Un redressement est effectué en 2023-2024 à la suite de l'application de la norme comptable sur les revenus. Les données de l'année financière 2022-2023 ont été retraitées pour tenir compte de ce redressement.

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

**FONDS DE PRÉVENTION ET DE RECHERCHE EN MATIÈRE DE CANNABIS  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	90 590	95 250	88 650
Revenus divers	<u>1 160</u>	<u>5 431</u>	<u>3 215</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>91 750</u></b>	<b><u>100 681</u></b>	<b><u>91 866</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	3 935	1 723	1 399
Fonctionnement	7 161	16 103	101
Transfert	<u>107 576</u>	<u>75 526</u>	<u>108 966</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	118 671	93 352	110 467
Service de la dette	<u>                    </u>	<u>                    </u>	<u>                    </u>
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>118 671</u></b>	<b><u>93 352</u></b>	<b><u>110 467</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	(26 921)	7 330	(18 601)
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<u>27 133</u>	<u>65 261</u>	<u>83 862</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>212</u></b>	<b><u>72 590</u></b>	<b><u>65 261</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles			
Total des immobilisations	-	-	-
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>                    </u>	<u>                    </u>	<u>                    </u>
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

**FONDS DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	467 444	496 102	472 099
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	77 202	61 341	65 952
Transferts du gouvernement fédéral	<u>5 367</u>	<u>8 285</u>	<u>5 345</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>550 013</u></b>	<b><u>565 728</u></b>	<b><u>543 395</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	39 136	46 505	37 241
Fonctionnement	327 204	310 008	240 314
Transfert	<u>191 687</u>	<u>188 814</u>	<u>196 803</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	558 027	545 327	474 358
Service de la dette	<u>208</u>	<u>4 023</u>	<u>1 769</u>
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>558 235</u></b>	<b><u>549 350</u></b>	<b><u>476 127</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	(8 223)	16 378	67 268
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<u>19 224</u>	<u>84 199</u>	<u>16 931</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>11 001</u></b>	<b><u>100 578</u></b>	<b><u>84 199</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles			
Ressources informationnelles	<u>145 844</u>	<u>147 790</u>	<u>66 536</u>
Total des immobilisations	145 844	147 790	66 536
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>145 844</u></b>	<b><u>147 790</u></b>	<b><u>66 536</u></b>

**SÉCURITÉ PUBLIQUE**

**FONDS DES SERVICES DE POLICE  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	355 728	410 143	342 775
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			
Revenus divers	<u>406 883</u>	<u>408 984</u>	<u>385 399</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>762 611</u></b>	<b><u>819 127</u></b>	<b><u>728 174</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	588 707	646 306	574 846
Fonctionnement	<u>173 654</u>	<u>172 547</u>	<u>153 132</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	762 361	818 853	727 977
Service de la dette	<u>250</u>	<u>274</u>	<u>197</u>
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>762 611</u></b>	<b><u>819 127</u></b>	<b><u>728 174</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>	<b><u>-</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles	17 000	14 998	11 843
Ressources informationnelles	<u>4 676</u>	<u>4 575</u>	<u>3 530</u>
Total des immobilisations	21 676	19 573	15 373
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>21 676</u></b>	<b><u>19 573</u></b>	<b><u>15 373</u></b>

**TOURISME**

**FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	222 229	168 924	194 813
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec			7 500
Taxes à la consommation	132 453	154 626	148 539
Droits, permis et redevances		3 051	
Revenus divers	<u>4 226</u>	<u>11 441</u>	<u>8 587</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>358 908</u></b>	<b><u>338 042</u></b>	<b><u>359 439</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	22 477	22 117	20 089
Fonctionnement	13 293	14 045	11 286
Transfert	323 031	296 169	325 115
Créances douteuses et autres provisions	<u>30</u>	<u>7</u>	<u>647</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	358 831	332 338	357 137
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>358 831</u></b>	<b><u>332 338</u></b>	<b><u>357 137</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	77	5 704	2 302
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<u>9 356</u>	<u>11 400</u>	<u>9 098</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>9 434</u></b>	<b><u>17 104</u></b>	<b><u>11 400</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles		1	
Ressources informationnelles	<u>73</u>	<u>78</u>	<u>73</u>
Total des immobilisations	73	80	73
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>1 089</u>	<u>500</u>	<u>500</u>
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>1 162</u></b>	<b><u>580</u></b>	<b><u>573</u></b>

TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE

FONDS AÉRIEN

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Revenus divers	104 607	102 972	88 836
<b>Total des revenus</b>	<b><u>104 607</u></b>	<b><u>102 972</u></b>	<b><u>88 836</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	27 640	29 741	26 728
Fonctionnement	73 900	71 127	59 300
Total des dépenses excluant le service de la dette	101 541	100 868	86 027
Service de la dette	786	679	811
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>102 327</u></b>	<b><u>101 548</u></b>	<b><u>86 839</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	<b>2 280</b>	<b>1 425</b>	<b>1 997</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b><u>64 866</u></b>	<b><u>65 008</u></b>	<b><u>63 011</u></b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u><u>67 146</u></u></b>	<b><u><u>66 433</u></u></b>	<b><u><u>65 008</u></u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles	9 612	946	919
Ressources informationnelles	136	700	473
Total des immobilisations	9 748	1 646	1 393
Prêts, placements, avances et autres coûts		6 160	
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u><u>9 748</u></u></b>	<b><u><u>7 806</u></u></b>	<b><u><u>1 393</u></u></b>

TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE

FONDS DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	1 448	1 893	995
Revenus divers	<u>162 597</u>	<u>156 855</u>	<u>149 548</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>164 045</u></b>	<b><u>158 748</u></b>	<b><u>150 543</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	37 931	36 695	34 284
Fonctionnement	<u>116 643</u>	<u>115 416</u>	<u>109 049</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	154 574	152 111	143 333
Service de la dette	<u>7 671</u>	<u>8 608</u>	<u>5 778</u>
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>162 245</u></b>	<b><u>160 720</u></b>	<b><u>149 111</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	1 800	(1 972)	1 433
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<u>28 718</u>	<u>28 799</u>	<u>27 367</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>30 518</u></b>	<b><u>26 828</u></b>	<b><u>28 799</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles	52 654	85 358	44 455
Ressources informationnelles	<u>953</u>	<u>89</u>	<u>428</u>
Total des immobilisations	53 607	85 448	44 883
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>          </u>	<u>12 237</u>	<u>          </u>
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>53 607</u></b>	<b><u>97 685</u></b>	<b><u>44 883</u></b>

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE**

**FONDS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS<sup>(1)</sup> 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Revenus divers	62 188	76 024	56 866
<b>Total des revenus</b>	<b>62 188</b>	<b>76 024</b>	<b>56 866</b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	16 015	14 512	13 160
Fonctionnement	21 163	19 533	16 797
Transfert	39 073	30 355	8 202
Créances douteuses et autres provisions	3 109	563	
Total des dépenses excluant le service de la dette	79 360	64 965	38 159
Service de la dette			
<b>Total des dépenses</b>	<b>79 360</b>	<b>64 965</b>	<b>38 159</b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	<b>(17 172)</b>	<b>11 059</b>	<b>18 707</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b>97 279</b>	<b>96 143</b>	<b>77 442</b>
<b>Redressements des années antérieures</b>			
Revenus		(7 850) <sup>(1)</sup>	(7 856)
Dépenses			
<b>Total des redressements des années antérieures</b>	<b>-</b>	<b>(7 850)</b>	<b>(7 856)</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début redressé</b>	<b>97 279</b>	<b>88 293</b>	<b>69 586</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b>80 106</b>	<b>99 352</b>	<b>88 293</b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles	1 423	221	495
Ressources informationnelles		185	131
Total des immobilisations	1 423	406	626
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b>1 423</b>	<b>406</b>	<b>626</b>

(1) Un redressement est effectué en 2023-2024 à la suite de l'application de la norme comptable sur les revenus. Les données de l'année financière 2022-2023 ont été retraitées pour tenir compte de ce redressement.

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE**

**FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS<sup>(1)(2)</sup> 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	1 382 369	1 546 812	1 904 312
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	393 249	411 446	490 902
Taxes à la consommation	2 067 000	2 137 649	2 141 638
Droits, permis et redevances	1 367 936	1 402 321	1 341 076
Revenus divers	254 519	193 645	200 022
Transferts du gouvernement fédéral	<u>400 735</u>	<u>191 066</u>	<u>102 772</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>5 865 807</u></b>	<b><u>5 882 939</u></b>	<b><u>6 180 722</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	323 383	359 163	319 525
Fonctionnement	2 098 982	2 308 133	2 036 945
Transfert	2 738 553	2 348 932	2 543 810
Créances douteuses et autres provisions	<u>8 736</u>	<u>8 797</u>	<u>8 836</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	5 169 654	5 025 025	4 909 116
Service de la dette	<u>871 858</u>	<u>927 588</u>	<u>844 227</u>
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>6 041 512</u></b>	<b><u>5 952 613</u></b>	<b><u>5 753 343</u></b>
Contribution des automobilistes au transport en commun	(92 849)	(85 079)	(87 263)
Variation à la baisse des créditeurs et frais à payer	<u>                    </u>	<u>168 214</u>	<u>                    </u>
<b>Total des dépenses à approuver</b>	<b><u>5 948 663</u></b>	<b><u>6 035 748</u></b>	<b><u>5 666 081</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	<b>(175 704)</b>	<b>(69 673)</b>	<b>427 379</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<b>1 322 691</b>	<b>1 528 768</b>	<b>1 304 951</b>
<b>Redressements des années antérieures</b>			
Revenus	<u>                    </u>	748 192 <sup>(1)</sup>	720 735
Dépenses	<u>                    </u>	(125 473) <sup>(2)</sup>	(301 578)
<b>Total des redressements des années antérieures</b>	<b><u>                    </u></b>	<b><u>622 719</u></b>	<b><u>419 157</u></b>
<b>Surplus (déficit) cumulé au début redressé</b>	<b><u>1 322 691</u></b>	<b><u>2 151 487</u></b>	<b><u>1 724 108</u></b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>1 146 987</u></b>	<b><u>2 081 813</u></b>	<b><u>2 151 487</u></b>

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE**

**FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS<sup>(1)(2)</sup> 2023</u>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles	3 119 116	3 591 681	2 700 481
Ressources informationnelles	<u>22 461</u>	<u>23 178</u>	<u>19 877</u>
Total des immobilisations	3 141 576	3 614 859	2 720 358
Prêts, placements, avances et autres coûts	<u>                    </u>	<u>125 473</u>	<u>267 372</u>
<b>Total des investissements</b>	<u>3 141 576</u>	<u>3 740 332</u>	<u>2 987 730</u>
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	<u>                    </u>	<u>                    </u>	<u>(187 371)</u>
<b>Total des investissements à approuver</b>	<u><u>3 141 576</u></u>	<u><u>3 740 332</u></u>	<u><u>2 800 360</u></u>

(1) Dans cette somme, 686 027 milliers de dollars sont liés au redressement effectué en 2023-2024 à la suite de l'application de la norme comptable sur les revenus. Les données de l'année financière 2022-2023 ont été retraitées pour tenir compte de ce redressement.

(2) Un redressement est effectué en 2023-2024 à la suite de l'application de la norme sur les partenariats public-privés. Les données de l'année financière 2022-2023 ont été retraitées pour tenir compte de ce redressement.

TRAVAIL

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL  
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2024</u>	<u>RÉELS 2023</u>
<b>Revenus</b>			
Transferts provenant du ministère responsable	5 801	5 767	5 531
Transferts provenant des autres entités du périmètre comptable du gouvernement du Québec	34		34
Revenus divers	<u>92 134</u>	<u>86 077</u>	<u>77 897</u>
<b>Total des revenus</b>	<b><u>97 968</u></b>	<b><u>91 844</u></b>	<b><u>83 461</u></b>
<b>Dépenses</b>			
Rémunération	76 482	74 019	66 071
Fonctionnement	21 178	17 554	17 122
Créances douteuses et autres provisions		<u>1</u>	<u>2</u>
Total des dépenses excluant le service de la dette	97 660	91 574	83 195
Service de la dette	<u>308</u>	<u>270</u>	<u>267</u>
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>97 968</u></b>	<b><u>91 844</u></b>	<b><u>83 461</u></b>
<b>Surplus (déficit) de l'exercice lié aux activités</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début</b>	<u>11 488</u>	<u>11 488</u>	<u>11 488</u>
<b>Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin</b>	<b><u>11 488</u></b>	<b><u>11 488</u></b>	<b><u>11 488</u></b>
<b>Investissements à approuver</b>			
Immobilisations :			
Autres qu'en ressources informationnelles	2 525	39	8 334
Ressources informationnelles	<u>1 000</u>	<u>1 084</u>	<u>671</u>
Total des immobilisations	3 525	1 123	9 005
Prêts, placements, avances et autres coûts			
<b>Total des investissements à approuver</b>	<b><u>3 525</u></b>	<b><u>1 123</u></b>	<b><u>9 005</u></b>

## **4. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX**

## SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2024  
(en milliers de dollars)

<b>FONDS SPÉCIAUX</b>	<b>Revenus</b> -	<b>Dépenses</b> =
<b>AFFAIRES MUNICIPALES ET HABITATION</b>		
1 Fonds régions et ruralité	269 417	266 844
<b>CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE</b>		
2 Fonds de la région de la Capitale-Nationale	27 500	27 500
<b>CULTURE ET COMMUNICATIONS</b>		
3 Fonds Avenir Mécénat Culture	5 284	5 103
4 Fonds du patrimoine culturel québécois	28 359	20 210
<b>CYBERSÉCURITÉ ET NUMÉRIQUE</b>		
5 Fonds de la cybersécurité et du numérique	577 636	607 550
<b>ÉCONOMIE, INNOVATION ET ÉNERGIE</b>		
6 Capital ressources naturelles et énergie	8 788	8 788
7 Fonds des ressources naturelles	2 434	8 496
8 Fonds du développement économique	934 908	934 908
9 Fonds pour la croissance des entreprises québécoises	110	110
<b>ÉDUCATION</b>		
10 Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	160 119	171 381
<b>EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE</b>		
11 Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	55 943	51 859
12 Fonds de développement du marché du travail	1 378 363	1 280 181
13 Fonds des biens et des services	192 670	203 121
14 Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	12 920	12 920
15 Fonds québécois d'initiatives sociales	58 344	57 245
<b>ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</b>		
16 Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	25 000	25 000
<b>ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, FAUNE ET PARCS</b>		
17 Fonds bleu	53 644	15 312
18 Fonds d'électrification et de changements climatiques	1 649 887	1 730 324
19 Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	318 247	225 552
20 Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	172 462	146 995
21 Fonds des ressources naturelles	9	
<b>FAMILLE</b>		
22 Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	3 949 993	3 949 993
<b>FINANCES</b>		
23 Fonds de financement	2 798 711	2 753 622
24 Fonds de l'aide financière à l'investissement et des contrats spéciaux	227 907	227 907
25 Fonds de lutte contre les dépendances	231 649	200 420
26 Fonds des générations	2 047 648	
27 Fonds du Centre financier de Montréal	2 007	1 859
28 Fonds du Plan Nord	132 049	86 391
29 Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	3 405	3 700
30 Fonds relatif à l'administration fiscale	1 249 301	1 249 301

Surplus (déficit) de l'exercice	ACTIFS		PASSIFS			Solde du fonds	
	Avances au fonds général +	Autres actifs -	Emprunts au Fonds de financement et avances du fonds général -	Autres passifs =			
2 573	229 223			119 649		109 574	1
							2
181	5 380			4 849		531	3
8 150	70 154	9 310		8 362		71 102	4
(29 914)		610 562	475 963	117 183		17 416	5
	581 380	451 294	1 000 000	1 733		30 941	6
(6 063)	24 840	75 275	10	84 417		15 689	7
		8 066 944	7 447 855	609 423		9 667	8
	136 180	346 079	500 000	127		(17 868)	9
(11 263)	257 610	320 508		333 728		244 390	10
4 084	16 174	1 044		2 496		14 722	11
98 182	287 087	27 713		73 915		240 884	12
(10 451)	48 752	45 596		24 533		69 815	13
	4 492	66 388	52 636	18 244			14
1 099	12 932	822		9 462		4 292	15
		25 000		25 000			16
38 332	33 567	10 708		5 943		38 332	17
(80 437)	814 265	1 260 621		433 850		1 641 036	18
92 695	476 135	453 376		320 028		609 483	19
25 467	62 916	135 340		114 424		83 832	20
9	1 856	3		1 837		22	21
		1 222 942	279 129	943 814			22
45 090	35	80 938 284	79 263 344	1 024 478		650 496	23
	227 907			227 907			24
31 229	131 845	91 119		45 304		177 660	25
2 047 648		18 458 420				18 458 420	26
148	2 593					2 593	27
45 659	207 287	323		56 976		150 634	28
(296)	5 663	496		1 297		4 862	29
		6 204	6 204				30

**SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX (suite)**

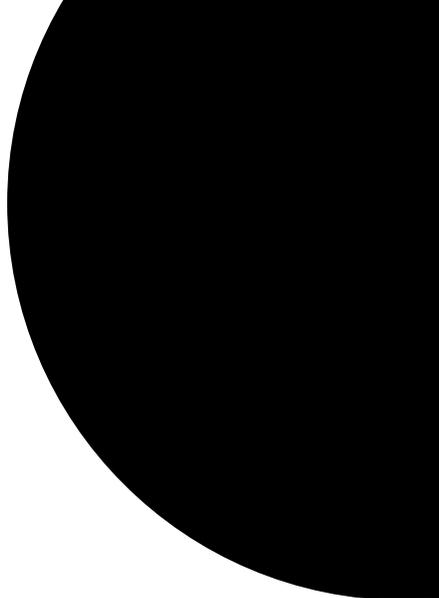
**Année financière terminée le 31 mars 2024**  
(en milliers de dollars)

<b>FONDS SPÉCIAUX</b>	<b>Revenus</b> -	<b>Dépenses</b> =
<b>JUSTICE</b>		
31 Fonds Accès Justice	23 404	27 131
32 Fonds affecté à l'aide des personnes victimes d'infractions criminelles	40 225	52 347
33 Fonds des registres du ministère de la Justice	44 804	47 450
34 Fonds du Tribunal administratif du Québec	57 441	52 748
35 Fonds relatif aux contrats publics	510	9 379
<b>RESSOURCES NATURELLES ET FORÊTS</b>		
36 Fonds des ressources naturelles	806 020	820 739
37 Fonds d'information sur le territoire	179 451	156 287
<b>SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</b>		
38 Fonds de prévention et de recherche en matière de cannabis	100 681	93 352
39 Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	565 728	549 350
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>		
40 Fonds des services de police	819 127	819 127
<b>TOURISME</b>		
41 Fonds de partenariat touristique	338 042	332 338
<b>TRANSPORTS ET MOBILITÉ DURABLE</b>		
42 Fonds aérien	102 972	101 548
43 Fonds de gestion de l'équipement roulant	158 748	160 720
44 Fonds de la sécurité routière	76 024	64 965
45 Fonds des réseaux de transport terrestre	5 882 939	5 952 613
<b>TRAVAIL</b>		
46 Fonds du Tribunal administratif du travail	91 844	91 844
	<b>25 862 677</b>	<b>23 604 528</b>

(1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs ayant eu lieu lors de la constitution du fonds spécial. Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2023-2024.

Surplus (déficit) de l'exercice	ACTIFS		PASSIFS			Solde du fonds
	Avances au fonds général +	Autres actifs -	Emprunts au Fonds de financement et avances du fonds général -	Autres passifs =		
(3 728)	19 189	4 436		10 200	<b>13 425</b>	31
(12 122)		13 826	3 745	3 409	<b>6 672</b>	32
(2 645)	149 164	5 719		34 818	<b>120 065</b>	33
4 693		52 108		13 837	<b>38 271</b>	34
(8 869)						35
(14 719)	277 540	165 800	18 206 <sup>(1)</sup>	290 483	<b>134 652</b>	36
23 165	629	879 063	448 <sup>(1)</sup>	37 684	<b>841 560</b>	37
7 330	103 794	1 390		32 593	<b>72 590</b>	38
16 378	232 546	551 873	156 397	527 444	<b>100 578</b>	39
	195	212 071	87 382 <sup>(1)</sup>	124 884		40
5 704	230 004	103 131	3 250	312 780	<b>17 104</b>	41
1 425	59 392	112 384	76 345 <sup>(1)</sup>	28 998	<b>66 433</b>	42
(1 972)	2 344	336 408	271 108	40 816	<b>26 828</b>	43
11 059	104 904	15 680		21 232	<b>99 352</b>	44
(69 673)	1 779 130	40 062 642	26 852 631	12 907 327	<b>2 081 813</b>	45
	18 708	44 719		51 940	<b>11 488</b>	46
<b>2 258 149</b>	<b>6 615 811</b>	<b>155 185 619</b>	<b>116 494 653</b>	<b>19 047 421</b>	<b>26 259 355</b>	





# **DESCRIPTIONS DES PROGRAMMES**



## Descriptions des programmes

### Affaires municipales et Habitation

- Programme 1 – Soutien aux activités ministérielles

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en œuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal, l'habitation ainsi que l'aménagement, le développement et l'occupation durables du territoire. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l'information et l'amortissement des systèmes informatiques.

- Programme 2 – Modernisation des infrastructures municipales

Ce programme permet de soutenir financièrement les municipalités pour maintenir, remplacer, améliorer ou construire des infrastructures de traitement d'eau potable et d'assainissement des eaux usées, des infrastructures collectives ou des infrastructures pour mitiger ou atténuer les impacts des changements climatiques, dont les inondations.

- Programme 3 – Compensations tenant lieu de taxes et soutien aux municipalités

Ce programme englobe des mesures du Partenariat 2020-2024 – Pour des municipalités et des régions encore plus fortes. En outre, il vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux de même que sur ceux des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

- Programme 4 – Développement des régions et des territoires

Ce programme permet de soutenir les organismes dans la réalisation de projets de développement alignés sur les priorités régionales ou qui contribuent à l'occupation et à la vitalité des territoires. Il offre également un soutien financier aux municipalités régionales de comté (MRC) dans l'exercice de leurs compétences pour favoriser le développement local et régional, incluant les efforts de vitalisation et de coopération intermunicipale. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement des régions et des territoires.

- Programme 5 – Promotion et développement de la région métropolitaine

Ce programme vise à susciter et à soutenir l'essor territorial, économique, culturel et social de la région métropolitaine de Montréal en assurant la cohérence des politiques et la coordination des actions gouvernementales sur ce territoire, en appuyant des initiatives et des projets structurants et en poursuivant des activités de concertation avec les principaux partenaires qui interviennent sur ce territoire.

- Programme 6 – Commission municipale du Québec

En vertu de ce programme, la Commission municipale du Québec exerce des compétences de nature juridictionnelle ou administrative. Dans le cadre de ses fonctions juridictionnelles, elle rend des décisions exécutoires, dont des décisions concernant des demandes d'exemption de taxes municipales, des manquements en éthique et en déontologie municipales ou encore en arbitrages municipaux. En matière de compétences administratives, la Commission exerce des fonctions exécutives de contrôle, de surveillance, d'administration ou de conseil, dont des audits dans des municipalités et organismes municipaux, des enquêtes administratives sur les divulgations visant des élus municipaux et des actes répréhensibles qui concernent les organismes municipaux, des administrations provisoires, des tutelles ou l'accompagnement d'une municipalité.

## Descriptions des programmes (suite)

### Affaires municipales et Habitation (suite)

- Programme 7 – Habitation

Ce programme vise à répondre aux besoins en habitation des citoyens du Québec par une approche intégrée et durable. Il appuie financièrement le développement d'une offre de logements à loyer modique et abordables, la rénovation et la qualité du parc résidentiel québécois ainsi que les initiatives publiques et privées favorisant l'instauration et la consolidation de milieux de vie de qualité sur l'ensemble du territoire québécois. Ce programme vise également à soutenir les activités du Tribunal administratif du logement. En tant que tribunal spécialisé exerçant sa compétence en matière de louage résidentiel, celui-ci a principalement pour mission de décider des demandes dont il est saisi, de favoriser la conciliation entre les locateurs et les locataires et de renseigner les citoyens quant aux droits et obligations résultant d'un bail de logement. Le Tribunal veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements.

### Agriculture, Pêcheries et Alimentation

- Programme 1 – Développement des entreprises bioalimentaires et qualité des aliments

Ce programme a pour objet le développement d'un secteur bioalimentaire prospère, durable et dynamique à l'écoute des consommateurs par le soutien aux entreprises de la production agricole, des pêches, de l'aquaculture, de la transformation et de la commercialisation des produits bioalimentaires. Il vise également à exercer une surveillance de toute la chaîne alimentaire aux fins de la protection de la santé publique, de même que de l'amélioration de la santé et du bien-être des animaux.

- Programme 2 – Organismes d'État

Ce programme vise à favoriser une gestion responsable des risques agricoles en offrant notamment une gamme d'outils financiers pour assurer la stabilité économique et financière des entreprises agricoles québécoises et faciliter l'établissement d'une relève en agriculture. Il a aussi pour objet d'appuyer la mise en marché efficace des produits agricoles, de la pêche et alimentaires, de former des personnes compétentes en agroalimentaire et de préserver la vocation agricole des sols arables. Le budget de dépenses de ce programme regroupe La Financière agricole du Québec, la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, l'Institut de technologie agroalimentaire du Québec et la Commission de protection du territoire agricole du Québec.

### Assemblée nationale

- Programme 1 – Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leurs rôles de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale. Il vise également les services reliés aux activités protocolaires et interparlementaires.

## Descriptions des programmes (suite)

### Assemblée nationale (suite)

- Programme 2 – Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires institutionnelles et Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles. Il vise également les services reliés à la sécurité des personnes et des biens, à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, aux communications ainsi qu'aux activités pédagogiques.

- Programme 3 – Services statutaires aux parlementaires

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leurs fonctions, tant à l'hôtel du Parlement à Québec que dans leur bureau de circonscription électorale.

### Conseil du trésor et Administration gouvernementale

- Programme 1 – Soutien au Conseil du trésor

Ce programme assure le financement de la prestation de services du personnel du Secrétariat du Conseil du trésor, laquelle a pour objet le soutien au Conseil du trésor, l'élaboration d'avis à l'intention du gouvernement et l'appui à la direction de l'administration gouvernementale en matière de gestion et d'utilisation des ressources financières, humaines et matérielles.

- Programme 2 – Soutien aux fonctions gouvernementales

Ce programme contribue au financement des obligations et des services nécessaires au fonctionnement de l'appareil gouvernemental.

- Programme 3 – Commission de la fonction publique

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission de la fonction publique afin de lui permettre de vérifier et d'enquêter en matière de gestion des ressources humaines, d'entendre les recours prévus par la Loi sur la fonction publique (RLRQ, chapitre F-3.1.1), de donner des avis, d'émettre des recommandations aux autorités compétentes et, si elle le juge utile, de faire rapport directement à l'Assemblée nationale.

- Programme 4 – Régimes de retraite et d'assurances

Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.

- Programme 5 – Fonds de suppléance

Ce programme vise notamment à couvrir les dépenses imprévues pouvant survenir dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux au cours de l'exercice financier ainsi qu'à certaines mesures qui sont annoncées dans le budget.

## Descriptions des programmes (suite)

### Conseil du trésor et Administration gouvernementale (suite)

- Programme 6 – Soutien aux infrastructures gouvernementales

Ce programme est responsable de la planification et du suivi des investissements publics en infrastructures. Il élabore l'encadrement (politiques, stratégies et directives) nécessaire afin d'assurer une gouvernance optimale des investissements et des projets d'infrastructures publiques et il voit à sa mise en œuvre dans l'application de la Loi sur les infrastructures publiques (RLRQ, chapitre I-8.3).

- Programme 7 – Promotion et développement de la Capitale-Nationale

Ce programme a pour objet le développement et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec à titre de capitale nationale, en contribuant à l'aménagement et à la mise en valeur de ses sites, de ses monuments et de ses activités et en agissant en complémentarité des milieux locaux et régionaux afin de soutenir leur développement économique, social, culturel et touristique.

### Conseil exécutif

- Programme 1 – Cabinet du lieutenant-gouverneur

Ce programme permet au lieutenant-gouverneur du Québec d'assumer les fonctions constitutionnelles (exécutive et législative), protocolaires et communautaires qui lui sont dévolues par la loi.

- Programme 2 – Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif

Ce programme assure le financement des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles requises pour assister le premier ministre, le Conseil exécutif et ses comités dans l'exercice de leurs fonctions.

- Programme 3 – Relations canadiennes

Ce programme vise à permettre la défense et la promotion des compétences et des intérêts du Québec dans ses relations avec les autres gouvernements au Canada.

- Programme 4 – Relations avec les Premières Nations et les Inuit

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement politique des activités gouvernementales en matière de relations avec les Premières Nations et les Inuit.

- Programme 5 – Institutions démocratiques, accès à l'information et laïcité

Ce programme vise à permettre l'élaboration et la mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière d'institutions démocratiques, d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels, de transparence des institutions et de laïcité de l'État. Il vise également à assurer la surveillance et le contrôle de l'application de la législation en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels.

## Descriptions des programmes (suite)

### Conseil exécutif (suite)

- Programme 6 – Internet haute vitesse et projets spéciaux de connectivité

Ce programme a pour but de compléter les projets visant à offrir aux citoyens, aux organismes et aux entreprises situés en milieu rural un service Internet haut débit là où il n'est pas offert, de qualité et à coût comparables au service offert en milieu urbain. De plus, ce programme contribuera à améliorer la couverture mobile sur l'ensemble du territoire habité et du réseau routier du Québec, afin de répondre à des enjeux de sécurité et de connectivité sur le territoire. Finalement, le programme vise à soutenir les projets spéciaux de connectivité nécessaires pour répondre aux besoins spécifiques des régions éloignées.

### Culture et Communications

- Programme 1 – Direction, administration et soutien à la mission

Les objectifs et les priorités de ce programme sont les suivants : développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec; élaborer et gérer les politiques, orientations et programmes en matière de culture et de communications; assurer les services de soutien à la gestion; assurer le classement des films; et proposer, à travers les services offerts par le Centre de conservation du Québec, un accompagnement des clientèles du Ministère pour la préservation de biens patrimoniaux. De plus, par l'action du Conseil du patrimoine culturel du Québec, ce programme vise à fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.

- Programme 2 – Soutien et développement de la culture, des communications et du patrimoine

Les objectifs et les priorités de ce programme sont : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants, partenaires, organismes, institutions municipales ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la formation artistique et la sensibilisation des jeunes aux arts et à la culture.

- Programme 3 – Jeunesse

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et des initiatives en matière de jeunesse, à coordonner des dossiers jeunesse à portée interministérielle et à administrer le plan d'action jeunesse.

## Descriptions des programmes (suite)

### Cybersécurité et Numérique

- Programme 1 – Direction et administration

Ce programme vise à allouer les ressources administratives à l'exercice de la mission du Ministère et celles permettant d'assumer les différentes responsabilités prévues par la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (RLRQ, chapitre M-17.1.1). En outre, il pourvoit au financement des fonctions de gouvernance du Ministère, et il permet la conception et la mise en œuvre des politiques, stratégies et cadres de gestion relatifs à la transformation numérique et à la cybersécurité. Ce programme peut aussi inclure le financement de projets majeurs et de transformation numérique ainsi que des activités récurrentes au bénéfice du Fonds de la cybersécurité et du numérique.

- Programme 2 – Gestion des ressources informationnelles spécifiques

Ce programme vise à favoriser l'accélération de la transformation numérique et le rehaussement de la cybersécurité au sein de l'administration publique. Ainsi, il contribue au financement des services en infrastructures technologiques lors de la conception et de la réalisation des projets majeurs, de la conception et de la réalisation des solutions communes et des projets appuyant l'accélération de la transformation numérique de l'État, notamment le Service québécois d'identité numérique.

### Économie, Innovation et Énergie

- Programme 1 – Direction et administration

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion.

- Programme 2 – Développement de l'économie

Ce programme vise à soutenir le développement de l'économie du Québec dans une perspective de création d'emplois à valeur ajoutée, d'augmentation de la productivité et de développement régional. Plus précisément, il favorise la croissance et la compétitivité des entreprises ainsi que le renouvellement de la base entrepreneuriale. Il a aussi pour objectifs l'accélération et l'attraction des investissements, la diversification et la consolidation de l'économie des régions, l'essor de l'entrepreneuriat collectif, de même que l'ouverture des marchés extérieurs et la conquête de ceux-ci par les entreprises québécoises. De plus, il vise à favoriser la concertation et la mobilisation des différents acteurs économiques.

- Programme 3 – Développement de la science, de la recherche et de l'innovation

Ce programme vise à soutenir la recherche et l'innovation dans une perspective de développement scientifique. Plus précisément, ce programme vise à accroître la capacité d'innovation des entreprises et des organisations par la recherche ainsi que par la valorisation de ses résultats tout en contribuant au développement d'une main-d'œuvre qualifiée et en favorisant la concertation et la mobilisation des acteurs scientifiques et des milieux socioéconomiques.

## Descriptions des programmes (suite)

### Économie, Innovation et Énergie (suite)

- Programme 4 – Interventions relatives au Fonds du développement économique

Ce programme est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie. Le Fonds du développement économique est institué au sein du Ministère, et son administration est confiée à Investissement Québec.

- Programme 5 – Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation

Ce programme vise principalement le financement des fonds subventionnaires dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation des chercheurs et la diffusion de la connaissance. De plus, il est constitué de l'enveloppe affectée à la Commission de l'éthique en science et en technologie.

- Programme 6 – Énergie

Ce programme vise à soutenir la production énergétique locale et à assurer un approvisionnement énergétique fiable, diversifié, sécuritaire et abordable pour le Québec. Il a aussi pour objectif de soutenir l'enfouissement des réseaux câblés de distribution.

### Éducation

- Programme 1 – Administration

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère et à soutenir l'action des réseaux de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire en fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Il assure aussi le fonctionnement du secteur du loisir et du sport.

- Programme 2 – Soutien aux organismes

Ce programme vise à réaliser des activités de coordination des différents acteurs du secteur minier, à estimer les besoins de formation et à accroître la diversification de l'offre de formation dans le secteur des mines. Il assure aussi le fonctionnement du Conseil supérieur de l'éducation, de la Commission consultative de l'enseignement privé et du Protecteur national de l'élève. Enfin, ce programme vise à assurer un soutien financier aux organismes communautaires et partenaires des réseaux de l'éducation.

- Programme 3 – Taxe scolaire – Subvention d'équilibre fiscal

Ce programme vise à financer la subvention d'équilibre fiscal afin que chaque centre de services scolaire et commission scolaire puisse obtenir le montant pour le financement de besoins locaux calculé selon les modalités fixées annuellement par règlement. Il finance également les pertes de revenus accessoires à la taxe scolaire.

## Descriptions des programmes (suite)

### Éducation (suite)

- Programme 4 – Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services éducatifs d'éducation préscolaire et d'enseignement primaire et secondaire, incluant la formation professionnelle, l'éducation des adultes, les services de garde en milieu scolaire et les services de transport scolaire en fournissant les ressources financières aux centres de services scolaires, aux commissions scolaires et aux établissements d'enseignement privés agréés aux fins de subvention.

- Programme 5 – Développement du loisir et du sport

Ce programme vise à favoriser les activités de loisir, de sport et de plein air et à promouvoir la pratique régulière d'activités physiques dans des environnements sains et sécuritaires par un soutien aux organismes du milieu et à des groupes particuliers. Il porte également sur la sécurité et la protection de l'intégrité des personnes dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

- Programme 6 – Régimes de retraite

Ce programme regroupe le régime de retraite des enseignants, le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le régime de retraite du personnel d'encadrement applicables au personnel des réseaux.

### Emploi et Solidarité sociale

- Programme 1 – Gouvernance, administration et services à la clientèle

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère tels que les mesures d'aide financière, les mesures d'aide à l'emploi ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Ce programme vise aussi à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à l'exercice de la mission dévolue au Ministère. Également, il permet d'assurer l'administration de la Commission des partenaires du marché du travail.

Il vise aussi à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielle et de services aux citoyennes et citoyens, ainsi qu'à contribuer au financement du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

- Programme 2 – Solidarité sociale et Action communautaire

Ce programme vise à rendre accessibles à tous les citoyens qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'avoir une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi.

Ce programme permet aussi d'allouer à l'Office de la sécurité économique des chasseurs cris les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. De plus, ce programme prévoit le financement à des organismes communautaires en lien avec leur mission globale. Enfin, il vise à pourvoir les actions du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS).

## Descriptions des programmes (suite)

### Emploi et Solidarité sociale (suite)

- Programme 3 – Emploi

Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Il favorise également la mobilisation et l'engagement réciproque de l'ensemble des acteurs concernés par le fonctionnement du marché du travail. Le Ministère est responsable de l'offre de services publics d'emploi, dont l'information sur le marché du travail ainsi que des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Le Ministère est également responsable de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (RLRQ, chapitre D-8.3) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre (RLRQ, chapitre F-5).

### Enseignement supérieur

- Programme 1 – Administration

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère et à soutenir l'action des réseaux de l'enseignement supérieur en fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement de l'aide financière aux études.

- Programme 2 – Soutien aux organismes

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. De plus, il soutient le fonctionnement des organismes de consultation relevant de la ministre ainsi que le fonctionnement ou les projets des divers partenaires œuvrant en enseignement supérieur.

- Programme 3 – Aide financière aux études et bourses incitatives

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes. Ce programme offre également des bourses incitatives aux étudiantes et étudiants dans des domaines ciblés.

- Programme 4 – Enseignement supérieur

Ce programme vise à rendre accessibles les services d'enseignement aux étudiantes et étudiants des collèges et des universités, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

- Programme 5 – Régimes de retraite

Ce programme regroupe le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le régime de retraite du personnel d'encadrement applicable au personnel des réseaux.

## Descriptions des programmes (suite)

### Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs

- Programme 1 – Protection de l'environnement et de la faune

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention ou la réduction de la contamination de l'eau, de l'atmosphère et du sol, la restauration des sites contaminés, la protection des écosystèmes et des ressources, le développement du réseau d'aires protégées, la réalisation d'activités de contrôle et d'analyses environnementales ainsi que la protection de la faune et des parcs. Ce programme vise aussi à assurer l'exploitation sécuritaire et la pérennité des barrages publics sous l'autorité du Ministère ainsi que la gestion foncière du domaine hydrique de l'État et la sécurité des barrages du Québec.

- Programme 2 – Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Ce programme vise à assurer la tenue de séances de consultation et d'information de la population prévues dans le processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement et la tenue d'enquêtes et de consultations sur toute question relative à l'environnement.

### Famille

- Programme 1 – Planification, recherche et administration

Ce programme vise à assurer la réalisation de recherches ainsi que l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement et au mieux-être des familles et des enfants, en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, à diriger et à coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes du Ministère.

- Programme 2 – Mesures d'aide à la famille

Ce programme a pour but d'accorder à des organismes communautaires œuvrant auprès des familles le financement en lien avec leur mission. De plus, il soutient financièrement des organismes communautaires offrant des activités de garderies. Il assure le soutien aux municipalités et aux MRC qui désirent mettre en place des politiques familiales municipales. Il concerne également la coordination de la mise en œuvre et du suivi des engagements pris relativement à la lutte contre l'intimidation ainsi que de ceux pris pour renforcer la qualité des services de garde éducatifs à l'enfance, de même que pour soutenir les travaux liés à la planification de la main-d'œuvre, aux conditions et aux relations de travail dans ce secteur. Enfin, le programme finance l'administration de l'Allocation famille, le Programme de soutien financier aux services de surveillance d'élèves handicapés âgés de 12 à 21 ans ainsi que le développement du réseau de centres de pédiatrie sociale en communauté.

- Programme 3 – Services de garde

Ce programme a pour but de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs à l'enfance (SGEE) de qualité. Il procure les ressources nécessaires au financement des dépenses de fonctionnement des centres de la petite enfance (CPE), des garderies subventionnées et des bureaux coordonnateurs de la garde éducative en milieu familial (BC), ainsi que les subventions aux personnes responsables d'un service de garde éducatif en milieu familial. Il finance aussi les infrastructures des CPE et les régimes de retraite et d'assurance collective à l'intention du personnel des CPE, des BC et des garderies subventionnées.

## Descriptions des programmes (suite)

### Famille (suite)

Ce programme englobe également le transfert budgétaire au Gouvernement de la nation crie, en vertu de l'entente de délégation de l'exercice de certains pouvoirs en matière de SGEE et autres sujets connexes.

- Programme 4 – Curateur public

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.

### Finances

- Programme 1 – Direction et administration

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion.

- Programme 2 – Activités en matière économique, fiscale, budgétaire et financière

Ce programme vise à conseiller le gouvernement dans l'élaboration de ses politiques en matière économique, fiscale, budgétaire et financière, et à assurer le financement, la gestion de la dette, les opérations financières ainsi que les activités comptables.

- Programme 3 – Contributions, frais de services bancaires et provisions pour transférer des crédits

Ce programme vise à financer l'Institut de la statistique du Québec, les frais de services bancaires, des initiatives concernant la perception des revenus et les fraudes envers l'État ainsi que la modernisation des systèmes d'information dans le secteur de la santé.

- Programme 4 – Relations avec les Québécois d'expression anglaise

Ce programme vise à offrir une structure administrative formelle pour assurer le lien entre les organismes gouvernementaux et les communautés d'expression anglaise du Québec pour s'assurer de la prise en compte de leurs préoccupations dans les orientations et les décisions gouvernementales, ainsi qu'en matière d'accès aux programmes gouvernementaux. Il assure un rôle-conseil auprès du gouvernement, des ministères et organismes en matière de relations avec les Québécois d'expression anglaise. Finalement, il assure l'interaction avec le gouvernement fédéral sur les enjeux, les ententes, les programmes ou les politiques qui peuvent avoir une incidence sur les Québécois d'expression anglaise.

- Programme 5 – Service de la dette

Ce programme vise à financer les dépenses gouvernementales relatives aux intérêts sur la dette directe, sur le compte des régimes de retraite, sur le régime de rentes de survivants et sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés.

### Immigration, Francisation et Intégration

- Programme 1 – Direction et soutien aux activités du Ministère

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l'information et l'amortissement des systèmes informatiques.

## Descriptions des programmes (suite)

### Immigration, Francisation et Intégration (suite)

- Programme 2 – Immigration, francisation et intégration

Ce programme vise à assurer une sélection de l'immigration en adéquation avec les besoins du Québec, tout en favorisant une société francophone et inclusive qui vise la pleine participation des personnes immigrantes et des minorités ethnoculturelles. Ce programme inclut également les montants qui seront transférés aux quatre autres ministères qui offrent des services d'intégration et de francisation aux personnes immigrantes.

### Justice

- Programme 1 – Administration de la justice

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, et à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales.

- Programme 2 – Activité judiciaire

Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il comprend également le comité mandaté pour évaluer la rémunération des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi que pour formuler des recommandations au gouvernement.

- Programme 3 – Justice administrative

Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (RLRQ, chapitre J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le financement du Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

- Programme 4 – Indemnisation et reconnaissance

Ce programme vise à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux personnes victimes d'actes criminels. Il vise également à reconnaître les personnes ayant accompli un acte de civisme.

- Programme 5 – Autres organismes relevant du ministre

Ce programme vise à financer un organisme autre que budgétaire et deux organismes budgétaires. La Commission des services juridiques vise à offrir des services d'aide juridique aux personnes financièrement défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux et ayant un rapport avec la justice. La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne (RLRQ, chapitre C-12). L'Office de la protection du consommateur vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (RLRQ, chapitre P-40.1).

## Descriptions des programmes (suite)

### Justice (suite)

- Programme 6 – Poursuites criminelles et pénales

Ce programme permet le financement des activités du Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ce dernier dirige pour l'État les poursuites criminelles et pénales au Québec. Le programme couvre également le financement du Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales, dont le mandat est d'évaluer, tous les quatre ans, la rémunération et certaines conditions de travail à incidences pécuniaires des procureurs aux poursuites criminelles et pénales.

### Langue française

- Programme 1 – Langue française

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect, la valorisation, la promotion et la défense du français et de son statut dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique. Il vise enfin à renforcer l'exemplarité des pratiques linguistiques de l'État.

### Personnes désignées par l'Assemblée nationale

- Programme 1 – Le Protecteur du citoyen

Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyennes et citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, avec équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande les correctifs aux situations préjudiciables qu'il constate. Ce programme permet également au Protecteur du citoyen de veiller à l'intégrité des services publics en effectuant des vérifications et des enquêtes à la suite de divulgations d'actes répréhensibles ou de plaintes en matière de représailles et, le cas échéant, en formulant les recommandations qu'il juge appropriées.

- Programme 2 – Le Vérificateur général

L'objectif de ce programme est de permettre au Vérificateur général d'effectuer des audits d'états financiers, des audits de conformité des opérations avec les lois, règlements, politiques et directives, et des audits de performance. Il vise également à lui donner les moyens de communiquer le résultat de ses travaux à l'Assemblée nationale.

- Programme 3 – Administration du système électoral

Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement politique. Le budget de dépenses du Directeur général des élections et celui de la Commission de la représentation électorale sont inclus dans ce programme.

## Descriptions des programmes (suite)

### Personnes désignées par l'Assemblée nationale (suite)

- Programme 4 – Le Commissaire au lobbyisme

Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbyisme de contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie démocratique et au renforcement du lien de confiance des citoyens dans leurs institutions parlementaires, gouvernementales et municipales, ainsi qu'envers les personnes qui les dirigent. Par son action, le Commissaire au lobbyisme met en œuvre la transparence et le sain exercice des activités de lobbyisme ainsi que le droit du public d'être informé des communications d'influence faites auprès des institutions publiques québécoises.

- Programme 5 – Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie

Ce programme permet au Commissaire à l'éthique et à la déontologie de mettre en œuvre le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale, les Règles déontologiques applicables aux membres du personnel des députés et des cabinets de l'Assemblée nationale et le Règlement concernant les règles déontologiques applicables aux membres du personnel d'un cabinet ministériel.

- Programme 6 – Le Commissaire à la langue française

Ce programme permet au Commissaire à la langue française d'exercer les fonctions qui lui sont conférées par la Charte de la langue française (RLRQ, chapitre C-11).

### Relations internationales et Francophonie

- Programme 1 – Direction et administration

Ce programme permet au Ministère d'assumer les activités nécessaires à la réalisation de sa mission.

- Programme 2 – Affaires internationales

Ce programme vise à promouvoir les intérêts du Québec sur le plan international, en s'assurant du respect des compétences et de la cohérence de l'action gouvernementale.

- Programme 3 – Condition féminine

Ce programme vise à assurer l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes par la coordination, en collaboration avec les ministères et les organismes concernés, des actions gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et de lutte contre l'homophobie et la transphobie.

### Ressources naturelles et Forêts

- Programme 1 – Gestion des ressources naturelles et forestières

Ce programme vise à gérer l'aménagement durable des forêts publiques, à participer au développement de l'industrie des produits forestiers et à la mise en valeur des forêts privées, ainsi qu'à assurer la gestion et à soutenir la mise en valeur des ressources minérales du Québec, dans une perspective de développement durable. Il vise également à soutenir les autorités du Ministère dans la gestion et la coordination des activités de nature législative, gouvernementale et ministérielle et couvre les activités administratives de l'organisation.

## Descriptions des programmes (suite)

### Santé et Services sociaux

- Programme 1 – Fonctions de coordination

Ce programme vise à procurer au Ministère ainsi qu'à l'organisme-conseil du Commissaire à la santé et au bien-être les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en œuvre et contrôler les programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, et à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation de services de santé et de services sociaux.

- Programme 2 – Services dispensés à la population

Ce programme vise à offrir à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être qui répondent aux besoins qui touchent l'ensemble de la population ou à des problématiques particulières.

- Programme 3 – Office des personnes handicapées du Québec

Ce programme vise à assurer la mise en œuvre de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (RLRQ, chapitre E-20.1).

- Programme 4 – Régie de l'assurance maladie du Québec

Ce programme vise à financer le coût des services assurés et les frais d'administration, notamment dans le cadre des régimes d'assurance maladie et d'assurance médicaments.

- Programme 5 – Condition des aînés

Ce programme finance des mesures qui permettent de favoriser le vieillissement actif des Québécois. Par ailleurs, il permet la mise en place des mesures visant à lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées et à soutenir de façon particulière les personnes âgées les plus vulnérables. Enfin, ce programme permet de planifier, de conseiller, de coordonner et de soutenir les politiques et mesures les plus à même de combattre les préjugés et l'âgisme, et de favoriser la participation, la santé et la sécurité des personnes âgées, et ce, dans une perspective d'équité intergénérationnelle et de respect de la diversité.

### Sécurité publique

- Programme 1 – Direction et administration

Ce programme permet de planifier et de coordonner les activités nécessaires à la gestion des programmes du Ministère.

- Programme 2 – Services de la Sûreté du Québec

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

- Programme 3 – Gestion du système correctionnel

Ce programme vise à protéger la société en assurant aux personnes contrevenantes en détention ou suivies dans la communauté des services pour favoriser leur réinsertion sociale. Il inclut également la Commission québécoise des libérations conditionnelles, dont le mandat consiste notamment à examiner le cas des personnes détenues admissibles à une libération conditionnelle.

## Descriptions des programmes (suite)

### Sécurité publique (suite)

- Programme 4 – Affaires policières

Ce programme assure l'inspection des services de police et prévoit le financement des services policiers autochtones. De plus, il agit dans la lutte contre le terrorisme et en prévention de la criminalité, voit au transport et à la protection des membres du Conseil exécutif et gère les services de sécurité dans les palais de justice et certains édifices gouvernementaux.

- Programme 5 – Expertises scientifiques et médico-légales

Ce programme est chargé de fournir des services divers en matière de médecine légale et d'expertise judiciaire. Il inclut également le Bureau du coroner, dont le mandat est d'investiguer ou d'enquêter sur les causes et les circonstances des décès obscurs ou violents et, s'il y a lieu, de formuler des recommandations afin d'assurer une meilleure protection de la vie humaine.

- Programme 6 – Encadrement et surveillance

Ce programme regroupe les organisations qui exercent un rôle dans l'encadrement, la surveillance ou le contrôle des activités policières, des activités d'attribution de contrats pour le secteur public ou des secteurs économiques des boissons, des courses, des jeux et des sports de combat.

- Programme 7 – Sécurité civile et sécurité incendie

Ce programme veille à la mise en place des mesures et des activités de prévention et d'atténuation des risques de sinistres portant atteinte à la sécurité des personnes et de leurs biens. Lorsqu'un sinistre survient, ce programme facilite un retour à la vie normale.

### Tourisme

- Programme 1 – Direction, administration et gestion des programmes

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes dédiés à l'industrie touristique du Québec, l'élaboration et la mise en œuvre des orientations et des stratégies touchant l'industrie touristique ainsi que le traitement des plaintes et les services d'accueil et d'information touristique.

- Programme 2 – Développement du tourisme

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre et en assurant la promotion du Québec.

- Programme 3 – Organismes relevant du ministre

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en aménageant et en exploitant les installations publiques à caractère touristique.

## Descriptions des programmes (suite)

### Transports et Mobilité durable

- Programme 1 – Infrastructures et systèmes de transport

Ce programme vise à assurer l'entretien d'hiver des infrastructures routières, de même que l'amélioration, la réfection et l'entretien des infrastructures ferroviaires, maritimes et aériennes. Il vise aussi à établir des politiques et à verser des subventions, notamment au transport adapté et à la Société des Traversiers du Québec. De plus, ce programme comprend une contribution du Ministère au Fonds des réseaux de transport terrestre pour le financement des infrastructures routières et de transport collectif.

- Programme 2 – Administration et services corporatifs

Ce programme vise à fournir les divers services de direction et de soutien à la gestion des activités du Ministère. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

### Travail

- Programme 1 – Travail

Ce programme vise à élaborer, mettre en œuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail et de relations du travail.



# GLOSSAIRE



## Glossaire

Les termes suivants sont utilisés dans les différentes sections de ce volume.

### Catégories

Les supercatégories « Affectation à un fonds spécial » et « Transfert » se subdivisent selon les catégories de dépenses suivantes :

- **Affectation à un fonds spécial – Rémunération**  
Comprend les affectations pour la rémunération du personnel imputées sur un fonds spécial.
- **Affectation à un fonds spécial – Fonctionnement**  
Comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, d'un fonds spécial. Le fonctionnement inclut notamment l'amortissement des immobilisations et les autres coûts découlant des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.
- **Affectation à un fonds spécial – Capital**  
Comprend les affectations pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations du fonds spécial. Cette catégorie comprend également les affectations destinées à subventionner l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations qui appartiennent à des tiers.
- **Affectation à un fonds spécial – Intérêt**  
Comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial. Cette catégorie comprend également les affectations pour subventionner les intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations qui appartiennent à des tiers.
- **Affectation à un fonds spécial – Support**  
Comprend les affectations destinées à fournir, aux bénéficiaires d'un programme géré par un fonds spécial, un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Affectation à un fonds spécial – Rémunération », « Affectation à un fonds spécial – Fonctionnement », « Affectation à un fonds spécial – Capital » et « Affectation à un fonds spécial – Intérêt ».
- **Transfert – Rémunération**  
Comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes contrôlés par le gouvernement, soit ceux inclus à son périmètre comptable. Cette catégorie comprend également les honoraires des professionnels de la santé, y compris ceux de la main-d'œuvre indépendante.
- **Transfert – Fonctionnement**  
Comprend les transferts pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, d'organismes contrôlés par le gouvernement, soit ceux inclus à son périmètre comptable. Le fonctionnement inclut notamment les coûts découlant des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

## Glossaire (suite)

- Transfert – Capital

Comprend les transferts pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations subventionnées. Cette catégorie comprend également les transferts effectués à des organismes contrôlés par le gouvernement, soit ceux inclus à son périmètre comptable, et destinés à subventionner l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations qui appartiennent à des tiers.

- Transfert – Intérêt

Comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur des emprunts contractés pour une immobilisation subventionnée lorsque la dépense d'intérêts est assumée en tout ou en partie par le gouvernement. Cette catégorie comprend également les transferts effectués à des organismes contrôlés par le gouvernement, soit ceux inclus à son périmètre comptable, et destinés à subventionner les intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations qui appartiennent à des tiers.

- Transfert – Support

Comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert – Rémunération », « Transfert – Fonctionnement », « Transfert – Capital » et « Transfert – Intérêt ».

### Compte à fin déterminée

- Un compte à fin déterminée est un mécanisme de gestion financière créé par décret du gouvernement en vertu de la Loi sur l'administration financière. Il permet à un ministère ou à un organisme budgétaire de comptabiliser de façon distincte des sommes versées au fonds général du fonds consolidé du revenu par un tiers en vertu d'un contrat ou d'une entente qui en prévoit l'affectation à une fin particulière. Cette comptabilisation permet à l'entité responsable d'engager des dépenses jusqu'à concurrence de la somme reçue, sans avoir à obtenir ou à utiliser des crédits.

### Crédits

- Crédits alloués par décisions

Les crédits alloués par décisions présentés dans les crédits complémentaires représentent des crédits autorisés en vertu :

- d'une loi sur les crédits portant sur un budget de dépenses supplémentaires;
- d'une décision prise par le Bureau de l'Assemblée nationale ou par le gouvernement;
- d'une disposition d'une loi particulière à l'égard de l'utilisation de certains revenus perçus;
- d'une nouvelle loi autorisant le gouvernement à prendre les sommes requises sur le fonds consolidé du revenu;
- d'un mandat spécial lorsque les crédits autorisés ne font pas partie des crédits du budget de dépenses.

## Glossaire (suite)

- Crédits annuels

Les crédits annuels représentent les crédits adoptés par le Parlement en vertu de lois annuelles sur les crédits ou de lois particulières autorisant des crédits pour un exercice financier précis. S'il y a lieu, les autorisations obtenues en vertu d'un mandat spécial s'y ajoutent. Les crédits au net et certains crédits alloués par décisions font également partie de ces crédits.

- Crédits associés à des crédits au net

Les crédits associés à des crédits au net présentés dans les crédits complémentaires représentent l'augmentation de crédits annuels en fonction de certains revenus. Cet assouplissement est permis en vertu de l'article 50 de la Loi sur l'administration publique. S'il y a lieu, les conditions concernant le crédit au net sont prévues dans le budget de dépenses.

- Crédits associés à des produits d'aliénation

Les crédits associés à des produits d'aliénation présentés dans les crédits complémentaires représentent les crédits obtenus en lien avec les produits d'aliénation de biens. Cet assouplissement est permis en vertu de l'article 49 de la Loi sur l'administration publique.

- Crédits autorisés

Les crédits autorisés sont la somme des crédits initiaux, des crédits complémentaires, des virements et transferts de juridiction ainsi que des ajustements aux crédits permanents. Ils regroupent les crédits annuels et les crédits permanents et permettent aux ministères et organismes budgétaires d'effectuer, à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements et des avances, ainsi que d'assumer d'autres coûts.

- Crédits complémentaires

Les crédits complémentaires sont constitués des crédits associés à des crédits au net, des crédits associés à des produits d'aliénation et des crédits alloués par décisions.

- Crédits initiaux

Les crédits initiaux représentent les crédits apparaissant dans le budget de dépenses de l'exercice, soit les crédits annuels (y compris ceux pour une période de plus d'un an déjà votés dans un exercice antérieur), les crédits permanents prévus et, s'il y a lieu, les crédits reportés permis en vertu de l'article 45 de la Loi sur l'administration publique.

- Crédits permanents

Les crédits permanents sont autorisés par des lois particulières et n'ont pas à être votés chaque année. De façon générale, chacune des lois particulières précise que les sommes nécessaires pour les activités visées par ces lois sont payées à même le fonds général du fonds consolidé du revenu.

Les crédits associés à des produits d'aliénation et certains crédits alloués par décisions font également partie des crédits permanents.

## Glossaire (suite)

Pour ces crédits, le montant présenté à titre de « crédits autorisés » correspond à la somme des crédits initiaux et des crédits complémentaires, ajustée, s'il y a lieu, pour correspondre aux dépenses et investissements réels. Cet ajustement est présenté à la colonne « Ajustements aux crédits permanents ».

- **Dépenses ne nécessitant pas de crédits**

Les dépenses ne nécessitant pas de crédits sont notamment celles liées à l'amortissement des immobilisations et des avantages incitatifs, à la consommation de stocks et de frais payés d'avance comptabilisés lors d'exercices financiers antérieurs, ainsi qu'aux opérations de restructuration. Certaines dépenses de transfert ne nécessitent également pas de crédits. Il s'agit de celles découlant de prêts pardonnables accordés à des entreprises dans un exercice précédent et pour lesquels des crédits de type « prêts, placements, avances et autres coûts » ont déjà été accordés.

Certaines dépenses négatives sont également présentées à titre de « dépenses ne nécessitant pas de crédits » afin que des crédits non autorisés ne soient pas rendus disponibles. C'est notamment le cas lorsque des revenus imputés à l'encontre du service de la dette sont supérieurs à la dépense et quand des variations à la baisse de provisions ou d'autres dépenses se produisent.

- **Virements et transferts de juridiction**

Les virements et les transferts de juridiction comprennent les crédits qui ont été virés d'un programme à un autre, que ce soit au sein d'un même portefeuille ou, dans le cas notamment de provisions budgétaires, de portefeuilles différents.

### **Fonds spécial**

- Un fonds spécial est un fonds institué par une loi afin de pourvoir à certains engagements financiers d'un ministre, d'un organisme budgétaire ou d'un organisme autre que budgétaire exerçant une fonction juridictionnelle.

### **Fonds spécial – Investissements**

Les investissements d'un fonds spécial sont constitués des éléments suivants :

- **Immobilisations** : comprennent les sommes pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles en ressources informationnelles. Elles comprennent également les coûts découlant des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations qui sont capitalisables;
- **Prêts, placements, avances et autres coûts** : comprennent les prêts; les fonds locaux; les avances autres que celles effectuées au fonds général du fonds consolidé du revenu; les placements à long terme d'une durée supérieure à 12 mois consentis à des tiers sous forme d'actions et de mises de fonds; les dépôts à participation; les obligations; les billets. Sont également incluses les incidences des modifications comptables sur les années antérieures concernant des dépenses et des investissements nécessitant l'approbation du Parlement ainsi que les engagements financiers découlant d'une opération de restructuration.

### Supercatégories

- Rémunération

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, aux employés à temps partiel et aux occasionnels, y compris les étudiants et les saisonniers. Elle comprend également les traitements et les indemnités encourus envers les membres de l'Assemblée nationale, toute personne nommée ou désignée par cette dernière pour exercer une charge publique et le personnel qu'elle dirige, les juges ainsi que les membres de la Sûreté du Québec. Finalement, elle comprend tous les avantages sociaux fournis aux employés ainsi que les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

- Fonctionnement

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires, à l'exclusion des dépenses de rémunération, de transfert, d'affectation à un fonds spécial, des créances douteuses et autres provisions ainsi que du service de la dette. Elle inclut notamment le coût lié à la réévaluation et aux obligations du gouvernement relatives à la réhabilitation de sites contaminés, l'amortissement des immobilisations, les dépenses de désactualisation, de même que les dépenses découlant d'une opération de restructuration. Elle comprend également les sommes pouvant être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire en application d'une disposition législative à cet effet jusqu'à concurrence des sommes portées au débit du fonds pour des biens ou des services fournis à ce ministère ou à cet organisme.

- Affectation à un fonds spécial

Cette supercatégorie comprend les sommes virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire en application d'une disposition législative à cet effet. Ces sommes peuvent, notamment, servir aux dépenses de rémunération et de fonctionnement d'un fonds spécial. Ne font pas partie de cette supercatégorie les sommes allouées pouvant être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire pour des biens ou des services fournis à ce ministère ou à cet organisme que le fonds a servi à financer.

- Transfert

Cette supercatégorie comprend les dépenses dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes. Pour le gouvernement, ces dépenses ne constituent ni des acquisitions directes de biens ou de services, ni des sommes accordées en vue d'obtenir un rendement, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement, ni des sommes pour lesquelles il s'attend à obtenir un remboursement ultérieurement comme dans le cas des prêts.

## Glossaire (suite)

- Créances douteuses et autres provisions

Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant des variations de la provision pour créances douteuses, de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement et de la provision pour moins-value sur les prêts, les placements et les avances.

- Service de la dette

Cette supercatégorie comprend les intérêts sur les dettes, les gains et les pertes de change réalisés ainsi que l'amortissement des primes, des escomptes et des frais liés à l'émission d'emprunt et à la gestion des dettes. Elle comprend également les intérêts sur les obligations relatives aux régimes de retraite et aux autres avantages sociaux futurs. Enfin, elle comporte les intérêts relatifs aux ententes de partenariat public-privé signées par les ministères et les organismes budgétaires.

- Immobilisations en ressources informationnelles

Cette supercatégorie est incluse dans le budget d'investissements. Elle comprend les investissements encourus pour les immobilisations qui sont des développements informatiques ainsi que des équipements informatiques et bureautiques, soit pour leur acquisition, pour leur réalisation, laquelle comprend les étapes allant de la conception jusqu'à l'implantation, de même que pour leur amélioration. Cette supercatégorie comprend également les coûts découlant des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations en ressources informationnelles et qui sont capitalisables.

- Immobilisations autres qu'en ressources informationnelles

Cette supercatégorie est incluse dans le budget d'investissements. Elle comprend les investissements encourus pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles relatives aux ententes de partenariat public-privé à l'acquisition d'immobilisations incorporelles, mais excluant les immobilisations en ressources informationnelles. Cette supercatégorie comprend également les coûts découlant des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations tangibles qui sont capitalisables.

- Prêts, placements, avances et autres coûts

Cette supercatégorie est incluse dans le budget d'investissements. Elle comprend les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes contrôlés par le gouvernement, soit ceux inscrits à son périmètre comptable, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Sont également incluses dans cette supercatégorie les avances pour l'établissement ou le fonctionnement des fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement.

Elle comprend l'inscription de stocks et des frais payés d'avance, les taxes de vente payées ou à payer (TVQ, TPS/TVH) et comptabilisées lors de l'acquisition de biens et de services et les engagements financiers concernant des années antérieures qui sont portés à la dette nette ainsi que ceux découlant d'une opération de restructuration.

